

LIBERTÉS: L'ÉPREUVE DU SIÈCLE

Une enquête planétaire sur
la démocratie dans 55 pays

Sous la direction de Dominique Reynié

2022



LIBERTÉS : L'ÉPREUVE DU SIÈCLE

Une enquête planétaire sur
la démocratie dans 55 pays

Sous la direction de Dominique Reynié

2022



LIBERTÉS: L'ÉPREUVE DU SIÈCLE

Une enquête planétaire réalisée dans 55 pays

DIRECTION

Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

RÉDACTION EN CHEF

Victor DELAGE

RÉDACTION

Abdellah BOUHEND, Margot COCQUET, Victor DELAGE, Léa GHILINI, Katherine HAMILTON, Camille JAFFIOL, Dominique REYNIÉ, Mathilde TCHOUNIKINE

COORDINATION ÉDITORIALE

Fondation pour l'innovation politique :

Abdellah BOUHEND, Margot COCQUET, Victor DELAGE, Anne FLAMBERT, Léa GHILINI, Élisabeth GRANDJEAN, Madeleine HAMEL, Katherine HAMILTON, Camille JAFFIOL, Léo MAJOR, Dominique REYNIÉ, Mathilde TCHOUNIKINE

International Republican Institute :

Thibault MUZERGUES, Jan SUROTCHAK

Community of Democracies :

Patricia GALDAMEZ, Thomas GARRETT, Joanna ŁOZIŃSKA

Konrad-Adenauer-Stiftung :

Hedwige HARDION, Caroline KANTER, Clara KUBLER, Dimitri MAUCHIEN, Nele WISSMANN

Genron NPO :

Yasushi KUDO, Yuho NISHIMURA, Seiko WATANABE

Fundación Nuevas Generaciones :

Lorenzo AGÜERO, Julián OBIGLIO, María Anne QUIROGA

República do Amanhã :

Octavio de BARROS, Tomás de BARROS, Vasco CALDEIRA, Anthony TAÏEB, Renée ZICMAN

RELECTURE ET CORRECTION

Francys GRAMET, Claude SADAJ

MAQUETTE ET RÉALISATION

Julien RÉMY

L'enquête a été réalisée par l'institut IPSOS

Brice TEINTURIER (directeur général délégué)



Au sein du département Politique et Opinion :

Federico VACAS (directeur adjoint du département), Alice TÉTAZ (directrice d'études), Salomé QUÉTIER-PARENT (chargée d'études senior)

IMPRESSION

GALAXY Imprimeurs

PARUTION

Janvier 2022

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site fondapol.org. De plus, sa plateforme [data.fondapol](http://data.fondapol.org) permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 45 langues pour l'enquête *Libertés : l'épreuve du siècle*, menée dans 55 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « Anthropotechnie » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « Anthropotechnie » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.





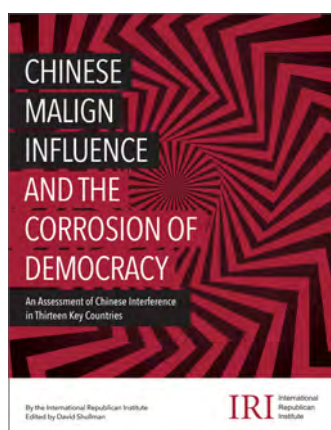
INTERNATIONAL REPUBLICAN INSTITUTE

L'International Republican Institute (IRI) se donne pour mission de faire progresser la démocratie dans le monde. L'IRI associe les peuples et leurs gouvernements, aide les dirigeants politiques dans leurs actions envers les citoyens et encourage les peuples à s'engager dans le processus politique.

L'IRI coopère avec des organisations et des peuples du monde entier pour aider les citoyens à construire des sociétés démocratiques, ouvertes et responsables, transparentes et solides. La coopération est essentielle pour réussir sa mission consistant à changer rapidement le paysage international. En tant qu'organisation, l'IRI s'adapte et peut répondre rapidement à des situations critiques et souvent dangereuses.

Depuis plus de trente ans, l'International Republican Institute contribue à renforcer la démocratie grâce à des ateliers tenus par des experts volontaires du monde entier sur le pluralisme politique, les pratiques de gouvernance démocratique, l'émancipation des femmes, le développement de la société civile, la responsabilisation des jeunes, le renforcement des processus électoraux et les sondages d'opinion. La recherche et les données qualitatives et quantitatives sur l'opinion publique sont les pierres angulaires de l'approche de l'IRI. Ses données garantissent que les besoins des citoyens soient placés au cœur du débat politique et guident les objectifs de ses projets.

L'IRI est un institut apolitique et non gouvernemental financé par des subventions du département d'État américain, de l'Agence américaine pour le développement international, de la Fondation américaine nationale pour la démocratie, de fondations européennes et d'agences humanitaires de pays occidentaux. Moins de 1% du financement de l'IRI provient de donateurs privés. L'IRI ne reçoit pas de dons de la part du Parti républicain ou de toute autre entité politique américaine.

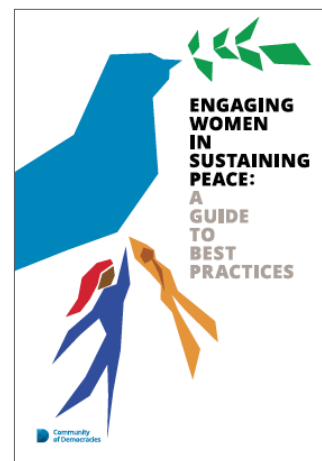




COMMUNITY OF DEMOCRACIES

La Community of Democracies est une coalition intergouvernementale active au niveau mondial, composée des États membres du Conseil des gouverneurs et qui défend l'adhésion aux normes et aux valeurs démocratiques communes décrites dans la déclaration de Varsovie. La Community of Democracies s'engage à prendre des mesures concertées pour faire progresser et pour protéger les libertés démocratiques, renforcer les institutions démocratiques et élargir la participation politique.

Par le biais de la déclaration de Varsovie et des déclarations ministérielles ultérieures, les États membres ont constamment réaffirmé leur engagement envers les valeurs démocratiques fondamentales, notamment le partenariat avec la société civile, le dialogue et l'apprentissage par les pairs, la défense des normes démocratiques, la collaboration internationale, le pluralisme, l'éducation civique, le soutien aux démocraties émergentes et la prospérité économique comme fondement de la démocratie.



KONRAD-ADENAUER-STIFTUNG

La Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), fondation politique proche de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), s'engage au niveau national et international pour la paix, la liberté et la justice. La consolidation de la démocratie, la promotion de l'unification européenne, l'intensification des relations transatlantiques et la coopération en matière de politique de développement sont au centre de ses préoccupations.

Chaque année, la KAS diffuse son expertise à travers une centaine de publications qui paraissent en plusieurs langues et soutient 3 000 boursiers. Basée à Berlin et Sankt Augustin, la KAS est également représentée dans plus de 120 pays. En 2020, elle a organisé plus de 4 000 événements à travers le monde, qui ont rassemblé près de 800 000 personnes.

La KAS a ouvert une représentation en France en 1980. Son objectif principal est de contribuer à l'intensification du dialogue entre la France et l'Allemagne, et ce faisant d'encourager l'approfondissement du processus d'intégration européenne. À cet effet, la KAS France rédige différentes notes et lettres d'information sur la situation politique, économique et sociale à destination des publics des deux pays. De plus, la KAS organise régulièrement des événements pour un public choisi de spécialistes, en France comme en Allemagne.

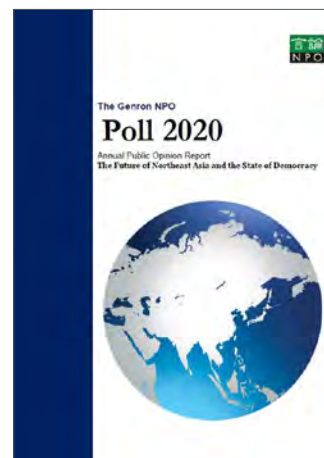


GENRON NPO



La Genron NPO est un groupe de réflexion indépendant et à but non lucratif basé au Japon. Fondé en 2001 par Yasushi Kudo, ancien rédacteur en chef du journal politique japonais Ronso Toyo Keizai, c'est le seul organisme du pays à proposer un débat politique responsable. Son objectif est de renforcer la démocratie japonaise. C'est la seule organisation à avoir analysé plusieurs politiques mises en place et à avoir évalué les manifestes des partis lors de chaque élection générale. Elle a également accueilli de nombreux débats politiques de haut niveau, en partageant toujours publiquement les informations discutées, permettant ainsi aux citoyens de porter leur propre jugement sur le gouvernement et les politiques mises en œuvre.

En Asie, la Genron NPO a organisé toute une série d'initiatives diplomatiques de type « Track II » ayant exercé une certaine influence sur la situation en Asie du Nord-Est, notamment l'Asia Peace Conference, un dialogue multilatéral entre le Japon, les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud sur les programmes de sécurité dans la région. En dehors de l'Asie du Nord-Est, la Genron NPO s'efforce de faciliter les actions collectives responsables pour relever les défis transfrontaliers et a notamment créé la Tokyo Conference, première plateforme de discussion au Japon abordant l'agenda mondial avec des partenaires de groupes de réflexion de pays démocratiques partageant les mêmes idées.

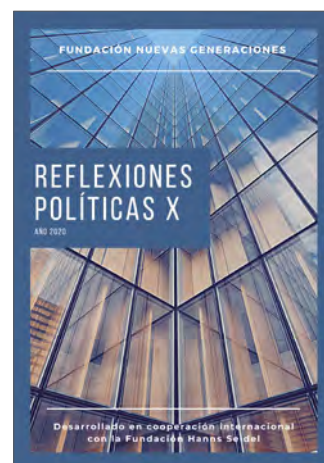


FUNDACIÓN NUEVAS GENERACIONES



La Fundación Nuevas Generaciones est un think tank politique non partisan dédié à l'étude et à la conception de politiques publiques, et qui travaille avec une vision globale de la réalité. Elle combine des connaissances techniques et académiques avec l'expérience des acteurs de terrain, travailleurs et employeurs. Ses membres sont issus du secteur privé, du monde politique ou occupent des fonctions publiques, législatives ou exécutives. Nombre d'entre eux jouent également un rôle important dans des partis ou des groupes politiques.

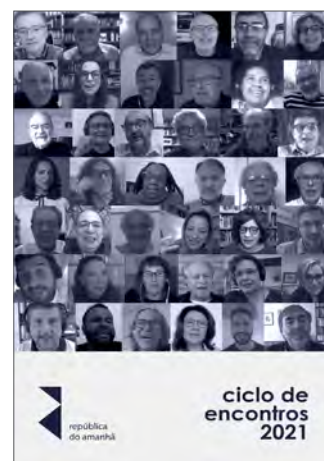
Par le biais de ses programmes, la Fundación Nuevas Generaciones cherche à développer et à promouvoir des propositions politiques qui engendrent et favorisent une croissance durable. À cette fin, elle travaille avec les différents niveaux de gouvernement et étudie les expériences locales et internationales les plus réussies. Dans le même temps, elle accorde une attention particulière aux relations humaines et au développement des liens personnels, lesquels permettent de garantir la continuité des projets entrepris. C'est également pourquoi l'un de ses principaux objectifs est de veiller à ce que ses initiatives et ses actions aient des conséquences politiques réelles et mesurables.



REPÚBLICA DO AMANHÃ



República do Amanhã est une association à but non-lucratif qui promeut le débat sur les grands défis de la société face au changement de paradigme technologique engendré par la révolution digitale et cognitive. República do Amanhã agit en soutenant, en organisant et en participant à des débats, des séminaires, des publications et des études, ainsi que par le biais d'une production audiovisuelle visant à diffuser les connaissances et la réflexion. Le think tank, fondé et dirigé par l'économiste brésilien Octavio de Barros, comporte actuellement près de 150 membres-associés, majoritairement des intellectuels, des artistes, dirigeants d'entreprise, économistes, scientifiques, politologues et enseignants qui croient en l'approche systémique et interdisciplinaire. Face à l'importante sous-estimation des impacts positifs et négatifs des transformations en cours, República do Amanhã entend qu'il est crucial d'identifier les valeurs qui animent et animeront les sociétés contemporaines. L'un des principaux défis associés à cette initiative réside dans l'innovation institutionnelle à plusieurs niveaux, visant à éviter les risques de rupture du tissu social dans un monde où l'innovation technologique est constante et omniprésente.



SOMMAIRE

LIBERTÉS : L'ÉPREUVE DU SIÈCLE.....11

par Dominique Reynié

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE.....14

I. DE QUI LES DÉMOCRATIES ONT PEUR.....16

1. La Chine inquiète le monde démocratique.....17

Le continent américain face à l'ambition chinoise19

En Asie-Pacifique, le regard porté sur la Chine est négatif.....20

La Chine divise le continent européen20

2. La Russie, jugée peu influente, reste redoutée par ses voisins.....22

3. La Turquie désoriente les Européens.....23

4. Les États-Unis demeurent la puissance prédominante.....26

Les États-Unis sont perçus, et de loin, comme la puissance la plus influente.....26

La sphère anglophone voit les États-Unis comme une puissance rassurante, à l'exception du Canada.....27

L'appartenance à l'OTAN ne suffit pas à rassurer sur les États-Unis.....30

5. L'opinion appréhende le retour de la guerre.....32

II. DE QUOI LES DÉMOCRATIES ONT PEUR.....34

1. La diversité culturelle est vue comme une source d'insécurité.....35

La délinquance et le terrorisme en tête des craintes sécuritaires35

Les conflits interculturels.....35

L'islamisme et la menace terroriste.....35

2. Pourra-t-on encore « résoudre pacifiquement les désaccords » ?.....38

Des sociétés démocratiques minées par la défiance...38

... et la crainte de ne plus « pouvoir résoudre pacifiquement les désaccords ».....38

La moitié des répondants (47%) souhaitent avoir le droit de posséder
une arme à feu pour se défendre39

3. L'inquiétude face au risque du déclassement économique.....41

4. Les manipulations de l'information et les ingérences étrangères.....43

III. DANS UN MONDE DÉMOCRATIQUE FRAGILISÉ, L'ATTACHEMENT À L'UNION EUROPÉENNE SE RENFORCE	46
1. L'opinion publique et l'idée européenne	47
Le soutien à l'euro contient la poussée populiste	48
Les Européens font davantage confiance aux institutions européennes que nationales	49
2. Les Balkans occidentaux : entre aspirations européennes et lassitude	52
La volonté d'adhésion à l'Union européenne est contrastée	52
Une région convoitée par les puissances autoritaires	52
3. Le souhait d'une armée européenne est conforté	53
Plus de la moitié des Européens (55%) sont favorables à la création d'une armée commune	54
Les populations les plus favorables à une armée européenne habitent les régions traversées par des tensions géopolitiques	54
4. Brexit : le jugement contrasté d'une décision historique	55
 IV. L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE RÉSISTE	 58
1. Une approbation massive de la démocratie représentative	59
2. Une critique démocratique du fonctionnement de la démocratie	62
Pour la moitié des répondants, la démocratie fonctionne mal dans leur pays	62
La corruption est vue comme la principale menace pesant sur la démocratie	64
3. L'efficacité du vote est interrogée	66
Un tiers des répondants mettent en cause l'utilité du vote	66
La transparence du processus électoral suscite le doute	66
L'idée de conditionner le droit de vote à des compétences recueille un soutien significatif	68
Près de la moitié des moins de 35 ans (46%) estiment que le processus électoral dans leur pays n'est pas transparent	68
4. Politique et médias : la double crise de la représentation	70
5. Liberté d'opinion et pluralisme au cœur de la démocratie	73
Plus de la moitié des personnes interrogées (57 %) sont favorables à la peine de mort	73
Le droit à l'avortement est contesté	75
L'État doit laisser plus de liberté aux entreprises	78
6. Confrontés à la Covid-19, les citoyens revendiquent leur attachement aux libertés	80
Seule une minorité d'individus est disposée à réduire ses libertés en contrepartie d'une plus grande efficacité	80
L'attachement aux libertés est presque unanime	82



LIBERTÉS : L'ÉPREUVE DU SIÈCLE

Dominique Reynié, professeur des universités à Sciences Po,
directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

« Je crois que tout est toujours en question, que tout est toujours à sauver,
que rien n'est définitivement acquis, et qu'il n'y aura jamais de repos
sur la terre pour les hommes de bonne volonté. »

Raymond Aron, entretien avec Georges Suffert,
émission *Un certain regard*, ORTF, 7 décembre 1969

Les démocraties se retrouvent dans une situation périlleuse trente ans après la chute du mur de Berlin qui marquait pourtant leur triomphe. Dans un entretien accordé au printemps 2020, celui qui allait devenir président des États-Unis, Joe Biden, rappelle que non seulement la démocratie a cessé de se déployer, mais qu'elle est même en recul : « Aujourd'hui, la démocratie est sous pression plus qu'elle ne l'a jamais été depuis les années 1930. D'après Freedom House, sur les 41 pays régulièrement classés "libres" de 1985 à 2005, 22 ont enregistré des baisses sensibles de la liberté au cours des cinq dernières années¹. » Ce processus de régression n'épargne pas les ensembles démocratiques qui paraissent plus solides. Ainsi, dans l'Union européenne, des gouvernements élus remettent en cause l'État de droit en se revendiquant d'une « démocratie illibérale² ».

Significativement, l'année 2021 s'est achevée sur un « sommet des démocraties », que le président Joe Biden avait annoncé dans son entretien. Lors de son discours introductif, prononcé le 9 décembre 2021 devant les représentants de 110 pays, Biden a estimé que « la démocratie est confrontée à des défis compliqués et préoccupants ». Particulièrement inquiet, il a évoqué les tendances à l'œuvre qui « semblent s'orienter dans une mauvaise direction », considérant que « nous sommes aujourd'hui à un point d'inflexion ». Il ajoutait : « Allons-nous permettre à cette tendance de continuer au détriment des droits humains et de la démocratie ? La démocratie n'est pas le fruit du hasard. Nous devons la renouveler à chaque génération. De mon point de vue, voici le véritable défi de notre époque. » Prenant la parole dans le cadre de ce sommet, le président français Emmanuel Macron a rejoint le président des États-Unis dans cette inquiétude : « Vous nous avez rassemblés pour évoquer le seul modèle politique qui permette de défendre ces droits et libertés : la démocratie », jugeant le combat « plus nécessaire que jamais ».

Fruit de la démocratie triomphante, la globalisation renforce les régimes autoritaires

Les tensions actuelles entre le monde démocratique et les régimes autoritaires ne sont pas sans rappeler la guerre froide. La Chine revendique la supériorité de son modèle comme naguère l'Union soviétique. La Russie de Staline présentait la « démocratie populaire » comme la véritable démocratie, en contrepoint de la démocratie représentative. La Chine de Xi Jin Ping prétend accomplir la démocratie authentique dans la construction d'une « démocratie socialiste aux caractéristiques chinoises » que Pékin oppose à la « démocratie à l'américaine ». Enfin, en qualifiant son modèle de « démocratie globale », la Chine n'en vante pas seulement l'efficacité pour les Chinois, elle dit aussi y voir un modèle pour le monde.

Cependant, il existe au moins une différence majeure entre notre époque et celle de la guerre froide. Elle réside dans le fait que la plupart des régimes autoritaires ne rejettent pas l'économie capitaliste ni même la globalisation. La nouvelle économie et les innovations qui l'accompagnent non seulement ne déstabilisent plus les régimes hostiles aux libertés, mais elles les enrichissent et renforcent leur puissance. Le meilleur exemple nous est fourni par la Chine dont la montée en puissance a été accélérée par son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 11 décembre 2001.

La globalisation apporte aux régimes autoritaires d'importantes ressources économiques, mais elle leur fournit aussi de nouveaux moyens d'influencer le monde et de déstabiliser les sociétés libérales. Pour la Chine, la Russie ou la Turquie, il est plus facile que jamais de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays, en particulier des pays à régime démocratique – qui sont, par nature, plus ouverts puisque fondés sur le principe de la publicité, voire de la transparence –, de les espionner, de perturber le fonctionnement de leurs services publics par le piratage informatique, de troubler le débat public par la production massive de fausses informations, en soutenant des mouvements protestataires, en appuyant les revendications séparatistes, en parasitant les campagnes électorales, dans le but de peser sur le résultat mais aussi, plus sûrement,

1. « Today, democracy is under more pressure than at any time since the 1930s. Freedom House has reported that of the 41 countries consistently ranked "free" from 1985 to 2005, 22 have registered net declines in freedom over the last five years » (Joseph R. Biden, Jr., « Why America Must Lead Again. Rescuing U.S. Foreign Policy After Trump », *foreignaffairs.com*, mars-avril 2020, www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-01-23/why-america-must-lead-again).

2. Voir Yves Bertoncini et Dominique Reynié, « The illiberal challenge in the European Union », in András Sajó, Renáta Uitz et Stephen Holmes (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, Routledge, 2021, p. 822-839.

d'affaiblir la démocratie au regard de ses propres citoyens. Et de la discréditer aux yeux du reste du monde, pour indiquer qu'une page se tourne, que le temps désormais est celui d'un monde à la main des puissances autoritaires, que le cycle historique de la liberté est arrivé à son terme.

Ainsi, bien que la globalisation soit née de l'effondrement du communisme et alors qu'elle marque le triomphe de la démocratie, son déploiement n'a pas entraîné une expansion continue du libéralisme politique. *A contrario*, la globalisation paraît menacer le monde démocratique après l'avoir consacré. Par nombre de ses effets sur les sociétés développées – désindustrialisation, métropolisation, dématérialisation de l'activité professionnelle, déclassement social, constitution de fortunes gigantesques... –, la globalisation favorise les mouvements populistes et les discours autoritaires.

Pour les dictatures, l'enjeu du siècle est double : d'une part, il s'agit de remettre en question le rôle des États démocratiques et de leurs principes dans la régulation de l'ordre mondial ; d'autre part, il s'agit de réduire la place des régimes fondés sur les droits et les libertés des individus, qui suscitent partout ailleurs des idées d'émancipation. Comme le fait remarquer Daniel Twining, le président de l'International Republican Institute (IRI) : « Les autocrates attaquent les systèmes ouverts en partie pour contrecarrer l'attraction naturelle de leur propre peuple pour la liberté. Les autocrates des grandes puissances chinoise et russe considèrent la subversion de la pratique démocratique comme un élément central de leurs ambitions géopolitiques ; les nations libres ne devraient-elles pas considérer la protection et la promotion de la démocratie comme une part d'elles-mêmes ?³ »

Une nouvelle crise historique de la liberté

Au fur et à mesure qu'il se déploie, le XXI^e siècle semble pris dans des jeux de force multiples mais qui tous agissent dans le sens d'une réduction des libertés acquises. Ainsi, dans le domaine de la santé, l'apparition d'une pandémie, provoquée par la Covid-19, venue de Wuhan à la fin de l'année 2019, impose au monde entier une épreuve douloureuse et coûteuse. Elle oblige nos pays à instaurer des mesures contraignantes, jusqu'au confinement, et des stratégies sanitaires reposant sur une obligation vaccinale, de droit ou de fait, qui alimentent dans une partie de la société, minoritaire mais hyperactive, le thème de la « dictature sanitaire ».

Dans le domaine de la sécurité, pour faire face au terrorisme, en particulier au terrorisme islamiste qui n'a pas quitté la scène mondiale depuis la tragédie du 11 septembre 2001⁴, les sociétés démocratiques se sont transformées. Ce terrorisme engendre une culture de la suspicion et de la surveillance. La peur de l'attentat fait accepter des règles d'exception adoptées dans l'urgence et fait approuver leur inscription dans le droit commun. La peur du terrorisme et de l'islamisme abonde les populistes en contingents électoraux.

Dans le même temps, la liberté d'opinion est mise au défi dans des sociétés démocratiques de plus en plus multiculturelles. L'incompréhension réciproque, la défiance, voire l'hostilité, corrodent le lien social. Les rivalités interculturelles se transforment en conflits de valeurs lorsque le différend porte sur des libertés fondamentales, telles que la liberté d'opinion et la liberté de la presse. En témoignent les tragédies provoquées par les réactions violentes à la publication des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, en 1988, des caricatures danoises, en 2008, ou encore le drame de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, en 2015. Ce terrorisme prend la forme d'une guerre intérieure contre les valeurs de la société libérale, avec par exemple les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et en région parisienne, ou celui de Nice, le 14 juillet 2016. Le conflit des identités et des religions, le populisme, l'autoritarisme, le racisme et l'antisémitisme n'ont jamais autant porté atteinte aux sociétés démocratiques que depuis les années 1930.

Sans la liberté de débattre et de publier, il ne reste rien du modèle démocratique. Elle en conditionne la possibilité, la légitimité, mais aussi l'efficacité, car c'est la liberté qui permet au génie humain d'atteindre sa pleine dimension. Or notre siècle est aussi celui du surgissement d'un nouvel espace public, transnational et numérique. Cette fois, la cause du bouleversement n'est ni extérieure aux démocraties, ni étrangère, ni même hostile aux valeurs libérales. Il s'agit d'innovations technologiques remarquables développées par des entreprises dont les performances résultent de l'usage des libertés. Pourtant, si elles font progresser extraordinairement l'inclusion du plus grand nombre dans l'espace public médiatique, les plateformes numériques, les Big Tech, acquièrent un pouvoir problématique. Que deviennent les démocraties si les législations émanant d'assemblées élues sont impuissantes à réguler les libertés ? Que deviennent les démocraties si le pouvoir de garantir ces libertés passe furtivement des parlements aux mains d'entreprises jouissant d'une position monopolistique ?

Enfin, il faut prendre conscience de ce qu'implique pour les sociétés libérales le fait que la liberté d'opinion ne soit même plus épargnée là où elle doit être sanctuarisée, c'est-à-dire à l'université. L'école et l'université ont la charge de préparer les générations qui feront le monde de demain. Dès lors, le déclin de la liberté académique contribue fortement à assombrir le futur des libertés. L'université perdra sa raison d'être si elle ne réagit pas contre la spirale mortifère de l'intolérance, de la censure et de la violence. Tout aussi inévitablement, le déclin de la liberté au sein de l'université entraînera un dépérissement de l'université, de ses savoirs et de ses moyens. Ce qui est en jeu, c'est aussi notre capacité à former des élites compétentes, responsables, inventives et libérales, sans lesquelles les États démocratiques perdront l'avantage de puissance qu'ils ont toujours eu jusqu'à présent sur les États autoritaires.

3. « Autocrats are attacking open systems in part to stymie their own people's natural attraction to freedom. Great-power authoritarians in China and Russia view subverting democratic practice as central to their geopolitical ambitions; should not free nations see protecting and promoting democracy as part of ours? » (Daniel Twining, « How Biden can beat the great-power authoritarians in China and Russia », thehill.com, 8 décembre 2021).

4. Voir Dominique Reynié (dir.), *Les Attentats islamistes dans le monde 1979-2021*, Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021 (www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2021/).

Les libertés au XXI^e siècle : les défendre et les propager

Dans ce contexte déjà très difficile, le monde est aussi confronté au réchauffement climatique, l'un des plus grands enjeux du siècle. On fera ici l'hypothèse que l'efficacité de la mobilisation contre le réchauffement climatique dépend beaucoup du modèle démocratique, par l'action qu'il exerce sur les gouvernants. Et, comme le souligne encore Daniel Twining : « Des institutions démocratiques réactives et responsables seront essentielles pour résoudre les grands défis de ce monde, du changement climatique à la justice sociale en passant par la prospérité inclusive. Les autocrates qui usent les droits les plus élémentaires de leur peuple à la vie et à la liberté ne seront pas des partenaires dignes de confiance pour veiller au bien commun de l'humanité⁵. » Le succès de la lutte contre le réchauffement climatique sera donc non seulement fonction de la solidité du modèle démocratique mais aussi de sa diffusion planétaire. Le monde démocratique semble vouloir s'illustrer aussi par son engagement résolu contre le réchauffement climatique. Sa détermination est telle qu'il paraît nécessaire d'inviter à la prudence et de veiller à mener ce combat avec discernement, c'est-à-dire en intégrant ses effets psychologiques, politiques, économiques et sociaux. Mal conduite, dogmatique ou autoritaire, la lutte contre le réchauffement climatique contribuera à fragiliser le régime démocratique et le soutien de la société, en particulier celui des catégories populaires et des classes moyennes.

S'il faut défendre le climat, il faut aussi défendre nos libertés. Cela suppose de mobiliser d'importants moyens pour mener la lutte contre l'ignorance et la lutte contre la désinformation. Il n'y aura pas de régime démocratique si nous ne sommes plus capables d'assurer au plus grand nombre une éducation

et une information de qualité. La liberté disparaîtra si nous n'arrivons plus à contenir les inégalités et à combattre la corruption qui préoccupe tant nos concitoyens, comme le soulignent les résultats de notre étude.

Enfin, la liberté disparaîtra si nous renonçons à la prospérité et à la puissance. Défendre les libertés, c'est aussi défendre les conditions de la croissance économique et de l'innovation scientifique et technique. Le monde démocratique doit entretenir les ressources nécessaires au maintien du progrès social et humain qui est sa raison d'être et renforce sa légitimité. Mais le monde démocratique doit aussi veiller au développement de sa puissance, y compris de sa puissance militaire. En ce XXI^e siècle, il peut être préoccupant de comparer les gigantesques efforts financiers programmés pour la transition écologique avec la faiblesse des investissements assurant la prospérité et la capacité des sociétés démocratiques à garantir leur sécurité dans un monde à l'évidence plus dangereux, à l'heure où la Chine menace Taiwan, où la Russie menace l'Ukraine, où la Turquie pousse l'Azerbaïdjan à la guerre contre l'Arménie, menace Chypre et fait pression sur la Grèce, un monde où la théocratie iranienne s'apprête à posséder l'arme atomique.

Face à ces grands défis, les sociétés démocratiques conservent un atout majeur dont les résultats de notre étude se font l'écho. Les citoyens interrogés affirment leur attachement aux libertés et à la démocratie. Quand ils expriment un jugement négatif, nos données montrent que, le plus souvent, c'est la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays qui est l'objet de leurs critiques et non l'idée démocratique elle-même. La liberté n'est pas culturelle. Elle est une aspiration humaine. En nous réside la force la plus capable d'assurer le déploiement de la démocratie au XXI^e siècle.

Ce travail est le fruit d'une étroite coopération entre la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), l'International Republican Institute (IRI), Community of Democracies (CoD), la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), la Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones (NG) et República do Amanhã.

Après notre enquête *Où va la démocratie ?*, menée en 2017 dans 26 pays, et après *Démocraties sous tension* (2018, 42 pays), voici donc *Libertés : l'épreuve du siècle*, notre nouvelle enquête menée dans 55 pays.

5. « Responsive and accountable democratic institutions will be essential to solving the world's toughest challenges – from climate change to social justice to inclusive prosperity. Authoritarians who usurp their people's most basic rights to life and liberty are not going to be trustworthy partners in attending to the common good of humankind » (*ibid.*).

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

La Fondation pour l'innovation politique (France), l'International Republican Institute (États-Unis), Community of Democracies (organisation intergouvernementale), la Konrad-Adenauer-Stiftung (Allemagne), la Genron NPO (Japon), la Fundación Nuevas Generaciones (Argentine) et República do Amanhã (Brésil) se sont associées pour concevoir une vaste enquête internationale, conduite dans 55 pays et dont les résultats sont publiés ci-après sous le titre : *Libertés : l'épreuve du siècle*. L'analyse des résultats est à la disposition du public, en libre accès sur les sites Internet respectifs des sept think tanks partenaires¹. Six versions sont disponibles : en français, en anglais, en espagnol, en arabe, en portugais et en japonais.

Ce travail² repose sur un questionnaire conçu par les équipes des think tanks engagés dans le partenariat. Il a été administré par Ipsos, un des principaux instituts de sondage, auprès d'un échantillon constitué au plan national pour chacun des 55 pays étudiés. L'ampleur de l'enquête est inédite. Elle a permis d'intégrer, outre les 27 États membres de l'Union européenne, les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie), d'autres pays européens qui ne sont pas membres de l'Union européenne (Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Norvège, Suisse, Ukraine), ou qui l'ont quittée (Royaume-Uni), et enfin l'Australie, le Brésil, le Canada, la Corée du Sud, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, Israël, le Japon, le Liban, le Mexique, le Nigeria, la Nouvelle-Zélande, les Philippines et la Tunisie.

55 pays, 45 langues, 47 408 personnes interviewées

Au total, 47 408 personnes ont été interrogées. L'étude a été menée sur la base d'échantillons nationaux représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. La méthode des quotas de sexe, d'âge, de profession, de région ainsi que de catégorie d'agglomération a été utilisée pour assurer une bonne représentativité des échantillons. Les résultats obtenus prennent en compte le poids démographique de chaque pays. La taille des échantillons était d'environ 1 000 personnes dans les pays de plus de 8 millions d'habitants, de 600 personnes environ pour ceux de 5 à 8 millions d'habitants et de 500 personnes environ pour les pays de moins de 5 millions d'habitants. Pour certains pays (Albanie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Serbie, Slovaquie et Slovénie), la taille des échantillons a été portée à 800 personnes malgré une population inférieure à 8 millions d'habitants afin d'assurer une meilleure représentativité des résultats.

Les 39 questions auxquelles ont été invités à répondre les participants à notre enquête *Libertés : l'épreuve du siècle*, est accessible sur les sites Internet des partenaires. Il a été administré dans chacune des langues nationales, soit 45 langues³ pour les 55 pays. La collecte des données a été effectuée au cours d'un intervalle de cinq semaines (entre le 9 juillet et le 10 août 2021, soit avant la chute de Kaboul), à l'exception de l'Indonésie et des Philippines où les questionnaires ont

été administrés entre le 23 et le 30 juin 2021. Cette collecte est survenue à un moment où la crise de la Covid-19 était toujours présente, mais à des degrés différents selon les pays.

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne, à l'exception de 10 pays où le face-à-face a été préféré, dans le strict respect des règles sanitaires en vigueur : Albanie, Bosnie-Herzégovine⁴, Chypre, Géorgie, Inde, Kosovo, Malte, Moldavie, Monténégro et Macédoine du Nord.

39 questions

Pour la plupart des questions, nous avons demandé aux personnes interrogées de répondre en choisissant une intensité sur une échelle comportant quatre degrés, de type « tout à fait », « plutôt », « plutôt pas » et « pas du tout », pour évaluer, par exemple, un niveau de satisfaction, de confiance ou d'optimisme. Dans ce document, pour des raisons de commodité et de lisibilité, nous présentons et commentons généralement les résultats en totalisant, d'un côté, les réponses « tout à fait » et « plutôt » et, en vis-à-vis, les réponses « plutôt pas » et « pas du tout ».

Dans certains cas, les personnes interrogées ont été invitées à choisir entre deux options. Ainsi, à titre d'exemple, à la question : « Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ? », les réponses proposées au choix de la personne interrogée étaient « la mondialisation est une opportunité » ou « la mondialisation est une menace ».

Certaines questions offraient aussi trois possibilités de réponse. Par exemple, à la question relative au bénéfice pour son pays d'appartenir à l'OTAN, les personnes interrogées pouvaient répondre « une bonne chose », « une mauvaise chose » ou « ni une bonne chose, ni une mauvaise chose ».

Pour chaque question, les répondants ont été relancés une fois en cas de non-réponse, avec le message suivant : « S'il vous plaît, essayez de répondre à la question. Toutefois, si vous n'avez aucun avis sur cette question, vous pouvez passer à la suivante en cliquant sur le bouton "question suivante" » (entre 0% et 2% de non-réponses en on-line et face-à-face).

1. fondapol.org, iri.org, community-democracies.org, kas.de, genron-npo.net, nuevasgeneraciones.com.ar/sitio/ et republicadoamanha.org.

2. Cette publication est une analyse rédigée par la Fondation pour l'innovation politique, l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, la Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã l'ont aidée à déterminer le questionnaire, mais le texte qui suit est le résultat de son propre travail. Toutes les opinions exprimées doivent être considérées comme celles de l'équipe de la Fondation pour l'innovation politique et ne reflètent pas nécessairement les opinions et les points de vue des organisations partenaires.

3. Albanais (Albanie), albanais (Macédoine du Nord), allemand, anglais, arabe (Liban), arabe (Tunisie), biélorusse, bosniaque, bulgare, coréen, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, géorgien, grec (Chypre), grec, hébreu, hindi, hongrois, indonésien, italien, japonais, letton, lituanien, luxembourgeois, macédonien, maltais, monténégrin, néerlandais, norvégien, philippin, polonais, portugais brésilien, portugais, roumain, russe, serbe, slovaque, slovène, suédois, tchèque, ukrainien.

4. Pour la Bosnie-Herzégovine, la moitié des interviews ont été réalisées en ligne et l'autre moitié en face-à-face.

Enfin, les résultats sont présentés soit par pays, soit par sous-ensembles. Les résultats d'ensemble sont présentés sous la catégorie « Global ». La valeur de chacun des pays a été pondérée pour tenir compte de leur poids démographique dans l'ensemble. Avec la pondération, l'Inde occupe dans les résultats 38,1% de l'échantillon. En raison de ce poids démographique, la moyenne globale (« Global »), si ce n'est pas spécifié dans le document, n'intègre pas l'Inde. Pour une question donnée, la moyenne « Global » correspond donc au résultat des 54 pays étudiés (sans l'Inde). Pour une question donnée, la moyenne « UE » correspond au résultat des pays membres de l'Union européenne, soit vingt-sept pays, dont la valeur a été pondérée en fonction de leur poids démographique respectif. Nous avons également intégré un sous-ensemble « Union européenne de l'Est⁵ » et un autre sous-ensemble « Union européenne de l'Ouest⁶ ». Nous utilisons une moyenne intitulée « Balkans occidentaux », qui comprend les pays des Balkans qui ne font pas partie de l'Union européenne : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo⁷, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie.

Les sept organisations ont fait le choix collectif d'utiliser, dans la mesure du possible, la méthode en ligne pour administrer ce sondage. Dans certains pays, en particulier dans les endroits où la liberté d'expression est limitée, la méthodologie en ligne était même la seule solution pour arriver à des résultats fiables.

La méthodologie en ligne a également permis de couvrir davantage de pays, y compris certains qui n'apparaissent généralement pas dans les enquêtes d'opinion portant sur la perception des démocraties par les citoyens. Nous estimons que ces pays méritent d'être inclus dans les résultats finaux, même si, pour certains, les échantillons peuvent faire l'objet de réserves spécifiques que, dans un souci de transparence, nous souhaitons porter à l'attention du lecteur.

Les échantillons interrogés en ligne en Biélorussie, en Indonésie, au Mexique, au Nigeria et aux Philippines représentent des populations plus urbaines, plus éduquées ou plus aisées que la population générale. Les résultats de l'enquête dans ces pays doivent donc être considérés comme reflétant davantage l'opinion des segments les plus « connectés » de ces populations, même si la pondération appliquée aux données permet de corriger une partie de ce biais d'échantillonnage.

En outre, nous aimerions souligner certaines situations spécifiques dans lesquelles la sous-représentation ou la surreprésentation de certains groupes étaient inévitables dans l'état actuel des capacités de sondage en ligne :

- Nigeria : sous-représentation des musulmans (15% dans l'échantillon, contre 54% dans la population réelle selon les dernières estimations) ;
- Biélorussie : sous-représentation des répondants âgés (l'échantillon compte 41% de personnes âgées de 18 à 34 ans, 40% de personnes âgées de 35 à 49 ans et 7% de personnes âgées de 60 ans et plus, contre respectivement 28%, 27% et 28% dans la population générale), biais partiellement corrigé par la pondération des données ;
- Indonésie : surreprésentation des chrétiens dans l'échantillon, à savoir 17% de chrétiens et 77% de musulmans, contre des estimations officielles respectivement de 9% et 87% ;
- Liban : surreprésentation des jeunes (53% des répondants appartiennent à la tranche d'âge 18-34 ans, contre 38% dans la population réelle), biais partiellement corrigé par la pondération des données ;
- Israël : l'enquête n'a été administrée qu'aux personnes qui parlaient hébreu ;
- Tunisie : surreprésentation de la tranche d'âge des 18-34 ans (60% contre 35% dans la population réelle) et sous-représentation de la population plus âgée (6% des 50-59 ans et 3% des 60 ans et plus dans l'échantillon, contre respectivement 16% et 19% dans la population réelle), biais partiellement corrigé par la pondération des données.

Nous espérons que l'expérience tirée de l'administration de cette enquête dans ces pays sera utilisée pour corriger les problèmes de représentativité que nous avons rencontrés dans nos échantillons afin que les enquêtes futures puissent établir des normes plus élevées encore pour les méthodologies de sondage en ligne et hors ligne au niveau mondial.

Enfin, nous espérons que notre enquête contribuera à aider ces pays où la liberté est bridée à progresser sur la voie de la démocratisation.

Une enquête internationale réalisée par :

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

En coopération avec :



5. Le sous-ensemble « Union européenne de l'Est » comprend la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

6. Le sous-ensemble « Union européenne de l'Ouest » comprend l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède.

7. Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut du Kosovo et est conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies et à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

DE QUI LES DÉMOCRATIES ONT PEUR

Les tensions actuelles entre le monde démocratique et les régimes autoritaires ne sont pas sans rappeler la guerre froide. La Chine revendique la supériorité de son modèle comme naguère l'Union soviétique. La Russie de Staline présentait la « démocratie populaire » comme la véritable démocratie, en contrepoint de la démocratie représentative. La Chine de Xi Jin Ping prétend accomplir la démocratie authentique dans la construction d'une « démocratie socialiste aux caractéristiques chinoises » que Pékin oppose à la « démocratie à l'américaine ». Enfin, en qualifiant son modèle de « démocratie globale », la Chine n'en vante pas seulement l'efficacité pour les Chinois, elle dit aussi y voir un modèle pour le monde.

Cependant, il existe au moins une différence majeure entre notre époque et celle de la guerre froide. Elle réside dans le fait que la plupart des régimes autoritaires ne rejettent pas l'économie capitaliste ni même la globalisation. La nouvelle économie et les innovations qui l'accompagnent non seulement ne déstabilisent plus les régimes hostiles aux libertés, mais elles les enrichissent et renforcent leur puissance. Le meilleur exemple nous est fourni par la Chine dont la montée en puissance a été accélérée par son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le 11 décembre 2001.

La globalisation apporte aux régimes autoritaires d'importantes ressources économiques, mais elle leur fournit aussi de nouveaux moyens d'influencer le monde et de déstabiliser les sociétés libérales. Pour la Chine, la Russie ou la Turquie, il est plus facile que jamais de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays, en particulier des pays à régime démocratique – qui sont, par nature, plus ouverts puisque fondés sur le principe de la publicité, voire de la transparence –, de les espionner, de perturber le fonctionnement de leurs services publics par le piratage informatique, de troubler le débat public par la production massive de fausses informations, en soutenant des mouvements protestataires, en appuyant les revendications séparatistes, en parasitant les campagnes électorales, dans le but de peser sur le résultat mais aussi, plus sûrement, d'affaiblir la démocratie au regard de ses propres citoyens. Et de la discréditer aux yeux du reste du monde, pour indiquer qu'une page se tourne, que le temps désormais est celui d'un monde à la main des puissances autoritaires, que le cycle historique de la liberté est arrivé à son terme.

1. La Chine inquiète le monde démocratique	17
Le continent américain face à l'ambition chinoise	19
En Asie-Pacifique, le regard porté sur la Chine est négatif	20
La Chine divise le continent européen	20
2. La Russie, jugée peu influente, reste redoutée par ses voisins	22
3. La Turquie désoriente les Européens	23
4. Les États-Unis demeurent la puissance prédominante	26
Les États-Unis sont perçus, et de loin, comme la puissance la plus influente	26
La sphère anglophone voit les États-Unis comme une puissance rassurante, à l'exception du Canada	27
L'appartenance à l'OTAN ne suffit pas à rassurer sur les États-Unis	30
5. L'opinion appréhende le retour de la guerre	32

1. La Chine inquiète le monde démocratique

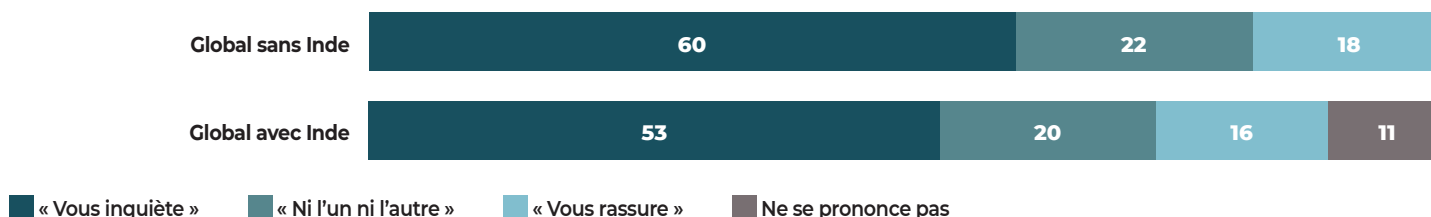
Dans le cadre de notre enquête, nous avons cherché à connaître le jugement porté sur les pays autoritaires. Nous avons posé la question suivante : « Pour [la Chine ; la Russie ; la Turquie], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre. » On voit ainsi que 60% des personnes interrogées estiment l'attitude de la Chine sur la scène internationale « inquiétante », que 52% éprouvent ce même sentiment à l'égard de la Russie et 37% à l'égard de la Turquie. Près d'un quart des répondants (22%) considèrent que l'attitude de la Chine n'est « ni inquiétante,

ni rassurante » et 18% la considèrent « rassurante ». En Inde, dont les résultats ne sont pas compris dans le calcul de la moyenne globale des pays en raison de son poids démographique, la préoccupation que suscite l'attitude de la Chine est partagée par 43% des Indiens interrogés (12% sont rassurés, 17% répondent « ni l'un ni l'autre » et 28% ne se prononcent pas). Lors de notre enquête de 2018, réalisée dans 42 pays¹, la réputation de la Chine était moins visée. Aux yeux de l'opinion, elle apparaissait la moins préoccupante, derrière la Russie et les États-Unis².

Une forte majorité des citoyens craint la puissance chinoise (en %)

Question : « Pour [la Chine], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

La Chine assume, et même affirme de façon ostentatoire, son modèle combinant une organisation totalitaire de l'État, une économie capitaliste et une société de contrôle high-tech. Face à l'extérieur, sa stratégie du *soft power* mobilisant l'image d'une grande civilisation revenant brillamment parmi les puissances de ce monde, a permis d'accroître son influence sans susciter immédiatement de vives inquiétudes. Mais, désormais, la politique de puissance de Pékin n'est plus dissimulable³. La volonté chinoise de redéfinir à son avantage les règles de la mondialisation, ses projets d'expansion géopolitique, dont témoignent la répression brutale de Hongkong⁴,

la multiplication des comportements agressifs contre Taiwan et, plus généralement dans tout l'Asie-Pacifique, sont désormais perçus par l'opinion comme une menace. De plus, si la crise sanitaire de la Covid-19 a pu favoriser les intérêts de Pékin en déstabilisant le monde occidental, en général, et les États-Unis, en particulier, la Chine se voit désormais soupçonnée d'avoir entravé les missions d'enquête sur l'origine du virus. Elle est également accusée d'avoir dissimulé une partie de l'information aussi bien sur la gravité de la pandémie à l'intérieur de ses frontières que sur sa vitesse de diffusion vers le monde entier.

La peur de la Chine a fortement augmenté entre 2018 et 2021

En 2018, parmi les répondants des 42 pays de l'enquête *Démocraties sous tension*, la moitié (49%) se disaient inquiets de l'attitude de la Chine sur la scène internationale. En 2021, cette crainte a fortement augmenté parmi ces 42 pays, passant à 65% des personnes interrogées.

1. En 2018, les 42 pays de l'étude *Démocraties sous tension* étaient les suivants : Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

2. Si l'Union européenne est la puissance considérée comme la moins inquiétante par les personnes interrogées, ce n'est cependant pas une entité comparable à un État-nation traditionnel.

3. Sur cet aspect, voir Paul Charon et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), 2^e édition, octobre 2021 (<https://drive.google.com/file/d/1WgJ6WXkzwmUjzVs4Dj6OOH4jg0TK6Rr1/view>).

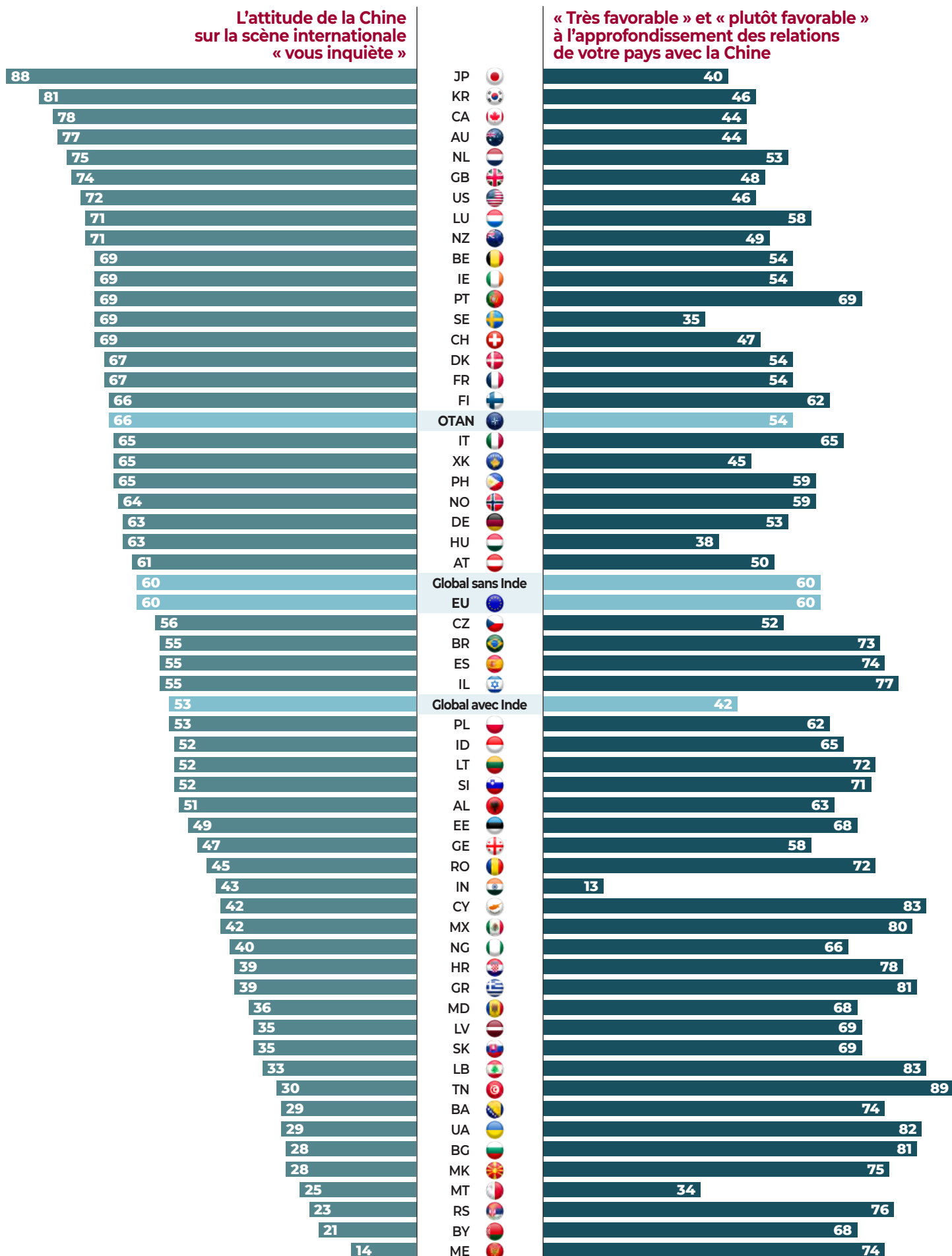
4. Voir Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, *Hongkong : la seconde rétrocession*, Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020 (www.fondapol.org/etude/hongkong-la-seconde-retrocession/). Cette note est également disponible en anglais, *Hong Kong: The Second Handover* (www.fondapol.org/en/study/hong-kong-the-second-handover/) ; en chinois traditionnel, 香港：二次回歸 (www.fondapol.org/app/uploads/2020/10/hongkong-the-second-handover-chinese-version-traditional-characters.pdf) ; en chinois simplifié, 香港：二次回归 (www.fondapol.org/app/uploads/2020/10/175-cabestan-daziano-hongkong-ch-simplifie-2020-10-16-w.pdf).

La volonté d'approfondissement des relations avec la Chine est en tension avec la crainte qu'elle inspire (en %)

Questions : « Pour [la Chine], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre » ; « Dans quelle mesure êtes-vous favorable ou opposé à l'approfondissement des relations de votre pays avec la Chine ? »

Réponses : « vous inquiète » ; « très favorable » et « plutôt favorable »

Base : ensemble de l'échantillon



Le continent américain face à l'ambition chinoise

L'inquiétude suscitée par la Chine atteint des niveaux sans précédent au sein des populations canadienne (78%), américaine (72%) et brésilienne (55%), tandis que la perspective d'un approfondissement des relations provoque des discordances entre les opinions publiques du continent américain. Si la majorité des Canadiens (56%) et des Américains (54%) sont opposés à l'approfondissement de ces relations, il en va différemment des Brésiliens. Au contraire, on y enregistre un

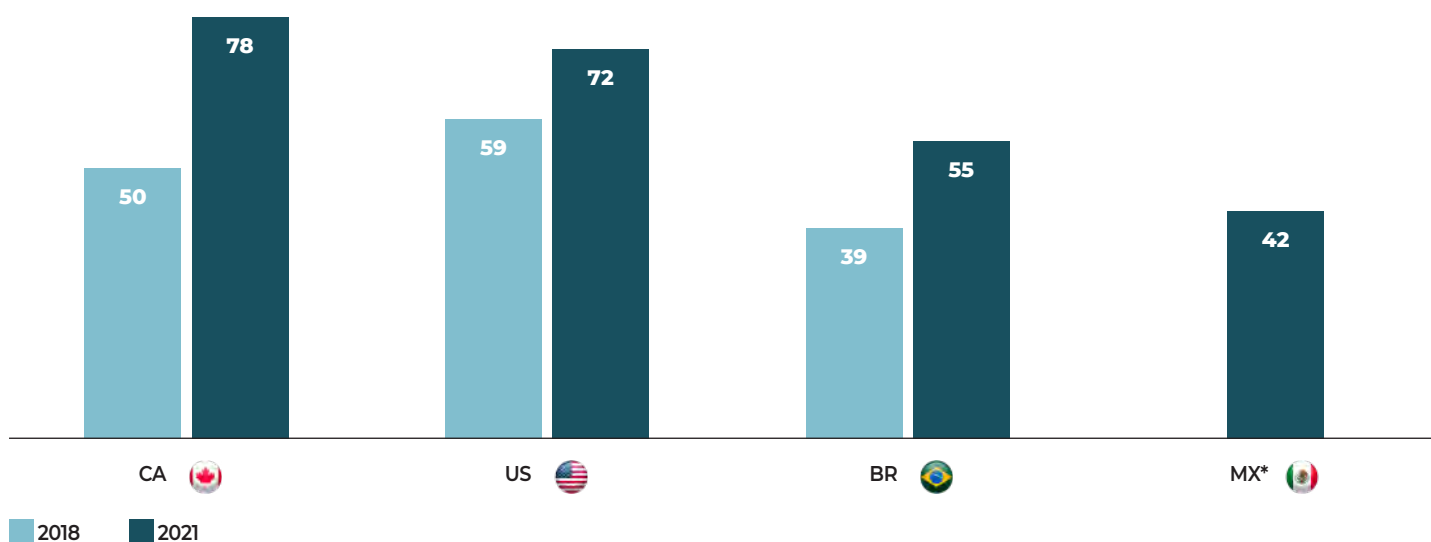
large soutien à cet approfondissement (73%). Au Mexique, l'inquiétude est moins répandue (42%) et la plupart des Mexicains (80%) souhaitent voir leur pays approfondir ses relations avec la Chine. Rappelons que Pékin, de Hu Jintao à Xi Jinping, a multiplié les accords de partenariats stratégiques, devenant ainsi le premier partenaire économique du Brésil⁵ et le deuxième du Mexique, derrière les États-Unis, et que la part des échanges avec la Chine dans le commerce mexicain augmente alors qu'elle recule avec les États-Unis⁶.

Sur le continent américain, la Chine inquiète de plus en plus (en %)

Question : « Pour [la Chine], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Réponse : « vous inquiète »

Base : Brésil, Canada, États-Unis, Mexique



* Le Mexique ne faisait pas partie de notre panel en 2018.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Liban, Tunisie, Nigeria : des régimes fragiles favorables à l'approfondissement de leurs relations avec la Chine

L'influence grandissante de la Chine se mesure notamment au nombre de gouvernements qui acceptent de nouer des partenariats économiques. Au Liban, Pékin s'active pour construire les infrastructures du pays et, surtout, pour déployer l'« autoroute arabe » reliant Beyrouth à Damas¹. De son côté, la Tunisie, en pleine crise économique et politique, a rejoint en 2018 l'initiative des « Nouvelles Routes de la soie », offrant à la Chine des opportunités de coopération² et des perspectives d'influence sur le continent africain. Enfin, le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est devenu un nouvel eldorado pour les entreprises chinoises, dans un mouvement d'augmentation des investissements parallèlement à la baisse des investissements occidentaux³.

1. Voir Anchal Vohra, « China Wants to Be Lebanon's Savior », *foreignpolicy.com*, 9 juillet 2020 (<https://foreignpolicy.com/2020/07/09/china-wants-to-be-lebanons-savior/>).

2. David Sacks, « Countries in China's Belt and Road Initiative: Who's In and Who's Out », *Council on Foreign Relations*, 24 mars 2021 (www.cfr.org/blog/countries-chinas-belt-and-road-initiative-whos-and-whos-out).

3. Voir Oluwatosin Adeshokan, « Why Is China Looking to Establish Banks in Nigeria? », *thediplomat.com*, 13 octobre 2021 (<https://thediplomat.com/2021/10/why-is-china-looking-to-establish-banks-in-nigeria/>).

5. Voir Emilie Sweigart et Gabriel Cohen, « Brazil's Evolving Relationship with China », *americasquarterly.org*, 19 octobre 2021 (www.americasquarterly.org/article/brazils-evolving-relationship-with-china).

6. Voir Amb. Martha Bárcena Coqui, « Why Mexico's Relationship with China Is So Complicated », *americasquarterly.org*, 28 septembre 2021 (<https://americasquarterly.org/article/why-mexicos-relationship-with-china-is-so-complicated>).

En Asie-Pacifique, le regard porté sur la Chine est négatif

Dans la région Asie-Pacifique, l'inquiétude est forte chez les Philippins (65%) et les Indonésiens (52%). Cependant, les Philippins (59%) comme les Indonésiens (65%) souhaitent l'approfondissement des relations de leur pays avec la Chine. L'Indonésie et la Chine ont d'ailleurs signé un accord, en septembre 2020, afin de régler leurs transactions commerciales dans leur monnaie nationale respective, en s'émancipant du dollar ou de tout autre devise⁷.

La Chine préoccupe plus encore les Néo-Zélandais (71%), les Australiens (77%) et les Sud-Coréens (81%). Il en va de même au Japon où, en 2021, la crainte, presque unanime (88%),

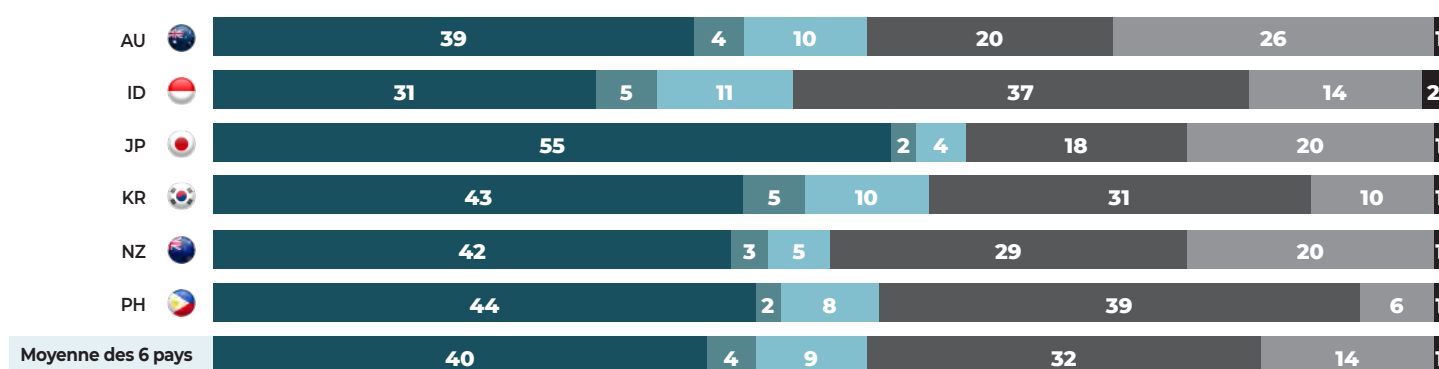
se maintient au niveau de 2018 (91%). L'intensification de la présence militaire de Pékin en mer de Chine méridionale agite l'ensemble de la zone, entraînant un durcissement des perceptions⁸. Les Néo-Zélandais (51%), les Sud-Coréens (54%), les Australiens (56%) et les Japonais (60%) sont désormais hostiles à un approfondissement des relations avec la Chine.

Enfin, si la crainte est relativement moins répandue en Inde (43%), les trois quarts des Indiens (72%) se disent opposés à un approfondissement des relations avec leur voisin, alors que des conflits territoriaux persistent entre les deux géants asiatiques.

Les populations d'Asie-Pacifique préfèrent des investissements en provenance de pays démocratiques plutôt que de Chine (en %)

Question : « Quelle source d'investissement étranger favoriserez-vous le plus dans votre pays ? En premier ? »

Base : Australie, Corée du Sud, Indonésie, Japon, Nouvelle-Zélande, Philippines



■ « Investissement en provenance des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Australie et/ou du Japon »

■ « Investissement en provenance de la Chine »

■ « Investissement en provenance de l'Asie du Sud-Est »

■ « Toutes les sources d'investissements étrangers sont les bienvenues dans mon pays »

■ « Je préfère ne pas avoir d'investissements étrangers dans mon pays »

■ Ne se prononce pas

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

La Chine divise le continent européen

Chez les Européens (UE), l'inquiétude suscitée par l'attitude de la Chine est en forte progression et concerne 60% des personnes interrogées, soit 20 points de plus qu'en 2018 (40%). Les Grecs sont parmi les moins inquiets (39%), même si ce sentiment augmente par rapport à 2018 (29%). Les deux pays n'ont cessé de se rapprocher depuis la crise financière de 2008.

La Chine a notamment l'ambition de faire du port grec du Pirée l'un des plus grands d'Europe mais aussi l'une des

interfaces logistiques essentielles des « Nouvelles Routes de la soie⁹ ». Le président chinois Xi Jinping déclarait déjà à ce sujet en 2019 : « Nous voulons renforcer le rôle de transbordement du port du Pirée et accroître davantage la capacité de débit de liaison rapide mer-terre entre la Chine et l'Europe¹⁰. »

La perception est plus contrastée en Europe de l'Est. Ceux que la Chine inquiète le moins sont les Bulgares, les Lettons, les Slovaques et les Croates. Mais la crainte domine en Lituanie, Slovaquie, République tchèque, Hongrie et Pologne.

7. Voir Muhammad Zulfikar Rakhmat, « Indonesia and China inked a deal to promote the use of the Yuan and Rupiah. The political and economic implications are huge », theconversation.com, 14 octobre 2020 (<https://theconversation.com/indonesia-and-china-inked-a-deal-to-promote-the-use-of-the-yuan-and-rupiah-the-political-and-economic-implications-are-huge-147493>).

8. Voir « North Korean nuclear issue and US-China conflict greatest risks to peace in Northeast Asia in 2021 », The Genron NPO, 2 mars 2021 (www.genron-npo.net/en/opinion_polls/archives/5570.html).

9. Voir *A World Safe for the Party. China's Authoritarian Influence and the Democratic Response. Country Case Studies from Nepal, Kenya, Montenegro, Panama, Georgia and Greece*, International Republican Institute, 2021, p. 54-60 (www.iri.org/sites/default/files/bridge-ii_fullreport-r7-021221.pdf).

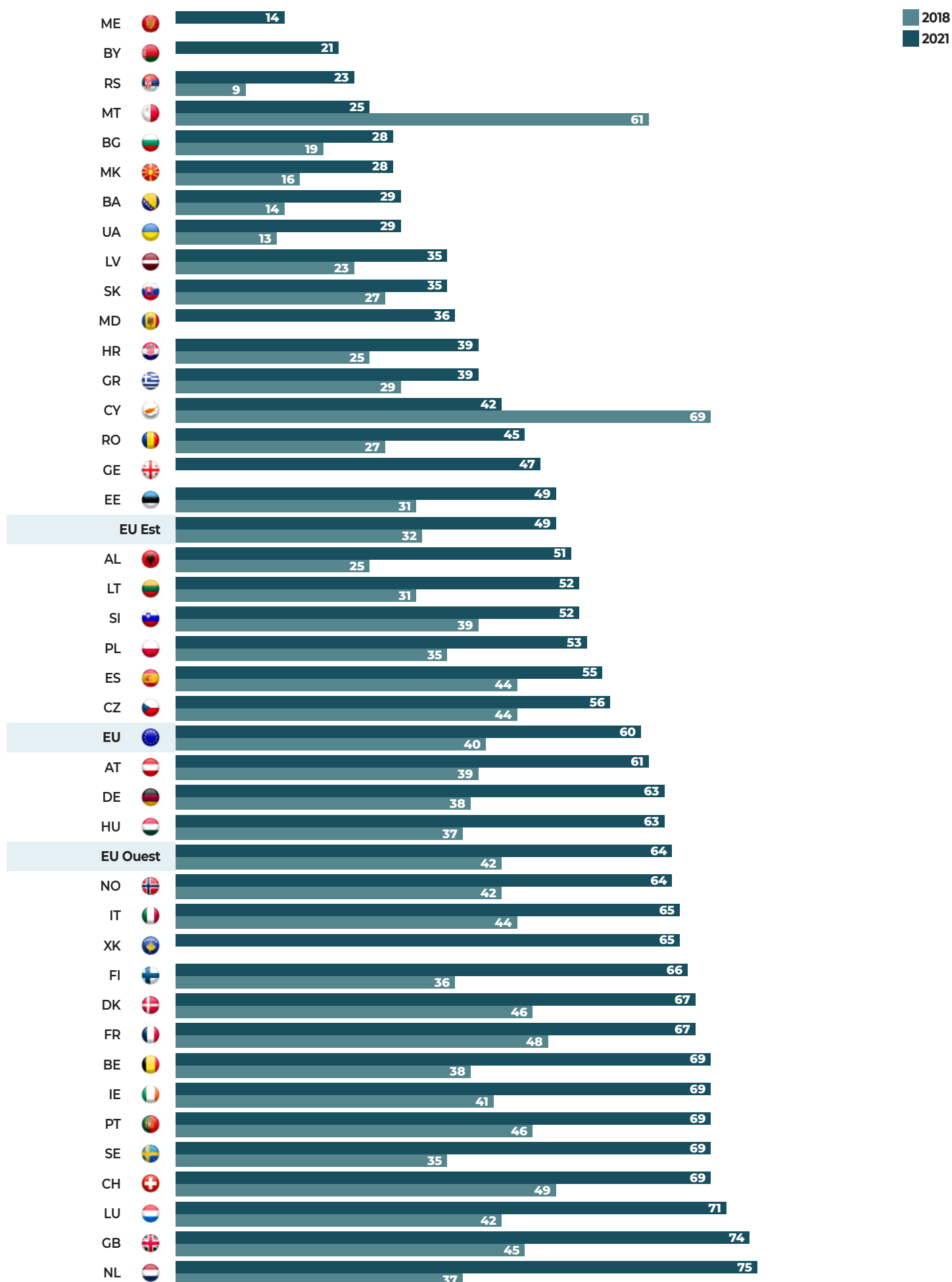
10. « We want to strengthen Piraeus' transshipment role and further boost the throughput capacity of China's fast sea-land link with Europe » (cité in Silvia Amaro, « China bought most of Greece's main port and now it wants to make it the biggest in Europe », cnbc.com, 15 novembre 2019 (www.cnbc.com/2019/11/15/china-wants-to-turn-greece-piraeus-port-into-europe-biggest.html)).

En Europe, l'attitude chinoise préoccupe (en %)

Question : « Pour [la Chine], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Réponse : « vous inquiète »

Base : pays du continent européen



Dans les Balkans occidentaux, un tiers (33%) des personnes interrogées disent craindre l'attitude de la Chine, soit une proportion équivalente à celle qui la trouve rassurante (34%). Les Kosovars font figure d'exception (65% considèrent la Chine inquiétante). L'initiative « 17 + 1 », créée en 2012, a porté ses fruits¹¹. L'Europe de l'Est est une zone clé pour le projet des « Nouvelles Routes de la soie » lancé en 2013. Les investissements chinois, comme ceux engagés pour

la construction d'un chemin de fer reliant Belgrade à Budapest, semblent convaincre ces populations : en effet, dans les pays de l'Est de l'Union européenne, l'opinion publique est plus favorable (64%) à un approfondissement des relations avec la Chine que dans les pays de l'Ouest (59%). Dans les Balkans occidentaux, l'attente d'un renforcement des liens commerciaux avec Pékin est encore plus largement partagée (70%).

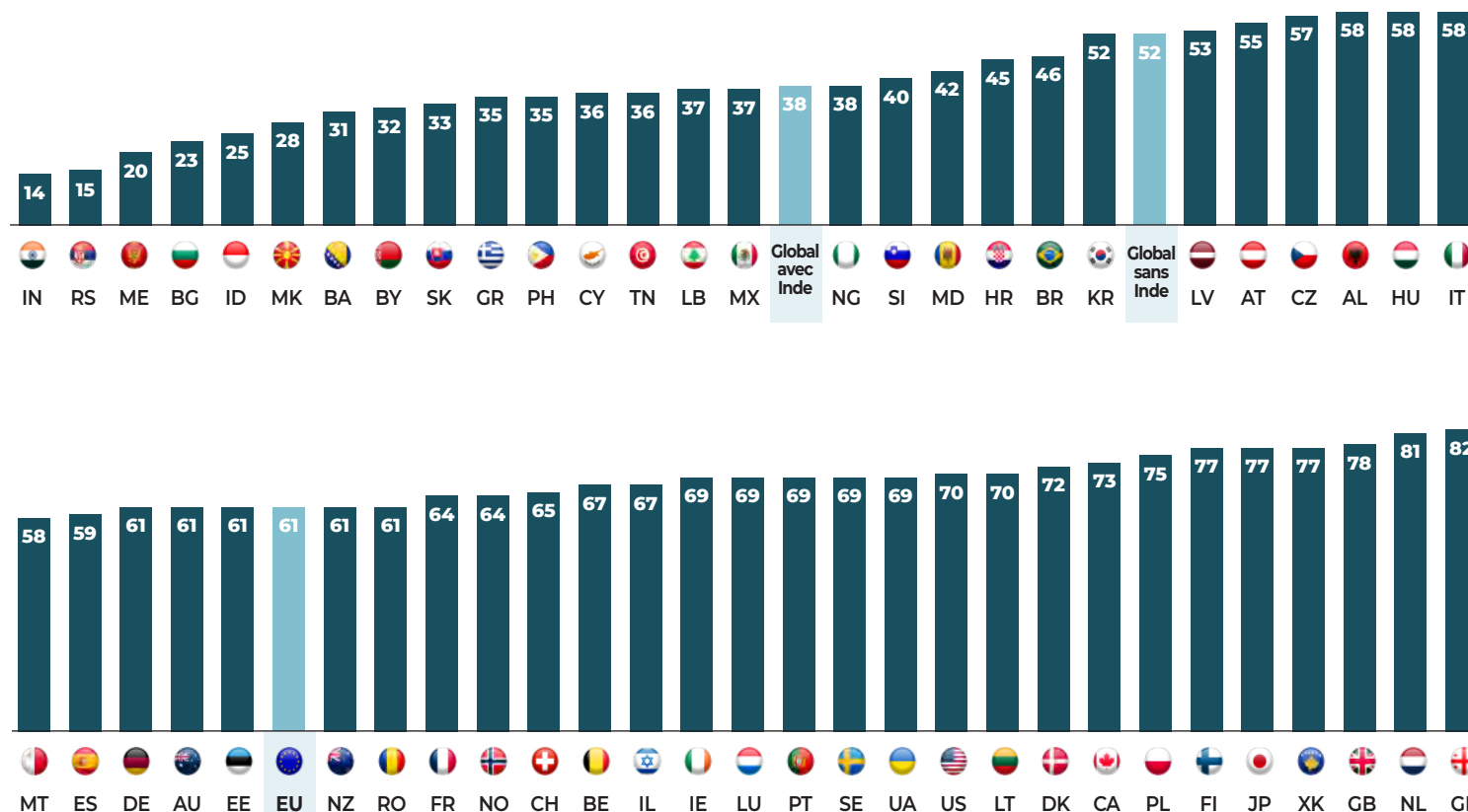
2. La Russie, jugée peu influente, reste redoutée par ses voisins

Au sein du monde démocratique, c'est l'Europe qui craint le plus la Russie (en %)

Question : « Pour [la Russie], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Réponse : « vous inquiète »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

11. Le « 17 + 1 » ou « 16 + 1 » est un forum initié par Pékin pour étendre son influence économique et politique en Europe en dehors du cadre institutionnel et formel de l'Union européenne, et poursuivre son projet d'investissement emblématique, connu sous le nom « Nouvelle Route de la soie » (Belt and Road Initiative). L'initiative « 17 + 1 » comprend l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Pologne, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie et la Slovénie. La Lituanie a quitté l'initiative « 17 + 1 » en mars 2021.

La Russie est devenue un pays économiquement faible et elle souffre d'un rapide vieillissement démographique. Parmi les personnes interrogées, seule une petite minorité (4%) désigne la Russie comme la puissance la plus influente. Mais cela n'empêche pas une majorité (52%) de redouter son attitude sur la scène internationale. La crainte est bien entendu particulièrement répandue chez les Géorgiens et les Ukrainiens, mais aussi parmi les Néerlandais, les Britanniques, les Finlandais, les Danois et les Suédois. L'ingérence russe dans les affaires nationales est l'un des facteurs d'explication : les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont été victimes de cyberattaques lancées par Moscou, en particulier lors des campagnes électorales, et qu'ils ont officiellement dénoncées¹².

Cependant, le niveau d'inquiétude n'a pas augmenté entre 2018 et 2021. Il a même sensiblement reculé, demeurant à un niveau élevé, dans des pays particulièrement sensibles à la pression russe. Ainsi, l'inquiétude suscitée par la Russie est partagée par 61% des Estoniens, ce qui correspond à un recul de 19 points par rapport à notre mesure de 2018,

par 53% des Lettons, en recul de 13 points, et par 70% des Lituaniens, soit un recul de 4 points.

En Europe, la Grèce fait exception, puisqu'un tiers seulement des personnes interrogées se disent inquiètes. En 2015, les deux pays ont signé un accord dans le cadre du Turkish Stream, un pipeline majeur traversant la Grèce et la Turquie pour relier la Russie à l'Europe¹³. Lancée en 2017, la construction a donné lieu à une inauguration en 2020.

Dans les pays de l'OTAN, l'attitude de la Russie inquiète l'opinion (66%), en particulier au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis. Les répondants qui voient comme « une bonne chose » que leur pays soit membre de l'OTAN sont d'ailleurs plus nombreux à dire leur inquiétude face à la Russie (73%) que ceux qui voient cette appartenance comme « une mauvaise chose » (54%).

En Asie-Pacifique, la Russie inquiète une majorité des Sud-Coréens, des Australiens, des Néo-Zélandais, et les trois quarts des Japonais.

3. La Turquie désoriente les Européens

Dans le monde démocratique, la Turquie est la puissance autoritaire qui inquiète le moins l'opinion : 37% des personnes interrogées se disent inquiètes de l'attitude de la Turquie sur la scène internationale. Seuls 19% la jugent rassurante. Le jugement public semble suspendu : près de la moitié (44%) la trouvent « ni inquiétante, ni rassurante ».

En revanche, au sein de l'Union européenne, c'est la Turquie (63%) qui inquiète le plus, devant la Russie (61%) et la Chine (60%). Dans certains États membres, l'opinion publique se montre particulièrement préoccupée : les Néerlandais (78%), les Luxembourgeois (76%), les Allemands (74%), les Autrichiens (73%), les Belges (72%), les Français (71%) et les Italiens (70%). On remarquera que ces pays sont situés en Europe de l'Ouest et ils comprennent le plus souvent de fortes communautés turques. Au cœur de l'Europe méditerranéenne, les conflits territoriaux opposant Chypre et la Grèce à Ankara, à propos de la partition de Chypre depuis 1974 et, plus récemment, des droits d'exploration pétrolière et gazière en Méditerranée¹⁴, expliquent que les Chypriotes (95%) et les Grecs (85%) sont les plus nombreux à trouver la Turquie inquiétante.

En dehors de cet espace euro-méditerranéen, l'inquiétude que suscite la Turquie est moindre. Ce sentiment concerne 38% des Américains, 36% des Australiens et des Canadiens, 34% des Japonais, 32% des Sud-Coréens et des Néo-Zélandais.

En moyenne, la moitié de l'opinion publique des pays membres de l'OTAN (50%) craint l'attitude de la Turquie. La proportion s'élève à 58% quand nous regardons la moyenne de l'OTAN sans les États-Unis et cela confirme que ce sont principalement les Européens qui s'inquiètent de la position de la Turquie sur la scène internationale. Le pays, qui fête en 2022 les 70 ans de son appartenance à l'Alliance atlantique, attise les tensions depuis plusieurs années, notamment quand elle achète à la Russie un système de défense incompatible avec ceux de l'Alliance atlantique¹⁵, lorsqu'elle lance des offensives dans le nord de la Syrie ou quand ses bateaux sont confrontés à des navires grecs, en Méditerranée orientale, ou français, au large des côtes libyennes¹⁶.

12. Voir « Russia cyber-plots: US, UK and Netherlands allege hacking », [bbc.com](https://www.bbc.com/news/world-europe-45746837), 4 octobre 2018 (www.bbc.com/news/world-europe-45746837).

13. Voir Simone Tagliapietra et Georg Zachmann, « Will natural gas cooperation with Russia save the Greek economy? », [bruegel.org](https://www.bruegel.org/2015/04/will-natural-gas-cooperation-with-russia-save-the-greek-economy/), 20 avril 2015 (www.bruegel.org/2015/04/will-natural-gas-cooperation-with-russia-save-the-greek-economy/).

14. Voir Tuvan Gumrukcu, « Turkey says sent Cypriot vessel away from its continental shelf », [reuters.com](https://www.reuters.com/world/europe/turkey-says-sent-cypriot-vessel-away-its-continental-shelf-2021-10-04/), 4 octobre 2021 (www.reuters.com/world/europe/turkey-says-sent-cypriot-vessel-away-its-continental-shelf-2021-10-04/).

15. Voir Humeyra Pamuk, « Erdogan says Turkey plans to buy more Russian defense systems », [reuters.com](https://www.reuters.com/world/middle-east/turkeys-erdogan-says-intends-buy-another-russian-s-400-defence-system-cbs-news-2021-09-26/), 27 septembre 2021 (www.reuters.com/world/middle-east/turkeys-erdogan-says-intends-buy-another-russian-s-400-defence-system-cbs-news-2021-09-26/).

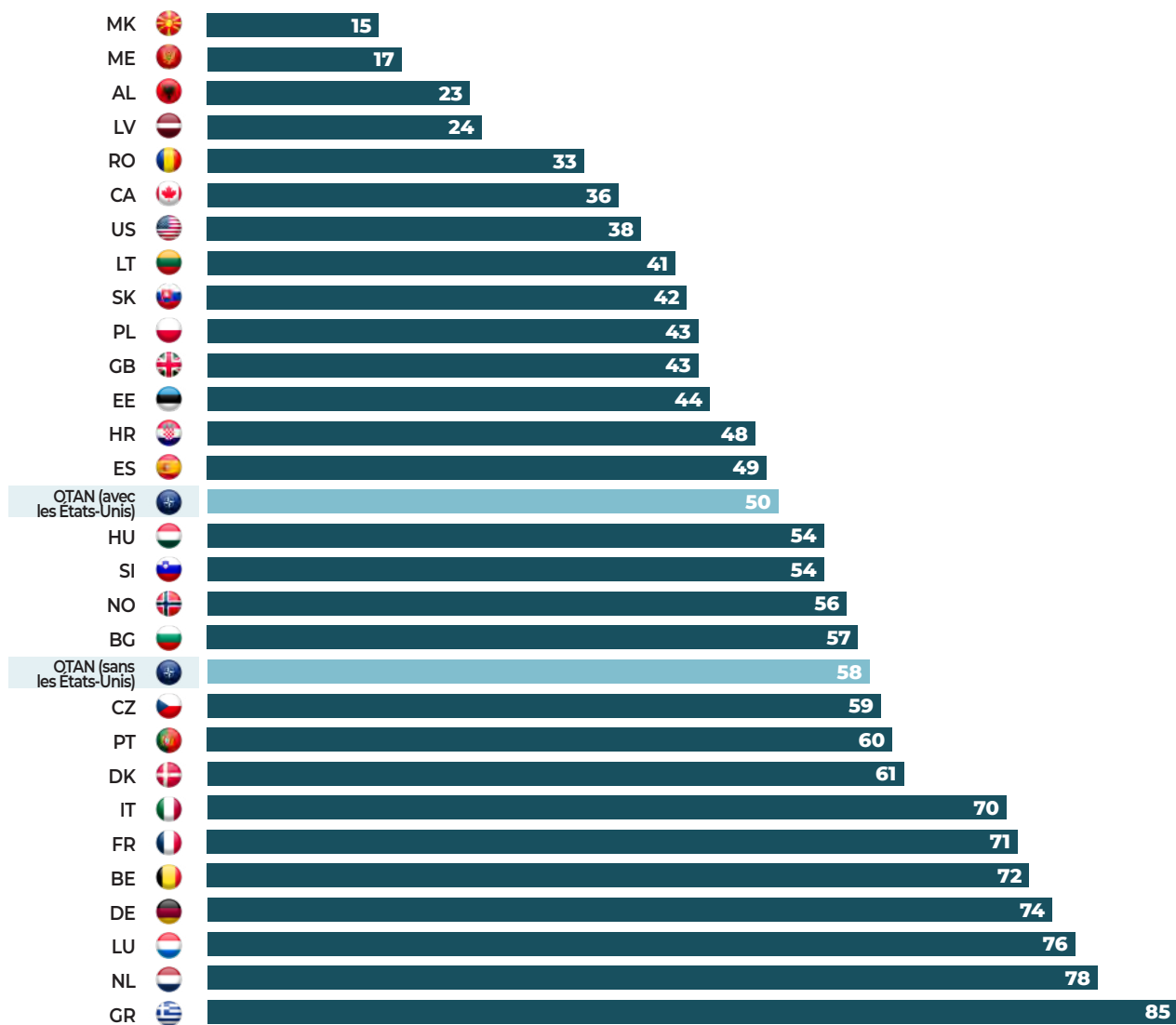
16. Voir Steven Erlanger, « Turkish Aggression Is NATO's 'Elephant in the Room' », [nytimes.com](https://www.nytimes.com/2020/08/03/world/europe/turkey-nato.html), 3 août 2020 (www.nytimes.com/2020/08/03/world/europe/turkey-nato.html).

La Turquie, ce pays membre de l'OTAN qui inquiète les Européens et la région méditerranéenne (en %)

Question : « Pour [la Turquie], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Réponse : « vous inquiète »

Base : pays membres de l'OTAN



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

On note que la question de l'immigration influe sur la perception de la Turquie, alors même que le président Recep Tayyip Erdoğan maintient la pression sur les frontières de l'Union européenne : près des trois quarts (70%) des

répondants au sein de l'Union européenne estimant que l'immigration est l'une des plus grandes menaces pesant sur leur démocratie jugent inquiétante l'attitude de la Turquie (contre 50% globalement).

L'opinion israélienne et la Turquie

Les deux tiers (67 %) des Israéliens jugent l'attitude de la Turquie inquiétante. Le président Erdoğan a multiplié les prises de positions agressives envers l'État hébreu à la suite des tensions survenues entre Israël et la Palestine au mois de mai 2021¹, soit peu de temps avant l'administration de notre enquête. Dans une déclaration du 12 mai 2021, Erdoğan annonçait que « la communauté internationale devait donner une leçon forte et dissuasive à l'État d'Israël² ». Les liens avec l'État hébreu n'ont pas toujours été aussi tendus. En 1949, la Turquie fut d'ailleurs le premier pays à majorité musulmane à reconnaître l'État d'Israël, avant de couper les liens en 2010. Le parti AKP défend aujourd'hui un projet islamo-nationaliste en rupture avec la doctrine kémaliste³.

1. Voir Richard Allen Greene et Oren Lieberman, « Tensions between Israel and Palestinians are sky-high. Here's what you need to know », *cnn.com*, 16 mai 2021 (<https://edition.cnn.com/2021/05/12/middleeast/israel-palestinian-explainer-intl-cmd/index.html>).

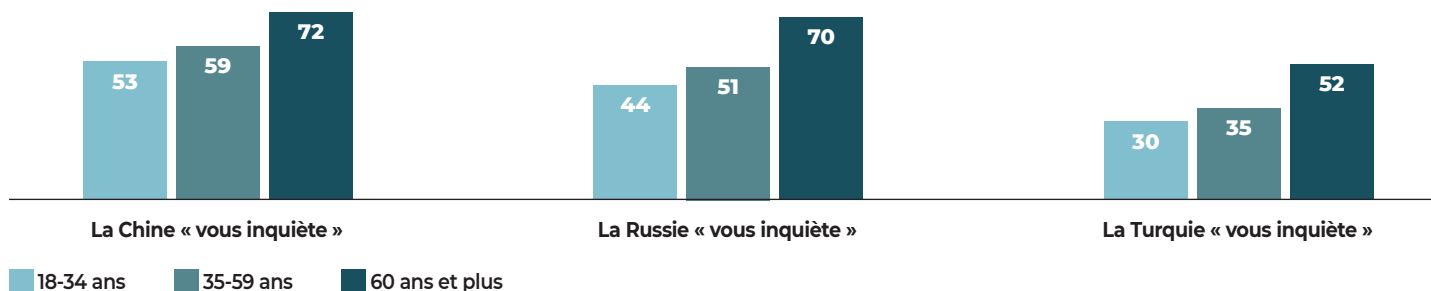
2. Voir « President Erdoğan, President Putin of Russia talk over phone », Presidency of the Republic of Türkiye, Directorate of Communications, *iletisim.gov.tr*, 12 mai 2021 (<https://www.iletisim.gov.tr/ENGLISH/haberler/detay/president-erdogan-president-putin-of-russia-talk-over-phone12052021>).

3. Voir Omar Babakhouya, *La Diplomatie turque au Moyen-Orient à l'ère AKP. Quel arbitrage entre idéologie et pragmatisme ?*, L'Harmattan, 2020.

Les jeunes générations craignent moins les puissances autoritaires (en %)

Question : « Pour [la Chine ; la Russie ; la Turquie], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Base : ensemble de l'échantillon

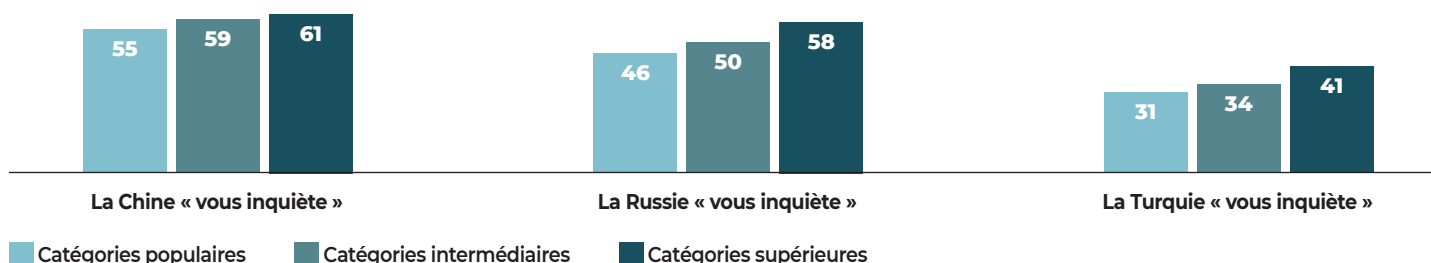


© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

L'inquiétude face aux régimes autoritaires est d'autant plus marquée que le niveau social est plus élevé (en %)

Question : « Pour [la Chine ; la Russie ; la Turquie], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

L'inquiétude face aux puissances autoritaires varie en fonction des préoccupations des répondants (en %)

Question : « Pour [la Chine ; la Russie ; la Turquie], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Base : ensemble de l'échantillon

	La Chine « vous inquiète »	La Russie « vous inquiète »	La Turquie « vous inquiète »
« De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »			
« Ça ne me dérangerait pas qu'on réduise un peu mes libertés si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace »	55	44	32
« Même si cela rendait le gouvernement plus efficace, je n'accepterais pas qu'on réduise un peu mes libertés »	62	57	39
« L'OTAN est une alliance militaire composée de pays européens, de la Turquie, des États-Unis et du Canada. Pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'OTAN est... »*			
« Une bonne chose »	72	73	52
« Ni une bonne, ni une mauvaise chose »	58	56	44
« Une mauvaise chose »	59	54	58
« Pour chacun, veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise : avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »			
« Très bonne » et « assez bonne »	52	44	32
« Assez mauvaise » et « très mauvaise »	63	57	39
« Pour chacun, veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise : que l'armée dirige le pays »			
« Très bonne » et « assez bonne »	52	41	29
« Assez mauvaise » et « très mauvaise »	62	57	39

* Pour cette question, la base est constituée des populations des pays membres de l'OTAN.

Grille de lecture : 72 % des répondants qui trouvent que leur appartenance à l'OTAN est une bonne chose sont inquiets de l'attitude de la Chine sur la scène internationale.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

4. Les États-Unis demeurent la puissance prédominante

Les États-Unis sont perçus, et de loin, comme la puissance la plus influente

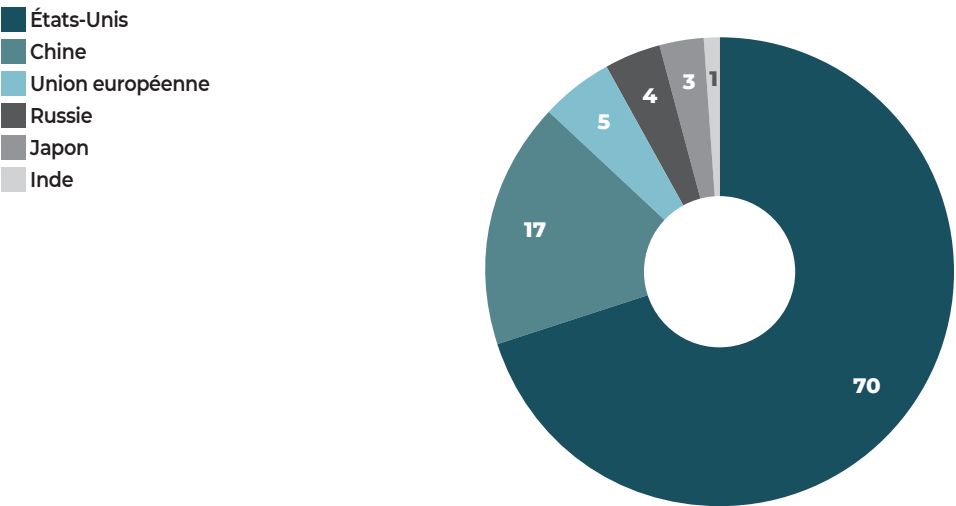
Le jugement que les personnes interrogées portent sur la puissance américaine est affecté par l'évaluation qu'elles font de leur démocratie. Cette évaluation repose sur l'appréciation de son fonctionnement et sur celle de l'utilité du vote. Ainsi, les répondants estimant que leur démocratie fonctionne mal

dans leur pays sont plus nombreux à juger inquiétante l'attitude des États-Unis sur la scène internationale. À l'inverse, ceux qui pensent que leur démocratie fonctionne bien sont plus préoccupés par la Chine, la Russie ou la Turquie. Le même lien apparaît chez les personnes qui considèrent que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ».

Pour l'opinion, les États-Unis sont la puissance la plus influente (en %)

Question : « Parmi les puissances suivantes [la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Russie, l'Union européenne], laquelle est selon vous celle qui a le plus d'influence dans le monde ? En premier ? »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Les répondants qui critiquent le fonctionnement de la démocratie dans leur pays redoutent moins les régimes autoritaires (en %)

Base : ensemble de l'échantillon

	Dans mon pays, la démocratie fonctionne « très bien » et « assez bien »	Dans mon pays, la démocratie fonctionne « assez mal » et « très mal »	« C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses »	« Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple »
La Chine « vous inquiète »	62	57	61	56
La Russie « vous inquiète »	56	49	54	47
La Turquie « vous inquiète »	38	35	38	34
Les États-Unis « vous inquiète »	30	37	32	38
L'Union européenne « vous inquiète »	18	22	19	23

Grille de lecture : parmi les répondants qui considèrent que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple », 38% se disent inquiets de l'attitude des États-Unis sur la scène internationale.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Par rapport à notre précédente enquête internationale, l'image des États-Unis s'est nettement améliorée : en 2018, la puissance américaine préoccupait plus de la moitié des répondants (56%)¹⁷. Certains discours et décisions de l'administration Trump en matière de politique étrangère et commerciale ont pu alimenter le sentiment d'une perturbation de trop dans un monde déjà incertain, et ce d'autant plus qu'elle venait du leader du monde démocratique¹⁸. Ces évolutions se perçoivent au sein même de la société américaine : si près d'un tiers des Américains (30%) jugent toujours inquiétante l'attitude de leur pays sur le plan mondial, ce résultat est en recul de 13 points par rapport à 2018 (43%). On note une même évolution dans les autres pays du continent américain : 41% des Canadiens et 39% des Brésiliens estiment inquiétante l'attitude des États-Unis, contre respectivement 76% et 53% en 2018. Sur ce continent, les Mexicains sont les plus nombreux (46%) à porter un regard inquiet sur les États-Unis, mais ce pays figurant pour la première fois dans notre enquête, nous n'avons pas d'élément de comparaison avec 2018.

La relation particulière qu'entretient Israël avec les États-Unis se retrouve dans les résultats : en 2021, plus de la moitié (56%) des Israéliens se disent rassurés par les Américains.

Il en va de même pour d'autres pays amis des États-Unis, notamment les Philippines, alliés historiques, avec lesquels ils ont signé un traité d'assistance militaire en 1951. Là encore, une majorité de Philippins (59%) disent être rassurés par l'attitude des Américains sur la scène internationale, alors qu'ils font face à la politique agressive de Pékin en mer de Chine.

Au sein de l'Union européenne, la dégradation de l'image des États-Unis constatée en 2018 s'inverse en 2021. Alors que les Européens étaient 63% à trouver la puissance américaine inquiétante en 2018, ils sont 31% en 2021.

Au tournant du XX^e et du XXI^e siècle, l'intervention de l'OTAN dans les Balkans occidentaux a marqué les esprits. L'intervention en faveur du Kosovo lors de la guerre en 1999 se retrouve dans l'opinion : les Kosovars (87%) et les Albanais (65%) sont les plus nombreux à juger les États-Unis rassurants. À l'inverse, les Serbes (61%) et une partie significative des Bosniens (37%) trouvent inquiétante l'attitude américaine. Les bombardements de l'OTAN menés par les Américains contre des cibles serbes lors des guerres yougoslaves expliquent peut-être la méfiance de la Serbie, mais aussi de la Bosnie qui compte une importante population serbe.

Special Relationship : les Britanniques plus rassurés en 2021

En 2017 et en 2018, 16% des Britanniques se disaient rassurés par l'attitude des États-Unis sur la scène internationale. En 2021, le chiffre a plus que doublé (36%). Cette réassurance ressentie par les Britanniques ne sera probablement que plus évidente maintenant qu'ils ont conclu une alliance militaire avec l'Australie et les États-Unis pour contrer la Chine (AUKUS).

La sphère anglophone voit les États-Unis comme une puissance rassurante, à l'exception du Canada

Dans les pays membres de l'AUKUS (Australia, United Kingdom and United States), alliance militaire tripartite rendue publique en septembre 2021 et formée pour contrer la puissance chinoise, l'attitude des États-Unis est jugée plus rassurante en 2021 (36% pour les Britanniques et 39% pour les Australiens) qu'elle ne l'était en 2018 (16% pour les Britanniques, contre 20% pour les Australiens). C'est également le cas pour les Néo-Zélandais, qui faisaient partie de l'ANZUS (Australia, New Zealand and United States), ancêtre de l'AUKUS : 15% en 2018, contre 29% aujourd'hui. Pékin devient une préoccupation pour ces pays

anglophones. Cependant, les voisins Canadiens semblent en retrait : 41% sont inquiets de l'attitude des États-Unis sur la scène internationale, ce que peuvent expliquer en partie les tensions commerciales. L'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), qui remplace l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) depuis juillet 2020, est à l'origine d'un bras de fer commercial. Si l'ALENA proposait un modèle d'intégration et d'uniformisation d'un marché nord-américain commun inspiré de l'Union européenne, l'ACEUM repose davantage sur la coopération et provoque de vives tensions quant à la protection de certains pans stratégiques des pays signataires (on peut évoquer les véhicules électriques) que ces derniers sont prêts à défendre bec et ongles¹⁹.

L'Union européenne, une influence relevant du *soft power*

L'Union européenne ne peut être considérée comme une « puissance » comparable à la Chine, à la Russie ou aux États-Unis car il ne s'agit pas d'un État. Organisant une coopération étroite entre 27 pays qui demeurent souverains, l'Union européenne exerce une influence relevant davantage du *soft power*, avec son marché intérieur, son modèle juridique et son normativisme. L'Union européenne ne parvient pas à concevoir le recours au *hard power*¹. C'est cette Union européenne si particulière qui est jugée « rassurante » par près de la moitié de l'opinion (44%), tandis que 20% des répondants la jugent inquiétante et un tiers (36%) « ni rassurante, ni inquiétante ».

1. Voir Andrew Moravcsik, « Why Europe Wins », *foreignpolicy.com*, 24 septembre 2020 (<https://foreignpolicy.com/2020/09/24/euroskeptic-europe-covid-19-trump-russia-migration>).

17. Si l'on compare les données de 2018 et de 2021 avec les mêmes 42 pays (sans la Biélorussie, la Corée du Sud, la Géorgie, l'Inde, l'Indonésie, le Kosovo, le Liban, le Mexique, la Moldavie, le Monténégro, le Nigeria, les Philippines, la Tunisie), l'amélioration de l'image des États-Unis est encore plus importante : 56% des personnes interrogées étaient inquiètes en 2018, contre un tiers (33%) en 2021.

18. Voir John Glaser, Christopher A. Preble et A. Trevor Thrall, *Fuel to Fire. How Trump Made America's Broken Foreign Policy Even Worse (and How We Can Recover)*, Cato Institute, 2019.

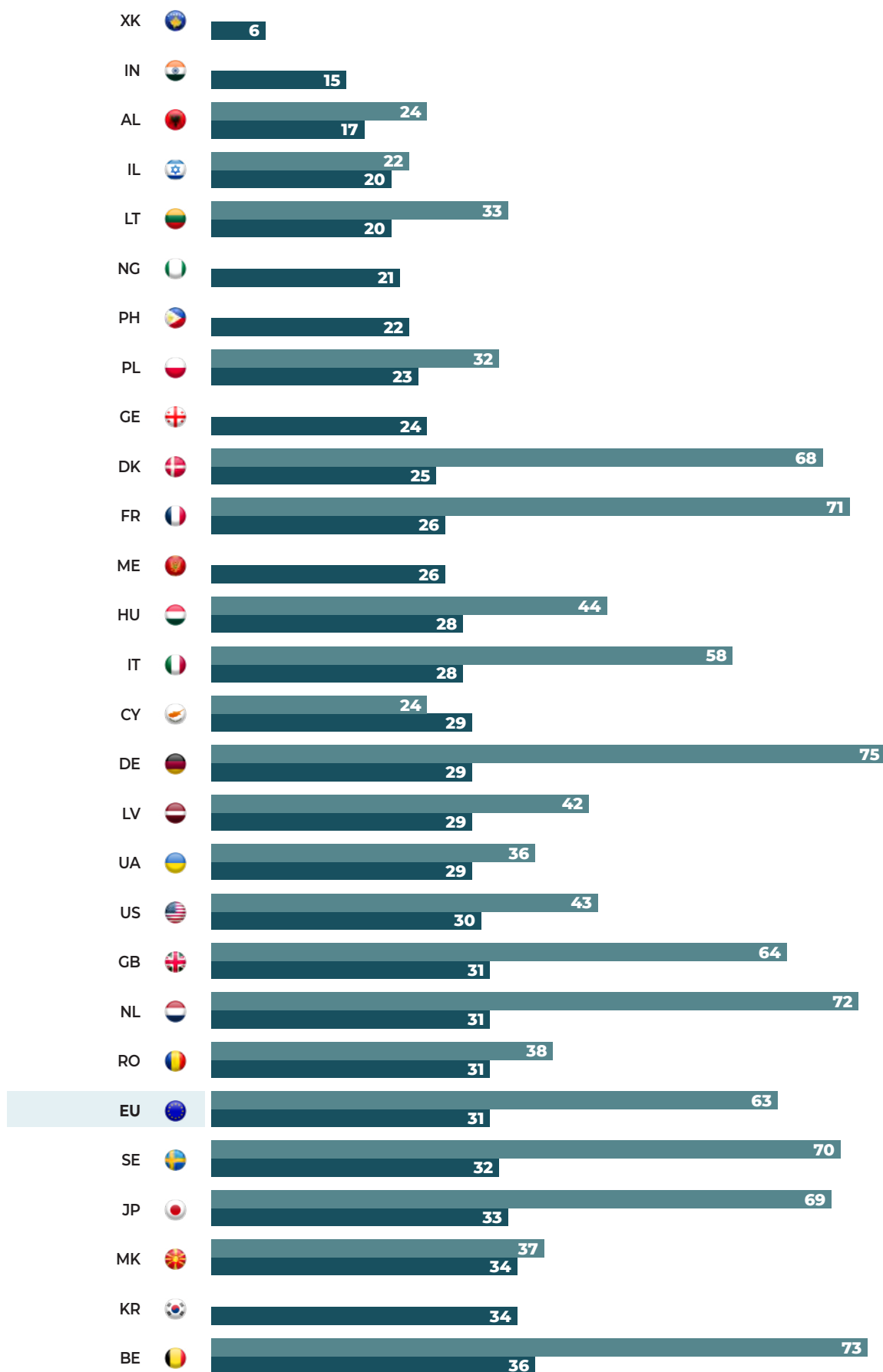
19. Voir Steve Scherer, Dave Graham, « Tensions over cars, protectionism loom at North American leaders summit », *reuters.com*, 18 novembre 2021 (<https://www.reuters.com/technology/biden-face-push-back-ev-rules-first-three-amigos-summit-5-years-2021-11-17/>).

En 2021, la puissance américaine inquiète moins qu'en 2018 (en %)

Question : « Pour [les États-Unis], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Réponse : « vous inquiète »

Base : ensemble de l'échantillon



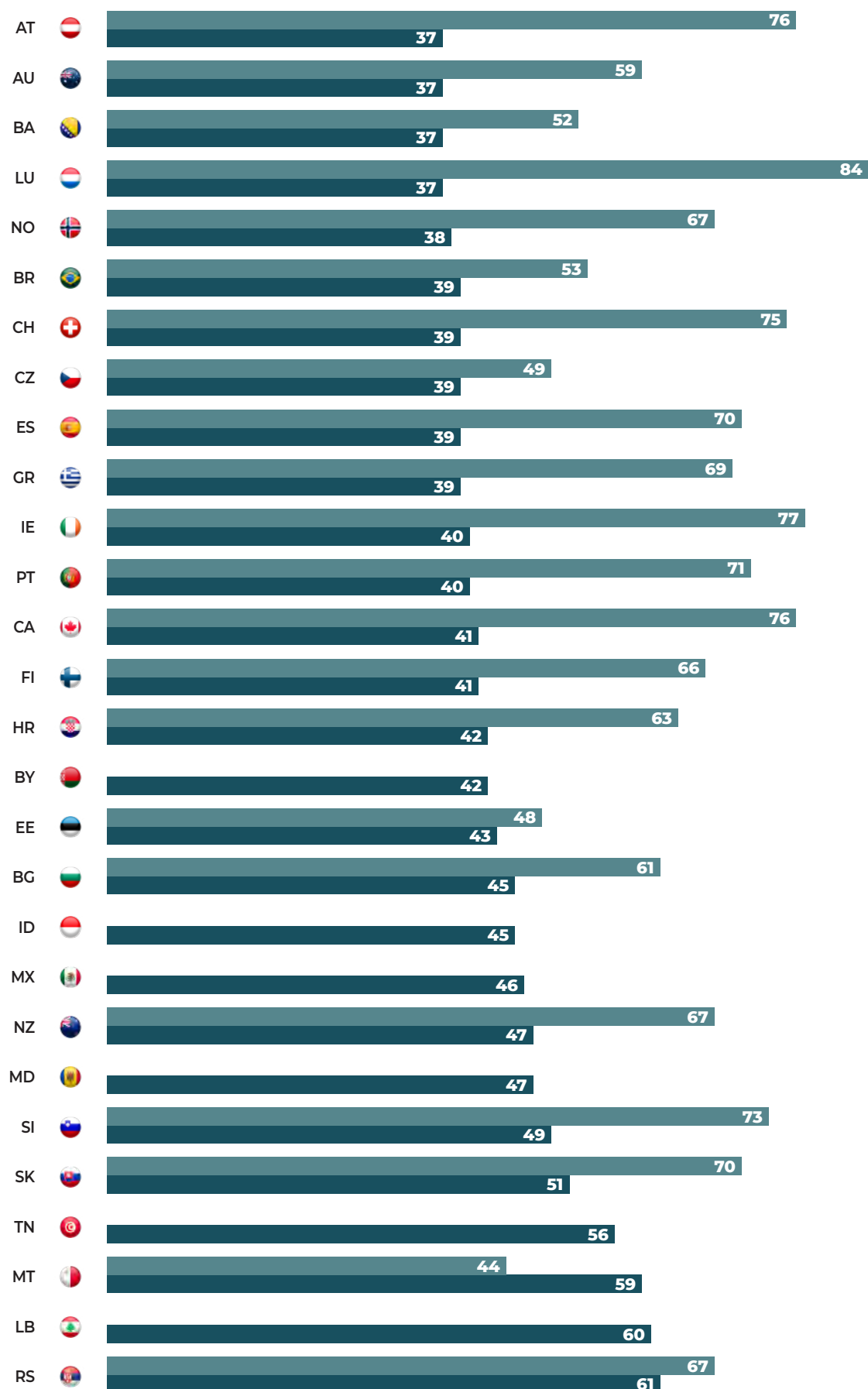
■ 2018 ■ 2021

En 2021, la puissance américaine inquiète moins qu'en 2018 (en %) - suite

Question : « Pour [les États-Unis], dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre »

Réponse : « vous inquiète »

Base : ensemble de l'échantillon



■ 2018 ■ 2021

L'appartenance à l'OTAN ne suffit pas à rassurer sur les États-Unis

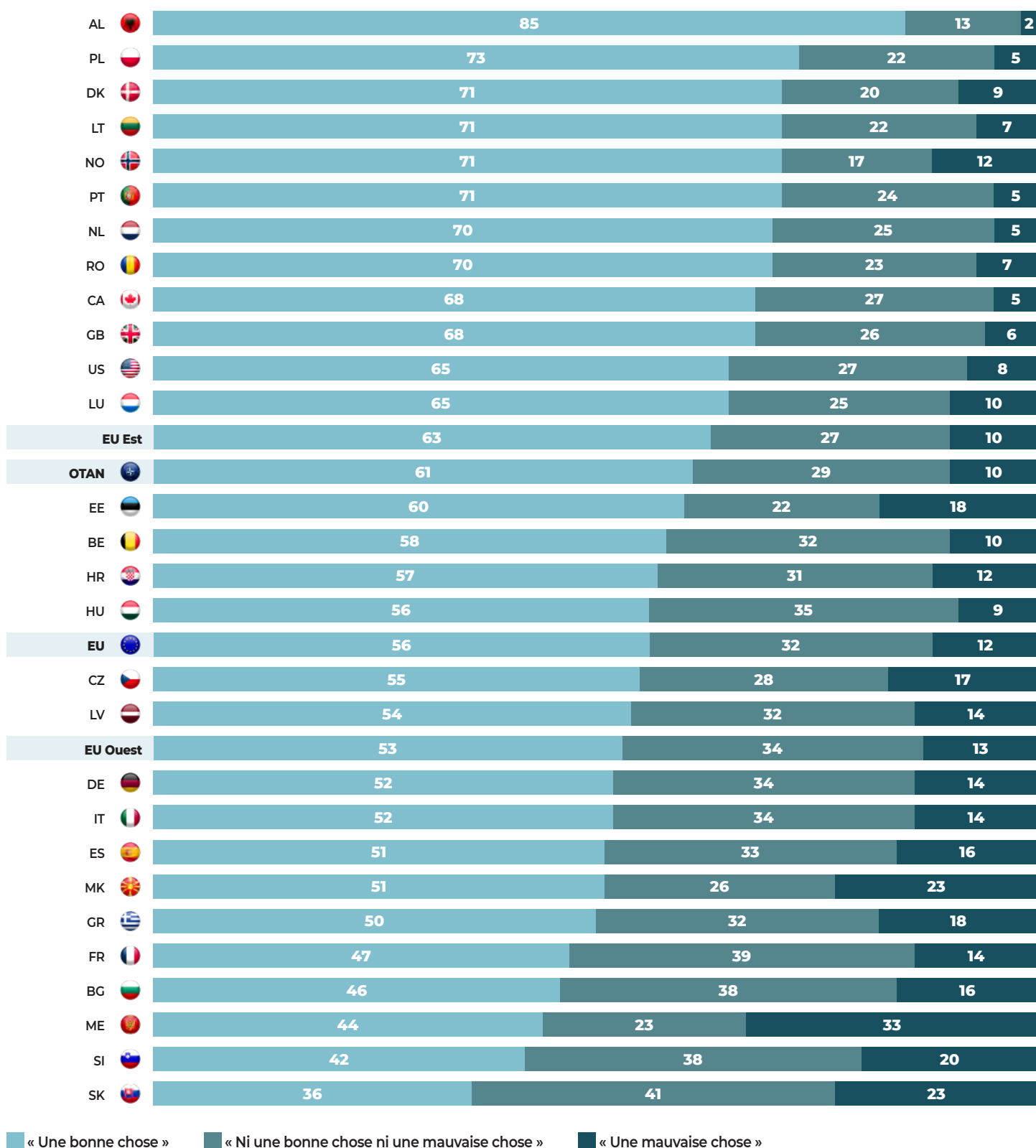
Les deux tiers des Américains (65%) voient dans l'OTAN « une bonne chose ». Mais dans les pays membres de cette alliance, ici sans tenir compte de l'opinion américaine, seul un tiers des personnes interrogées (32%) trouvent « rassurante » l'attitude des États-Unis. C'est d'autant plus modeste qu'une même

proportion (32%) la juge au contraire « inquiétante », tandis que 36% l'estiment « ni rassurante ni inquiétante ». En Europe de l'Est, l'attachement à l'Alliance est plus marqué (63%) que dans l'Europe de l'Ouest (53%). Le soutien à l'OTAN est plus élevé encore dans les pays des Balkans occidentaux (67%) membres de l'organisation internationale : l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro.

Au sein de l'Union européenne, les pays de l'Est soutiennent davantage leur appartenance à l'OTAN que les pays de l'Ouest (en %)

Question : « L'OTAN est une alliance militaire composée de pays européens, de la Turquie, des États-Unis et du Canada. Pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'OTAN est... »

Base : pays membres de l'OTAN

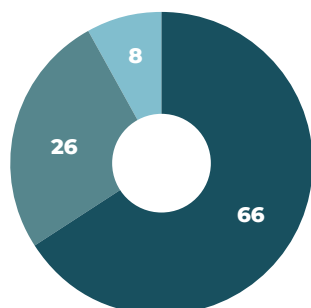


Peur des puissances autoritaires et jugement sur l'appartenance à l'OTAN (en %)

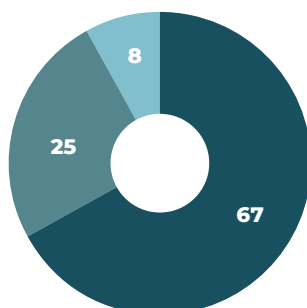
Questions : « Pour [la Chine, la Russie, la Turquie] dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre » ; « L'OTAN est une alliance militaire composée de pays européens, de la Turquie, des États-Unis et du Canada. Pensez-vous que l'appartenance de votre pays à l'OTAN est une bonne chose, une mauvaise chose, ni une bonne chose, ni une mauvaise chose ? »

Base : pays membre de l'OTAN

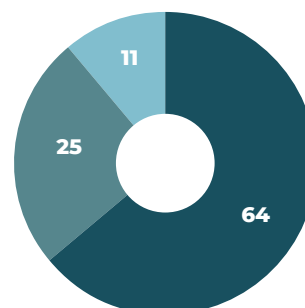
La Chine « vous inquiète »



La Russie « vous inquiète »



La Turquie « vous inquiète »



- L'appartenance de votre pays à l'OTAN est « une bonne chose »
- L'appartenance de votre pays à l'OTAN est « ni une bonne chose, ni une mauvaise chose »
- L'appartenance de votre pays à l'OTAN est « une mauvaise chose »

Grille de lecture : parmi les personnes qui déclarent être inquiètes de l'attitude de la Chine sur la scène internationale, les deux tiers (66%) trouvent que l'appartenance de leur pays à l'OTAN est « une bonne chose ».

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Première démocratie du monde, les États-Unis sont fragilisés

Après la présidence de Donald Trump et à la suite de l'accession de Joe Biden à la Maison-Blanche, les deux tiers des Américains (67%) considèrent que leur démocratie fonctionne bien. Ce chiffre, relativement élevé, ressemble à un signe de convalescence, après que la légitimité de l'élection de Biden a été fortement contestée par une partie des sympathisants du président battu, au point de prendre d'assaut le Capitole, le 6 janvier 2021. La participation record au scrutin du 3 novembre 2020, avec plus de 158 millions de votants¹ (contre un peu plus de 136 millions en 2016)², peut aussi être perçue comme la marque d'une démocratie en bonne santé. Mais les résultats de notre enquête montrent la persistance d'importants clivages au sein de la société et qui sont parmi les plus marqués des pays étudiés.

Aux États-Unis, les femmes, les habitants des petites agglomérations et les catégories populaires et intermédiaires sont les plus critiques avec leur démocratie (en %)

Question : « Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne... »

Base : États-Unis

		Dans mon pays, la démocratie fonctionne « assez mal » et « très mal »
Genre	Femmes	41
	Hommes	24
Catégorie d'agglomération	Villes de moins de 15 000 habitants	40
	Villes de plus de 500 000 habitants	25
Catégories socioprofessionnelles	Catégories populaires	41
	Catégories intermédiaires	48
	Catégories supérieures	19
Opinion sur la manière dont le ménage s'en sort à la fin du mois	Plutôt difficilement	51
	Plutôt facilement	23

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

1. Federal Election Commission, « Official 2020 Presidential General Election Results », 11 mars 2020, p. 8 (www.fec.gov/resources/cms-content/documents/2020presgeresults.pdf).

2. Federal Election Commission, Washington, « Federal Elections 2016. Election results for the U.S. President, the U.S. Senate and the U.S. House of Representatives », décembre 2017, p. 10 (www.fec.gov/resources/cms-content/documents/federaelections2016.pdf).

5. L'opinion appréhende le retour de la guerre

Face aux bouleversements géopolitiques actuels, notamment la rivalité sino-américaine, une partie significative de l'opinion redoute le retour de la guerre²⁰. Ainsi, la possibilité « qu'une nouvelle guerre mondiale éclate dans les prochaines années » est considérée comme « probable » par la moitié des personnes interrogées (50%). Les populations qui croient le plus à un nouveau conflit planétaire sont les Indonésiens (66%), les Mexicains (60%), les Américains (59%), les Libanais (58%), les Australiens (57%), les Ukrainiens (55%), les Chypriotes et les Croates (54%).

Malgré les tumultes du monde, l'irénisme des Européens (UE) se confirme : seuls 38% des personnes interrogées estiment probable une nouvelle guerre mondiale dans les prochaines

années. Étrangement, certains pays pourtant exposés par leur proximité géographique avec une puissance dont l'histoire a montré combien elle pouvait être belliqueuse semblent moins inquiets encore. C'est le cas de l'Estonie et de la Finlande, de l'Allemagne et des Pays-Bas. En revanche, la crainte d'une guerre mondiale concerne la moitié des Grecs et des Hongrois, ainsi qu'une majorité des Roumains et des Slovènes. L'irénisme des Européens se retrouve aussi, plus largement, chez les Occidentaux. Ainsi, dans les pays membres de l'OTAN, la moitié des personnes interrogées (46%) estiment probable une nouvelle guerre mondiale dans les prochaines années si l'on inclut dans le calcul de cette moyenne l'opinion américaine (59%). Mais le chiffre tombe à 38% hors États-Unis.

La guerre au XXI^e siècle

« L'attaque terroriste contre les États-Unis par Oussama Ben Laden¹, l'attentat au gaz dans le métro de Tokyo par les disciples de la secte Aum et le chaos créé par Morris Jr. et ses pareils sur Internet, où le degré de destruction n'est en rien inférieur à celui d'une guerre, représentent une demi-guerre, une quasi-guerre, une sous-guerre, bref la forme embryonnaire d'un nouveau type de guerre. Quel que soit le nom que l'on donne à ces nouvelles formes d'affrontement, elles ne peuvent pas nous rendre plus optimistes que par le passé, car nous n'avons aucune raison d'être optimistes. Cela tient au fait que la diminution des fonctions de la guerre au sens strict ne signifie absolument pas que la guerre n'existe plus, car elle ne sera pas totalement abolie, même à l'époque soi-disant postmoderne, postindustrielle. Elle aura seulement réinvesti la société humaine d'une manière plus complexe, plus étendue, plus cachée et plus subtile. Comme disait lord Byron dans le poème où il pleure la mort de Shelley : "Il ne s'est rien passé, une fois l'eau de la mer a changé et c'est tout." La guerre, qui a subi la transformation de la technologie moderne et du système du marché, sera faite sous des formes encore plus atypiques. Autrement dit, alors que nous observons une diminution relative de la violence militaire, nous observons en même temps un accroissement de la violence politique, économique et technique. En outre, quelle que soit la forme que revêt la violence, la guerre, c'est la guerre, et quand bien même son apparence se serait modifiée, elle obéira toujours aux mêmes principes. »

Qiao Liang et Wang Xiangsui, écrit le 17 janvier 1999, in *La Guerre hors limites* [2006], traduit du chinois par Hervé Denès, Rivages poche, 2021, p. 30-31.

1. Il ne s'agissait pas encore des attentats du 11 septembre 2001.

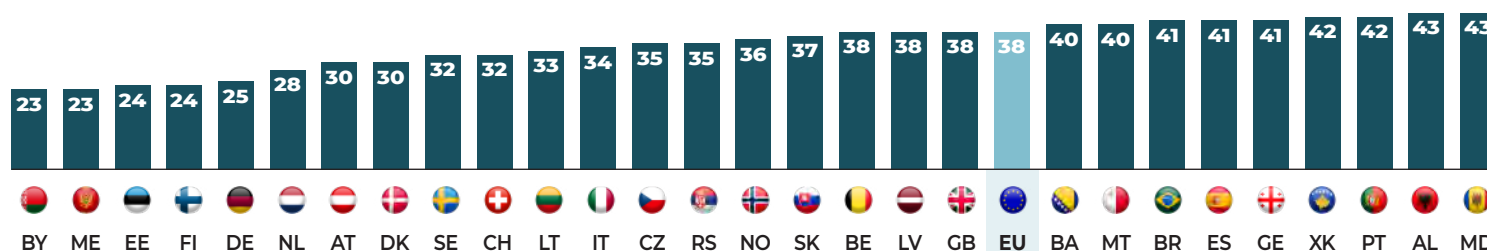
Les sociétés démocratiques se bercent-elles d'illusion ?

La perspective d'une nouvelle guerre mondiale (en %)

Question : « Pensez-vous qu'il est très probable, plutôt probable, plutôt improbable ou très improbable qu'une nouvelle guerre mondiale éclate dans les prochaines années ? »

Réponses : « très probable » et « plutôt probable »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

20. Voir Thibault Muzergues, *Europe champ de Bataille. De la guerre impossible à une paix improbable*, Le Bord de l'eau, 2021.

Ceux qui pensent qu'une nouvelle guerre mondiale est probable (en %)

Question : « Pensez-vous qu'il est très probable, plutôt probable, plutôt improbable ou très improbable qu'une nouvelle guerre mondiale éclate dans les prochaines années ? »

Base : ensemble de l'échantillon

		« Très probable » et « plutôt probable » qu'une nouvelle guerre mondiale éclate	« Plutôt improbable » et « très improbable » qu'une nouvelle guerre mondiale éclate
	Global	50	50
Genre	Hommes	47	53
	Femmes	52	48
Âge	18-34 ans	59	41
	35-59 ans	48	52
	60 ans et plus	37	63
Catégories socioprofessionnelles	Cadres dirigeants d'entreprise	57	43
	Professions intellectuelles ou scientifiques	48	52
	Professions intermédiaires salariées	50	50
	Petits entrepreneurs	49	51
	Employés qualifiés	49	51
	Ouvriers qualifiés	54	46
	Personnels de services et employés de commerces, ouvriers peu qualifiés et manoeuvres	54	46
	Retraités	37	63
	Sans emploi	53	47
Autopositionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	43	57
	Centre	49	51
	Droite	53	47
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation est une opportunité	46	54
	La mondialisation est une menace	57	43
« Dans mon pays, dans les années qui viennent... »	« Les citoyens n'arriveront plus à résoudre leurs désaccords de manière pacifique et auront plus souvent recours à la violence »	63	37
	« Les citoyens parviendront à résoudre leurs désaccords de manière pacifique sans recourir à la violence »	39	61
« À propos de [la guerre], veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout »	« Très inquiet » et « plutôt inquiet »	56	44
	« Plutôt pas inquiet » et « pas du tout inquiet »	29	71

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

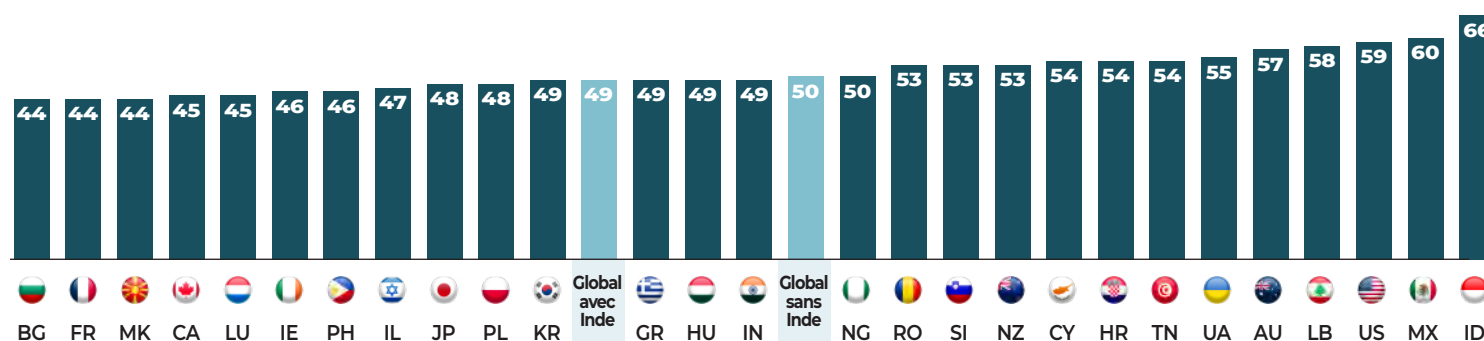
Les sociétés démocratiques se bercent-elles d'illusion ?

La perspective d'une nouvelle guerre mondiale (en %) - suite

Question : « Pensez-vous qu'il est très probable, plutôt probable, plutôt improbable ou très improbable qu'une nouvelle guerre mondiale éclate dans les prochaines années ? »

Réponses : « très probable » et « plutôt probable »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

DE QUOI LES DÉMOCRATIES ONT PEUR

La liberté d'opinion est mise au défi dans des sociétés démocratiques de plus en plus multiculturelles. L'incompréhension réciproque, la défiance, voire l'hostilité, corrodent le lien social. Les rivalités interculturelles se transforment en conflits de valeurs lorsque le différend porte sur des libertés fondamentales, telles que la liberté d'opinion et la liberté de la presse. En témoignent les tragédies provoquées par les réactions violentes à la publication des Versets sataniques de Salman Rushdie, en 1988, des caricatures danoises, en 2008, ou encore le drame de l'attentat contre Charlie Hebdo, en 2015. Ce terrorisme prend la forme d'une guerre intérieure contre les valeurs de la société libérale, avec par exemple les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et en région parisienne, ou celui de Nice, le 14 juillet 2016. Le conflit des identités et des religions, le populisme, l'autoritarisme, le racisme et l'antisémitisme n'ont jamais autant porté atteinte aux sociétés démocratiques que depuis les années 1930.

Sans la liberté de débattre et de publier, il ne reste rien du modèle démocratique. Elle en conditionne la possibilité, la légitimité, mais aussi l'efficacité, car c'est la liberté qui permet au génie humain d'atteindre sa pleine dimension. Or notre siècle est aussi celui du surgissement d'un nouvel espace public, transnational et numérique. Cette fois, la cause du bouleversement n'est ni extérieure aux démocraties, ni étrangère, ni même hostile aux valeurs libérales. Il s'agit d'innovations technologiques remarquables développées par des entreprises dont les performances résultent de l'usage des libertés. Pourtant, si elles font progresser extraordinairement l'inclusion du plus grand nombre dans l'espace public médiatique, les plateformes numériques, les Big Tech, acquièrent un pouvoir problématique. Que deviennent les démocraties si les législations émanant d'assemblées élues sont impuissantes à réguler les libertés ? Que deviennent les démocraties si le pouvoir de garantir ces libertés passe furtivement des parlements aux mains d'entreprises jouissant d'une position monopolistique ?

1. La diversité culturelle est vue comme une source d'insécurité	35
La délinquance et le terrorisme en tête des craintes sécuritaires	35
Les conflits interculturels	35
L'islamisme et la menace terroriste	35
2. Pourra-t-on encore « résoudre pacifiquement les désaccords » ?	38
Des sociétés démocratiques minées par la défiance...	38
... et la crainte de ne plus « pouvoir résoudre pacifiquement les désaccords »	38
La moitié des répondants (47%) souhaitent avoir le droit de posséder une arme à feu pour se défendre	39
3. L'inquiétude face au risque du déclassement économique	41
4. Les manipulations de l'information et les ingérences étrangères	43

1. La diversité culturelle est vue comme une source d'insécurité

Optimisme et pessimisme sont dans un rapport de forces équilibré. À la question : « S'agissant de votre pays, comment pensez-vous qu'il sera demain ? », plus d'un tiers des personnes interrogées (35 %) estiment que leur pays sera « moins bien qu'aujourd'hui ». Ils sont 36 % à déclarer que leur pays sera « mieux que ce qu'il est actuellement » et 29 % qu'il sera « aussi bien qu'aujourd'hui ». Les Français sont parmi les moins optimistes : ils ne sont que 9 % à dire que leur pays ira mieux demain, de même que les Libanais (10 %), les Belges (10 %), les Finlandais (12 %) et les Japonais (12 %).

La délinquance et le terrorisme en tête des craintes sécuritaires

Parmi les principales préoccupations étudiées¹, l'inquiétude suscitée par les enjeux sécuritaires est très largement partagée. La plupart des répondants disent craindre la délinquance (89 %), et plus encore en Indonésie (96 %), en Albanie, au Liban et au Mexique (97 %), au Nigeria et en Tunisie (98 %).

De même, la crainte du terrorisme est globalement très élevée (83 %). Des scores plus importants encore sont enregistrés chez les Moldaves et les Ukrainiens (87 %), les Bulgares, les Français et les Israéliens (89 %), les Indiens, les Libanais et les Tunisiens (92 %), les Indonésiens (93 %), les Philippins (95 %), les Géorgiens et les Nigériens (96 %).

Les conflits interculturels

La crainte de l'immigration (63 %) concerne d'importants segments de l'opinion. L'immigration est sans doute l'une des figures de la globalisation. C'est aussi à ce titre qu'elle oriente certaines réponses. Ainsi, parmi ceux qui jugent que la mondialisation est une menace, la préoccupation pour l'immigration est plus forte, atteignant 73 %. Le niveau de préoccupation pour l'immigration est moins élevé parmi ceux qui, au contraire,

perçoivent la mondialisation comme une opportunité, mais il demeure majoritaire (58 %). De même, si l'inquiétude provoquée par l'immigration reste plus répandue dans les villes de moins de 15 000 habitants (67 %), la préoccupation pour l'immigration reste élevée dans les villes de plus de 500 000 habitants (60 %), plus étroitement liées à la globalisation.

L'islamisme et la menace terroriste

L'islamisme est une autre des préoccupations répandues (59 %). L'islamisme est associé à une menace pesant sur les valeurs fondamentales des sociétés démocratiques : la liberté de la presse, la liberté de conscience, l'égalité entre les femmes et les hommes, la liberté de l'orientation sexuelle, la tolérance... Bien sûr, l'islamisme est également associé à la menace terroriste. Au moins 48 035 attentats islamistes ont eu lieu lors des quarante dernières années, provoquant la mort d'au moins 210 138 personnes². Entre 1979 et 2000, ce sont 2 194 attentats et 6 817 morts qui ont été recensés (soit 4,6 % des attentats islamistes sur la période 1979-2021). Après le 11-Septembre, tournant du terrorisme, on dénombre 8 265 attentats et 38 186 morts entre 2001 et 2012 (soit 17,2 % des attentats islamistes sur la période 1979-2021). Enfin, entre 2013 et 2021, avec l'avènement de l'État islamique et de Boko Haram, on dénombre 37 576 attentats et 165 135 morts (soit 78,2 % des attentats islamistes sur la période 1979-2021).

Cette montée en puissance du terrorisme islamiste contribue certainement à susciter la crainte de l'islamisme au sein des démocraties. Cette crainte est au plus haut en Israël (86 %), à Chypre et en France (84 %), mais aussi en Bulgarie et en République tchèque (82 %), en Belgique (78 %), en Allemagne, en Autriche et en Slovaquie (76 %). Dans les pays à majorité musulmane, la peur de l'islamisme domine dans l'opinion au Nigeria (69 %), en Tunisie (63 %), en Indonésie (60 %) et en Bosnie-Herzégovine (55 %). Le Liban (37 %) fait exception.

Les démocraties confrontées à la violence du terrorisme islamiste

« La violence terroriste atteint principalement des civils. La mort due au terrorisme installe dans les esprits un sentiment insupportable de vulnérabilité permanente. Les populations du monde démocratique sont plus traumatisées par la violence terroriste parce qu'elles ont hérité d'une culture irénique, conséquence logique du déclin de la violence interétatique. Mais les démocraties sont aussi plus désarmées parce qu'elles représentent un ordre politique doux, fondé sur la liberté et les droits humains. Immanquablement les démocraties se sentent désarmées. Une envie de répression, de contrôle, de surveillance, d'expulsion, de fermeture des frontières s'exprime au grand jour. Elle engendre une culture sécuritaire, voire paranoïaque, que pérennisent les inévitables mesures destinées à rassurer autant sinon plus qu'à prévenir. Par la violence des djihadistes, l'islam et les musulmans suscitent des craintes irrépressibles et grandissantes. La peur de l'autre fissure les sociétés, elles finissent par s'opposer à elles-mêmes : désir d'en découdre, xénophobie, conflit des identités, autoritarisme. »

« Islamisme et populisme : une dialectique implacable », in Dominique Reynié (dir.),

Les Attentats islamistes dans le monde, 1979-2021,

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, p. 25.

1. Le changement climatique, le chômage, la crise économique, les déficits publics et la dette, la délinquance, l'extrémisme politique, la guerre, l'immigration, les inégalités sociales, l'islamisme, ne plus pouvoir assurer le financement de la protection sociale (retraite, santé...), la perte du pouvoir d'achat, le terrorisme.

2. Voir Dominique Reynié (dir.), *Les Attentats islamistes dans le monde 1979-2021*, Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021 (www.fondapol.org/etude/les-attentats-islamistes-dans-le-monde-1979-2021/). Pour mener à bien cette recherche, nous avons utilisé trois types de sources : le recueil d'informations sur les attentats *via* les moteurs de recherche, le croisement des bases de données existantes, particulièrement la Global Terrorism Database (GTD) et l'Armed Conflict and Event Data Project (ACLED) et, enfin, les recherches académiques.

De quoi ont peur les démocraties ? (en %)

Question : « À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ? »

Réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »

Base : ensemble de l'échantillon

		Perte du pouvoir d'achat	Crise économique	Inégalités sociales	Chômage	Dette et déficit public	Ne plus pouvoir assurer le financement de la protection sociale (retraite, santé...)
AL		95	98	91	96	79	95
AT		87	80	86	76	74	82
AU		87	78	75	75	69	81
BA		92	90	87	93	77	84
BE		90	87	88	80	81	89
BG		94	94	89	89	87	86
BR		89	87	88	88	80	82
BY		89	87	71	76	83	67
CA		88	81	76	68	72	81
CH		79	72	84	70	65	79
CY		93	94	77	91	76	41
CZ		90	87	80	66	86	88
DE		83	72	84	62	70	74
DK		67	62	73	58	62	70
EE		86	81	82	74	63	82
ES		94	96	92	96	90	94
FI		80	75	76	82	74	87
FR		86	88	88	84	78	90
GB		81	80	75	70	66	84
GE		100	99	94	99	87	97
GR		93	95	90	95	90	91
HR		94	94	91	91	86	93
HU		95	91	90	85	85	91
ID		93	96	94	96	86	63
IE		87	82	80	75	74	81
IL		92	84	85	78	79	87
IN		96	94	84	96	88	88
IT		92	94	91	94	90	92
JP		85	88	86	77	85	87
KR		92	89	89	85	83	83
LB		96	97	95	97	94	95
LT		93	92	91	87	86	93
LU		84	77	88	74	73	79
LV		87	87	84	79	72	88
MD		94	92	78	89	85	93
ME		94	90	87	95	84	83
MK		94	93	91	94	81	85
MT		86	68	69	41	46	75
MX		93	95	90	95	84	85
NG		97	97	93	98	90	95
NL		85	73	86	62	60	81
NO		70	52	68	59	50	62
NZ		91	76	81	64	67	82
PH		94	96	88	95	89	94
PL		93	88	86	79	85	84
PT		93	94	94	92	89	90
RO		91	89	86	78	85	89
RS		93	87	91	88	77	90
SE		64	62	71	68	53	79
SI		90	86	89	84	83	89
SK		92	90	89	85	89	94
TN		98	96	96	98	94	94
UA		95	94	91	93	88	95
US		87	83	67	64	78	82
XK		95	93	88	95	73	85
EU		88	85	87	80	80	86
Global avec Inde		92	91	85	88	84	85
Global sans Inde		90	89	85	84	82	83

De quoi ont peur les démocraties ? (en %) - suite

Question : « À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ? »

Réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »

Base : ensemble de l'échantillon

		Changement climatique	Islamisme	Délinquance	Immigration	Terrorisme	Guerre	Extrémisme politique
AL		82	48	97	78	86	82	80
AT		80	76	80	71	80	68	86
AU		72	62	80	57	73	68	71
BA		81	55	91	76	70	69	80
BE		82	78	89	75	83	66	83
BG		87	82	94	80	89	82	86
BR		78	47	84	43	72	64	83
BY		66	48	67	53	67	69	72
CA		79	47	74	40	69	54	76
CH		79	71	75	60	76	58	80
CY		92	84	95	83	79	82	74
CZ		79	82	86	80	79	69	81
DE		77	76	82	63	81	65	84
DK		76	71	73	69	70	53	70
EE		67	59	70	64	62	58	74
ES		87	62	87	66	71	64	91
FI		72	65	80	62	67	43	74
FR		86	84	92	73	89	66	81
GB		80	56	78	54	73	54	76
GE		87	55	95	80	96	99	79
GR		90	71	93	84	82	78	83
HR		88	69	86	76	79	73	81
HU		90	63	91	55	72	72	87
ID		87	60	96	70	93	90	92
IE		77	50	77	48	64	56	72
IL		76	86	92	63	89	82	88
IN		90	65	92	77	92	89	81
IT		91	65	92	68	80	69	82
JP		87	57	76	67	78	80	75
KR		92	63	87	46	65	70	88
LB		76	37	97	73	92	85	95
LT		85	70	93	80	86	87	82
LU		82	68	82	56	76	66	81
LV		70	60	82	66	72	75	72
MD		87	57	91	78	87	90	72
ME		63	36	93	65	56	40	72
MK		84	67	91	84	80	70	80
MT		87	37	80	85	64	42	62
MX		91	52	97	73	82	77	81
NG		77	69	98	67	96	93	91
NL		81	72	94	71	86	54	88
NO		63	60	70	55	61	42	70
NZ		73	44	82	49	63	52	73
PH		94	62	95	66	95	92	91
PL		85	70	86	68	83	81	86
PT		91	58	88	65	85	75	85
RO		87	63	89	64	79	75	78
RS		85	69	89	77	79	70	84
SE		73	68	87	67	75	47	74
SI		84	71	72	69	72	68	88
SK		86	76	90	80	85	85	89
TN		80	63	98	65	92	73	94
UA		83	55	95	64	87	94	84
US		69	49	85	63	79	69	84
XK		75	40	78	86	61	57	64
EU		84	72	88	68	81	68	83
Global avec Inde		85	62	90	68	86	80	83
Global sans Inde		81	59	89	63	83	76	85

2. Pourra-t-on encore « résoudre pacifiquement les désaccords » ?

Des sociétés démocratiques minées par la défiance...

En moyenne, pour les deux tiers (64%) des répondants, « on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres », tandis que 36% estiment que l'« on peut faire confiance à la plupart des gens ». La défiance à l'égard d'autrui est plus répandue chez les femmes (68%) que chez les hommes (61%), mais elle est aussi plus forte chez les moins de 35 ans (67%) que chez les 65 ans et plus (59%), ou encore au sein des couches populaires (71% parmi les personnels de services, employés de commerces et ouvriers peu qualifiés) que dans les catégories supérieures (53% parmi les cadres dirigeants d'entreprise).

Seuls les Indonésiens (63%) et les Européens du Nord disent faire confiance aux autres (57% des Finlandais, 56% des Danois, 55% des Néerlandais et 52% des Norvégiens), à l'exception des Suédois (45%).

... et la crainte de ne plus « pouvoir résoudre pacifiquement les désaccords »

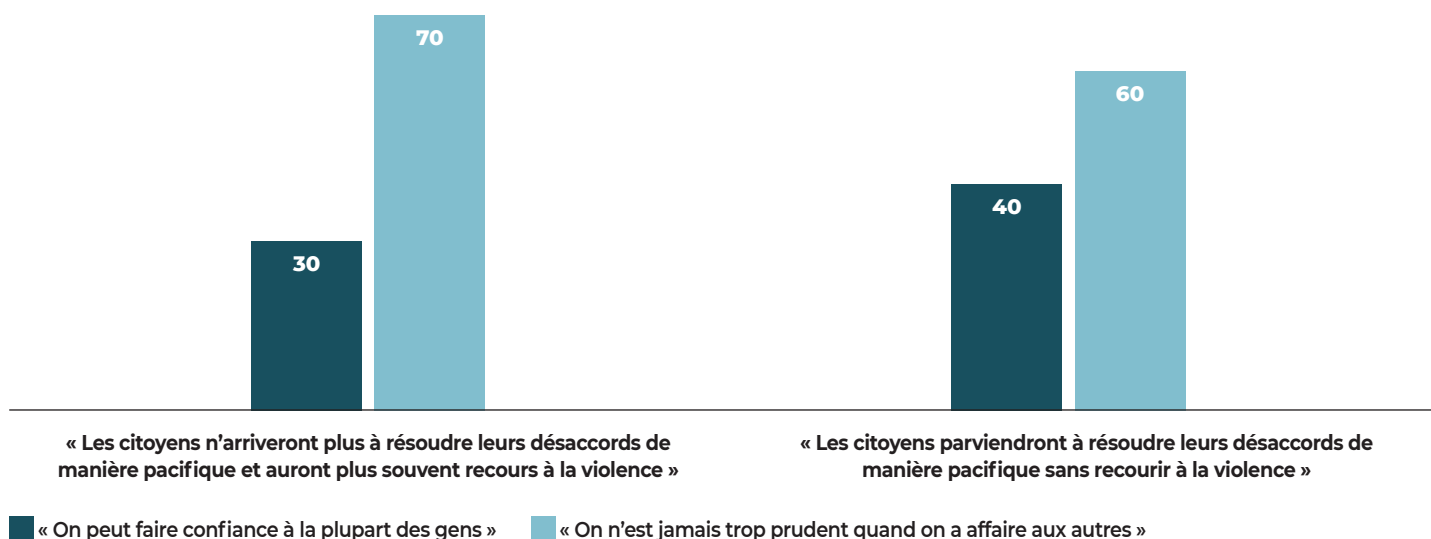
Si une majorité (56%) des répondants pensent que, dans les prochaines années, les citoyens « parviendront à résoudre leurs désaccords de manière pacifique sans recourir à

la violence », une forte minorité (44%) choisissent l'item opposé (« les citoyens n'arriveront plus à résoudre leurs désaccords de manière pacifique dans leur pays et auront plus souvent recours à la violence »). Notons que les Libanais (76%), les Français (71%) et les Belges (61%), qui sont parmi les plus pessimistes sur l'avenir de leur pays, sont aussi les plus nombreux à penser que leurs désaccords conduiront à la violence. À l'inverse, là où la confiance interpersonnelle est la plus répandue, l'idée que les citoyens n'arriveront plus à résoudre leurs désaccords de manière pacifique est minoritaire : 29% des Norvégiens et des Danois, 33% des Finlandais et des Indonésiens.

Le 6 janvier 2021, l'assaut du Capitole par des partisans de Donald Trump, qui a gravement perturbé le processus de certification des résultats de l'élection présidentielle, a témoigné de la fragilité de la plus grande démocratie du monde. L'idée de recourir à la violence pour promouvoir ses opinions n'est pas absente dans les sociétés démocratiques : une personne sur cinq (19%) estime que « le recours à la violence pour défendre ses opinions politiques peut être justifié ». Au sein de l'Union européenne, 17% des répondants sont d'accord avec cette idée. Dans les 55 pays de l'enquête, les proportions les plus importantes se trouvent au Kosovo (43%), en Hongrie (42%), en Inde (33%), au Liban (31%) et en Moldavie (30%).

La défiance interpersonnelle est plus répandue parmi ceux qui pensent que « les citoyens n'arriveront plus à résoudre leurs désaccords de manière pacifique et auront plus souvent recours à la violence » (en %)

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : 70% des répondants qui pensent que les « citoyens n'arriveront plus à résoudre leurs désaccords de manière pacifique et auront plus souvent recours à la violence » estiment qu'« on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres ».

La moitié des répondants (47 %) souhaitent avoir le droit de posséder une arme à feu pour se défendre

La moitié des personnes interrogées (47 %) sont favorables au droit d'avoir une arme à feu chez soi pour se défendre ». Cette idée est plus répandue chez les hommes (52 %) que chez les femmes (43 %), mais on la rencontre aussi davantage chez les moins de 35 ans (52 %) que chez leurs aînés, les 60 ans et plus (40 %). Bien sûr, les fortes disparités entre les pays ou les ensembles de pays reflètent aussi un état du droit différent : ainsi, alors qu'un tiers (32 %) des personnes interrogées au sein de l'Union européenne souhaitent avoir le droit de posséder une arme à feu, la proportion monte à 84 % aux États-Unis, où ce droit est garanti par le deuxième amendement de la Constitution.

Malgré une législation qui interdit la délivrance de permis de port d'arme, le droit de posséder une arme à feu est largement approuvé au Nigeria (76 %). Mais cette opinion ne peut pas revêtir le même sens dans un pays régulé par un État de droit et dans un pays aux prises avec une violence armée endémique. État fragile, le Nigeria souffre particulièrement de la circulation d'armes dans le pays, notamment en raison de l'action insurrectionnelle de Boko Haram depuis les années 2009, avec des armes en provenance du Tchad et de la Libye. En 2018, le Centre régional des Nations unies pour la paix et le désarmement estimait que « plus de 350 millions d'armes légères et de petit calibre (pistolets, fusils d'assaut, armes semi-automatiques...) » circulaient au Nigeria³.

En Serbie, plus des deux tiers (68 %) des personnes interrogées sont favorables au droit d'avoir une arme à feu chez soi pour se défendre. Après la chute de la Yougoslavie, la plupart des armes utilisées lors des guerres des années 1990 sont restées en circulation, principalement en Serbie, deuxième pays avec le plus d'armes à feu par habitant derrière les États-Unis⁴.

En République tchèque, le Sénat a approuvé, en juillet 2021, l'inscription dans la Constitution du droit d'utiliser des armes pour se défendre et défendre autrui dans des conditions légales, en réaction à la volonté de l'Union européenne de réglementer l'acquisition et la possession d'armes à feu⁵. Les deux tiers (64 %) des Tchèques sont favorables au droit de posséder une arme à feu.

En proie à de multiples violences internes, le gouvernement mexicain lutte contre la prolifération d'armes à feu. Ce pays souffre beaucoup des armes introduites illégalement par les cartels de drogue, notamment en provenance des États-Unis⁶. Une large majorité des Mexicains (61 %) souhaitent avoir le droit de posséder une arme à feu.

Enfin, la société brésilienne est partagée sur ce point : 48 % des Brésiliens interrogés y sont favorables, 52 % y sont opposés. Pendant son mandat, le président Jair Bolsonaro a mis en place plusieurs mesures facilitant le port d'arme à feu, en accord avec sa promesse électorale. En 2020, le pays a connu une hausse de 70 % du nombre d'armes en circulation⁷.

Les nouvelles générations semblent se préparer à un monde plus violent (en %)

Base : ensemble de l'échantillon

	18-34 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Question : « Dans votre pays, pensez-vous que le recours à la violence pour défendre ses opinions politiques peut être justifié ? »			
Réponses : « oui, absolument » et « oui, un peu »	27	18	9
Question : « Êtes-vous favorable ou opposé au droit d'avoir une arme à feu chez soi pour se défendre »			
Réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »	52	46	40
Question : « Pensez-vous qu'il est très probable, plutôt probable, plutôt improbable ou très improbable qu'une nouvelle guerre mondiale éclate dans les prochaines années ? »			
Réponses : « très probable » et « plutôt probable »	59	48	37
Question : « À propos de la guerre, veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ? »			
Réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »	80	75	70

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

3. Voir « Banned weapons stoke deadly violence in Nigeria », france24.com, 9 juin 2018 (www.france24.com/en/20180609-banned-weapons-stoke-deadly-violence-nigeria).

4. Voir Nemanja Rujevic, « Serbia: The land of guns », *Deutsche Welle*, 29 décembre 2016 (www.dw.com/en/serbia-the-land-of-guns/a-36946878).

5. Voir Ondřej Plevák, « Firearm ownership rights embedded into Czech constitution », euractiv.com, le 23 juillet 2021 (www.euractiv.com/section/politics/short_news/firearm-ownership-rights-embedded-into-czech-constitution/).

6. U.S. Government Accountability Office, « Firearms Trafficking. U.S. Efforts to Combat Firearms Trafficking to Mexico Have Improved, but Some Collaboration Challenges Remain », janvier 2016 (www.gao.gov/assets/gao-16-223.pdf).

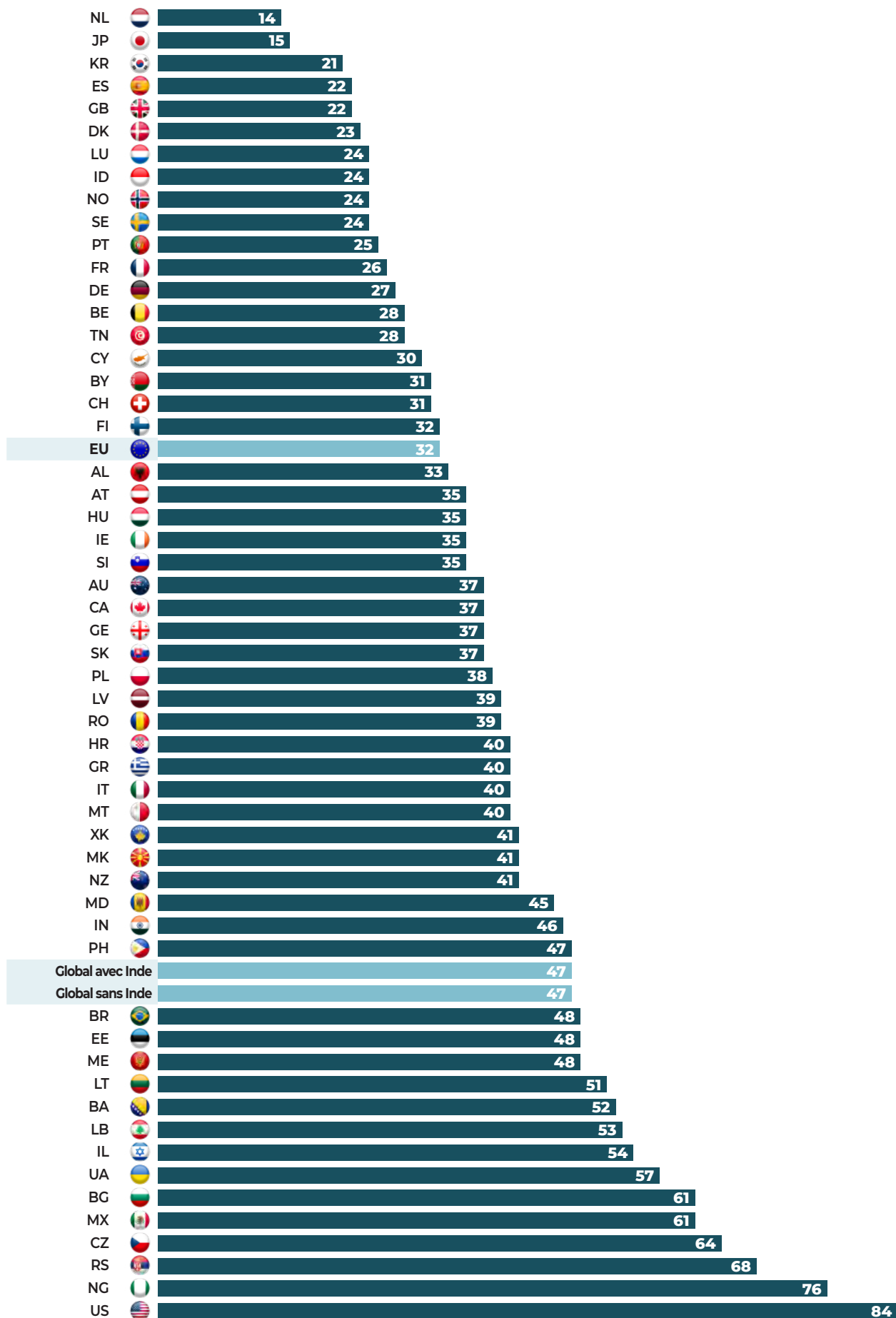
7. Katy Watson, « Jair Bolsonaro and guns: A US culture war raging in Brazil », bbc.com, 15 novembre 2021 (www.bbc.com/news/world-latin-america-59246083).

Faut-il avoir le droit de posséder une arme à feu chez soi pour se défendre ? (en %)

Question : « Êtes-vous favorable ou opposé [au droit d'avoir une arme à feu chez soi pour se défendre] ? »

Réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »

Base : ensemble de l'échantillon



3. L'inquiétude face au risque du déclassement économique

Les sociétés démocratiques redoutent davantage les malheurs privés et immédiats qu'une troisième guerre mondiale. Peut-être faut-il y voir l'une des conséquences de la pandémie de Covid-19 qui semble capable de menacer les progrès accomplis en matière de développement et qui a pu révéler une fragilité insoupçonnée des systèmes de santé. De plus, pour la première fois depuis la fin des années 1990, la pauvreté

dans le monde est repartie à la hausse. Inévitablement, de telles perspectives inquiètent l'opinion. En tête des préoccupations, la baisse du pouvoir d'achat (90%) voisine avec la crise économique (89%) et la délinquance (89%). À des niveaux proches, les répondants redoutent les inégalités sociales (85%) et le chômage (84%).

Économie : les pays les plus inquiets... (en %)

Question : « À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ? »

Réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »

Base : Géorgie, Inde, Liban, Nigeria, Tunisie

	GE 	IN 	LB 	NG 	TN 
La perte du pouvoir d'achat	100	96	96	97	98
La crise économique	99	94	97	97	96
Le chômage	99	96	97	98	98
Les déficits publics et la dette	87	88	94	90	94

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

... les pays les moins inquiets (en %)

Base : Danemark, Malte, Norvège, Suède, Suisse

	CH 	DK 	MT 	NO 	SE 
La perte du pouvoir d'achat	79	67	86	70	64
La crise économique	72	62	68	52	62
Le chômage	70	58	41	59	68
Les déficits publics et la dette	65	62	46	50	53

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Pandémies et bouleversements historiques

« Outre son potentiel en tant qu'agent sélectif agissant sur des facteurs biologiques intrinsèques, la Peste noire pourrait également avoir façonné les modèles de population en modifiant fortement les facteurs exogènes qui affectaient la santé et la démographie. Les documents historiques de la période suivant la Peste noire indiquent que le niveau de vie s'est amélioré après l'épidémie, au moins dans certaines régions d'Europe, comme l'Angleterre. Ces changements de niveau de vie résultent en grande partie de la dépopulation massive provoquée par la Peste noire, qui a inversé les conditions pré-épidémiques d'une population excédentaire par rapport aux ressources. Après la Peste noire, il y a eu une grave pénurie de main-d'œuvre, ce qui a mis fin au système médiéval de servage. Par conséquent, les salaires ont augmenté de façon spectaculaire tandis que les prix de la nourriture, des biens et du logement ont chuté. Ces changements ont accompli une redistribution majeure des richesses. Les salaires réels ont atteint des niveaux qui n'ont pas été dépassés avant le XIX^e siècle, ce qui a permis d'améliorer le logement et l'alimentation des personnes de tous les niveaux sociaux. En Angleterre par exemple, les prix des céréales ont fortement chuté après 1375 et sont généralement restés bas pendant près d'un siècle et demi. Bien qu'il ait fallu plusieurs années pour que les salaires réels augmentent en Angleterre à la suite de la Peste noire, à la fin du XIV^e siècle, ils avaient fortement augmenté pour atteindre leur pic sur la période médiévale. À la fin du XV^e siècle, les salaires réels étaient au moins trois fois supérieurs à ce qu'ils étaient au début du XIV^e siècle. »

Sharon N. DeWitte, « Mortality Risk and Survival in the Aftermath of the Medieval Black Death », *PLOS One*, vol. 9, n° 5, mai 2014, p. 2

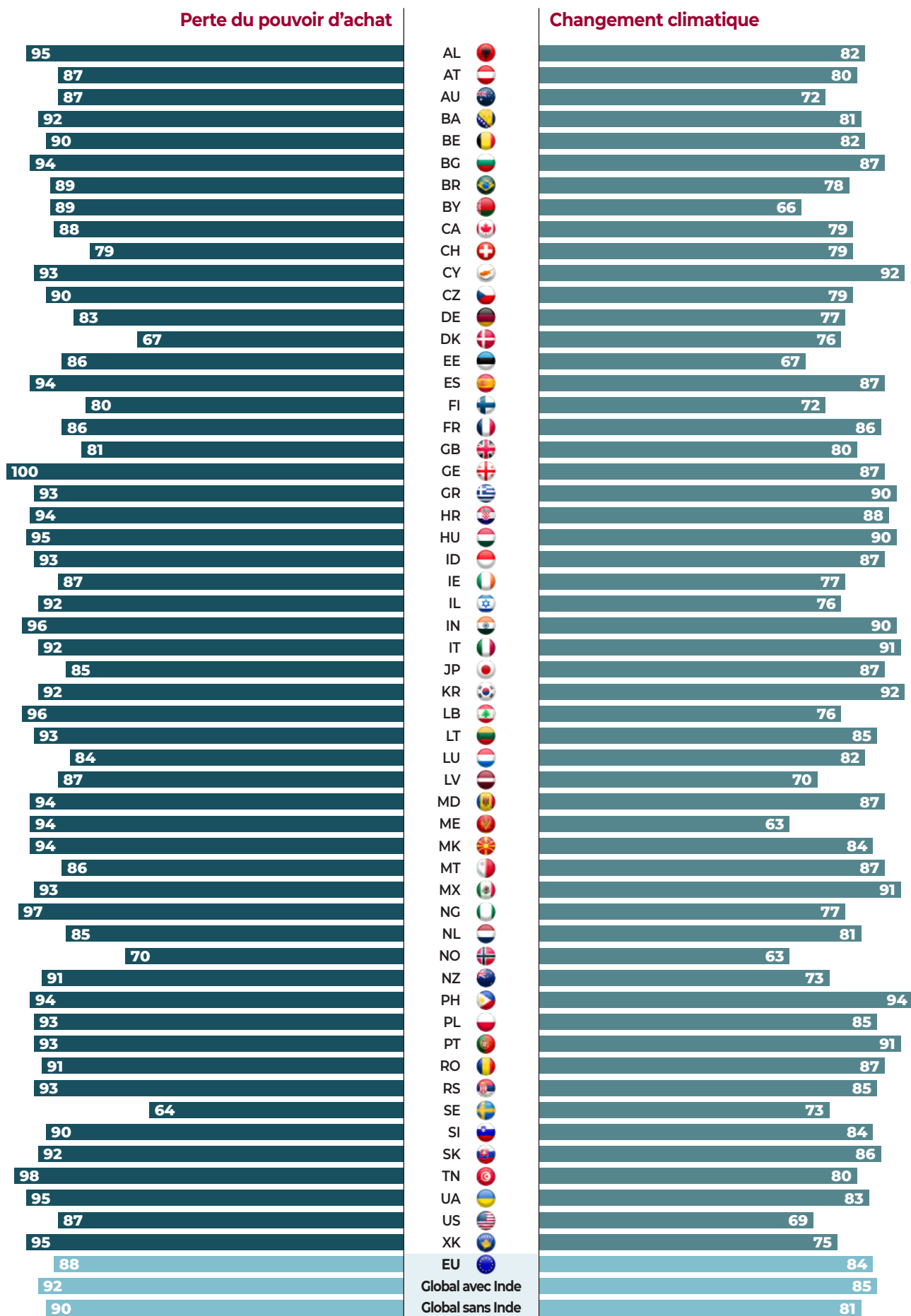
Traduction par la Fondation pour l'innovation politique.

Globalement, la perte du pouvoir d'achat préoccupe davantage que le changement climatique (en %)

Question : « À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout ? »

Réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »

Base : ensemble de l'échantillon



4. Les manipulations de l'information et les ingérences étrangères

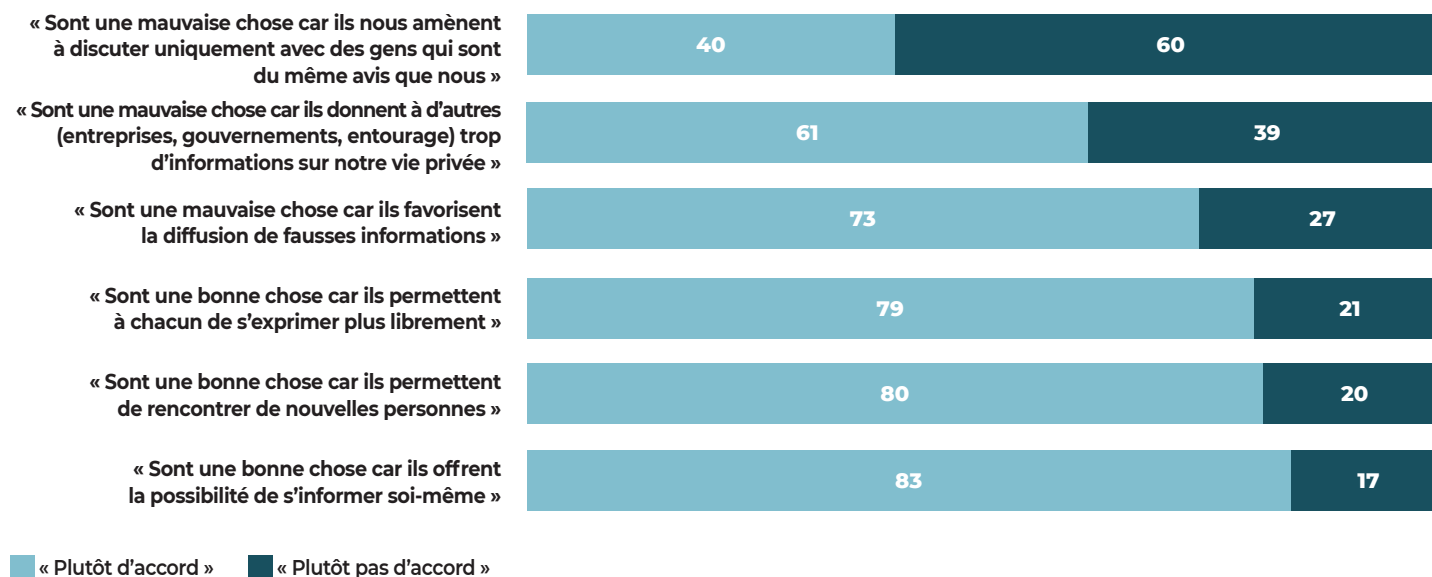
La naïveté des sociétés démocratiques peut être relativisée si l'on observe que la plupart des personnes interrogées (88%) s'accordent à dénoncer la perturbation des campagnes électorales par des puissances étrangères utilisant Internet et les réseaux sociaux. Ces dernières années, les cas se sont multipliés. Outre la Russie, la Turquie ou l'Iran, la Chine s'emploie également à peser sur les scrutins. Les Philippines ont été la cible d'une campagne de désinformation et d'influence menée par Pékin sur Facebook, en soutien à la candidature à l'élection présidentielle de Rodrigo Duterte, en 2016. La Chine a continué à manipuler la politique philippine jusqu'à ce qu'en septembre 2020 Facebook supprime les réseaux menant cette campagne de désinformation sur son site⁸. De toutes les populations interrogées dans notre enquête, les Philippines sont d'ailleurs ceux que l'ingérence de puissances étrangères dans les campagnes électorales inquiète le plus (96%).

L'apparition d'un espace public transnational et numérique est à la fois une ressource et un défi pour le monde démocratique. Notre enquête montre que le déclin de l'espace médiatique traditionnel (presse, télévision et radios) trouve sa source dans une attente frustrée de services et de capacités en matière d'informations et de communication : accessibilité, socialité, étendue de l'offre, permanence de l'information, prix, etc. C'est la raison du succès des réseaux sociaux. Ils ont su répondre et satisfaire cette attente. C'est pourquoi ils font l'objet d'une évaluation ambivalente dans l'opinion. Ils rendent possible les ingérences étrangères dans les campagnes électorales, mais ils permettent aussi une forme d'émancipation du public. Ainsi, d'un côté, les réseaux sociaux sont perçus défavorablement par une très large majorité qui y voit « une mauvaise chose car ils favorisent la diffusion de fausses informations » (73%) ; de l'autre, ils sont perçus comme « une bonne chose car ils offrent la possibilité de s'informer soi-même » (83%).

L'ambivalence de l'opinion face aux réseaux sociaux (en %)

Question : « À propos d'Internet et des réseaux sociaux, de manière générale, que pensez-vous des opinions suivantes : Internet et les réseaux sociaux... »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : à la question « à propos d'Internet et des réseaux sociaux, de manière générale, que pensez-vous des opinions suivantes : Internet et les réseaux sociaux... », 61% des personnes interrogées sont « plutôt d'accord » avec l'idée qu'ils « sont une mauvaise chose car ils donnent à d'autres (entreprises, gouvernements, entourage) trop d'informations sur notre vie privée ».

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

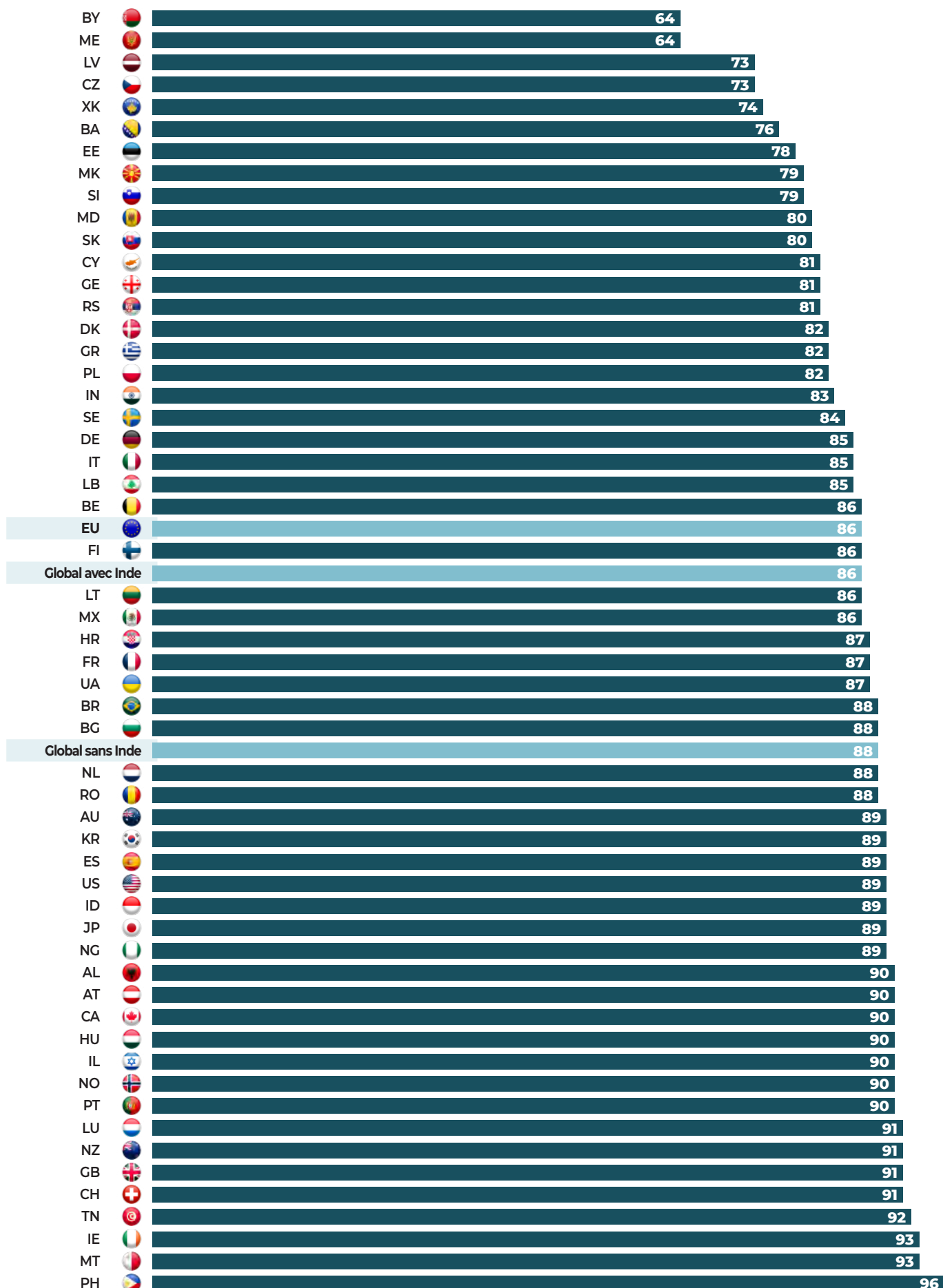
8. Voir Gregory Winger, « China's Disinformation Campaign in the Philippines », thediplomat.com, 6 octobre 2020 (<https://thediplomat.com/2020/10/chinas-disinformation-campaign-in-the-philippines>).

La peur de l'ingérence de puissances étrangères dans les campagnes électorales est massive (en %)

Question : « Au cours des dernières années, on a vu des puissances étrangères perturber les campagnes électorales et les élections de certains pays, par le biais d'Internet et des réseaux sociaux, notamment par la diffusion de fausses informations. Selon vous, c'est une menace pour la démocratie... ? »

Réponses : « très importante » et « plutôt importante »

Base : ensemble de l'échantillon



Dans l'ensemble, les trois quarts des répondants (73%) estiment que les Big Tech, ou GAFAM, ont un pouvoir trop important en matière d'information et de débat public, et qu'ainsi leur gouvernement devrait les contrôler davantage. Alors que l'Union européenne ne possède pas de géant du Web, la plupart de ses citoyens (79%) partagent également cette opinion. C'est en particulier le cas des Néerlandais, des Luxembourgeois, des Belges, des Irlandais, des Espagnols, des Finlandais, des Allemands, des Autrichiens ou encore des Français.

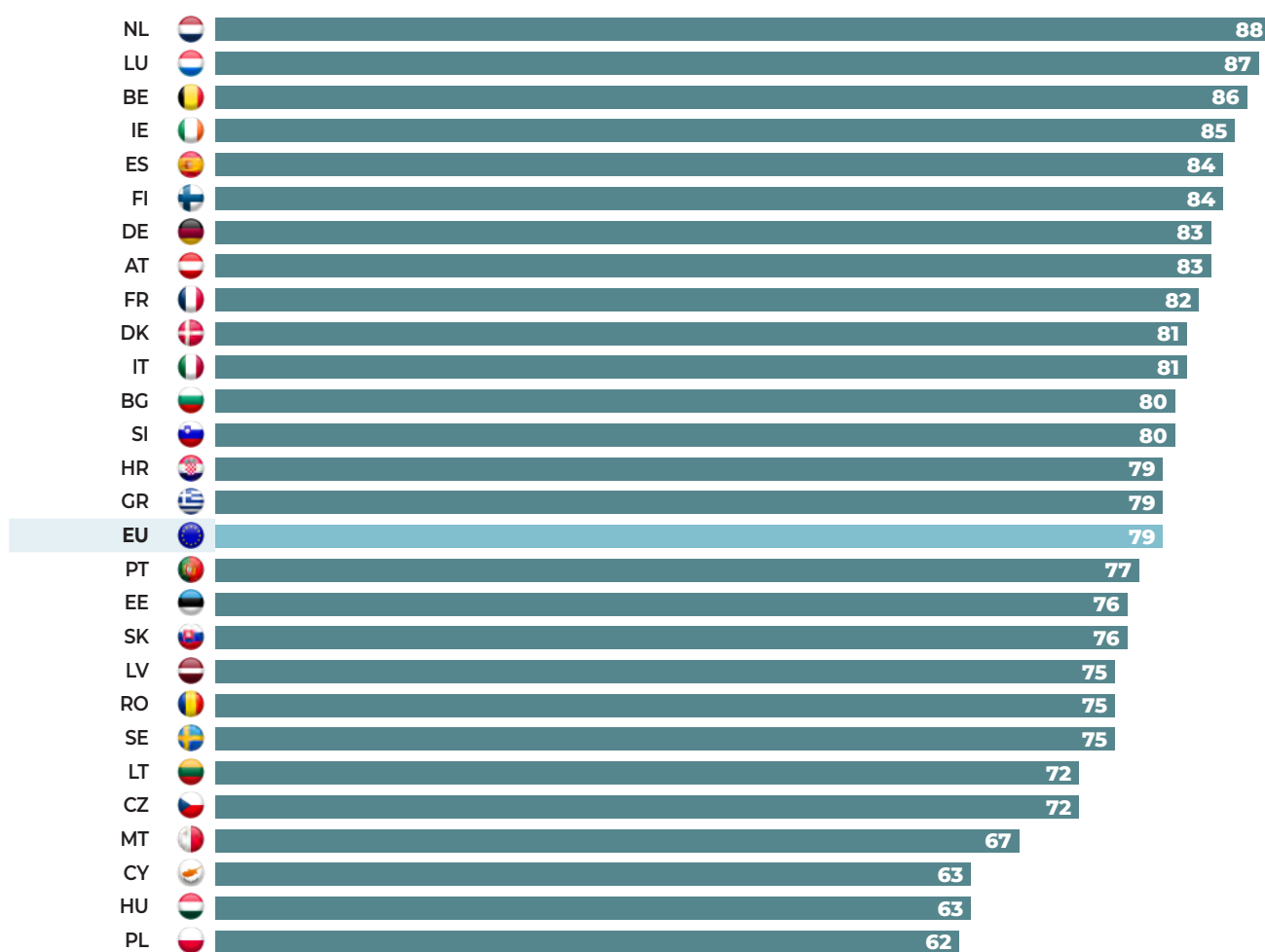
Mais la demande d'une plus grande régulation est aussi très largement répandue aux États-Unis (70%), patrie des Big Tech, ou dans les pays anglo-saxons, comme en Australie (83%), au Royaume-Uni (83%), en Nouvelle-Zélande (81%) ou au Canada (74%), soit des résultats proches ou supérieurs à la moyenne globale (73%). Les sociétés démocratiques ne veulent renoncer ni aux nouveaux bénéfices qu'autorise l'avènement des réseaux sociaux, ni à l'impératif de régulation publique.

Attachés aux réseaux sociaux, les Européens demandent plus de régulation (en %)

Question : « Êtes-vous d'accord avec la proposition suivante : Les Big Tech ou "GAFAM" (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) ont un pouvoir trop important dans l'information et le débat public et notre Gouvernement devrait pouvoir les contrôler davantage ? »

Réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

Base : pays de l'Union européenne



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Les Irlandais et les Luxembourgeois sont également favorables à une régulation publique des GAFAM

C'est en Irlande que Facebook et Google se sont installés et c'est au Luxembourg qu'Amazon a son siège européen. Pourtant, la plupart des Luxembourgeois (87%) et des Irlandais (85%) considèrent que les Big Tech ont « un pouvoir trop important dans l'information et le débat public et que leur gouvernement devrait pouvoir les contrôler davantage », soit un niveau très supérieur à la moyenne globale (73%) et même à la moyenne des pays de l'Union européenne (79%).

DANS UN MONDE DÉMOCRATIQUE FRAGILISÉ, L'ATTACHEMENT À L'UNION EUROPÉENNE SE RENFORCE

Les démocraties se retrouvent dans une situation périlleuse trente ans après la chute du mur de Berlin qui marquait pourtant leur triomphe. D'après Freedom House, sur les 41 pays régulièrement classés "libres" de 1985 à 2005, 22 ont enregistré des baisses sensibles de la liberté au cours des cinq dernières années. Ce processus de régression n'épargne pas les ensembles démocratiques qui paraissent plus solides. Ainsi, dans l'Union européenne, des gouvernements élus remettent en cause l'État de droit en se revendiquant d'une « démocratie illibérale ». La disparition de l'Union européenne est l'un des principaux points programmatiques du discours protestataire. Or, dans son principe, l'Union européenne, comme idée et comme institution, est l'une des réponses les plus élaborées que les nations ont su mettre en place afin de redimensionner leur puissance. Le procès fait à l'Union européenne de n'être pas démocratique est paradoxal puisque le projet de cette « union toujours plus étroite » est précisément de dimensionner la puissance des nations démocratiques à l'échelle du monde. Ainsi, l'élection au suffrage universel du Parlement européen, depuis 1979, ou encore l'invention d'une citoyenneté européenne, en 1992, esquissent une politique démocratique postnationale. Dans l'histoire de la démocratie, l'Union européenne est ainsi devenue la première organisation politique transnationale impliquant une assemblée élue au suffrage universel, et elle est encore la seule. Comment ne pas voir dans cette entreprise la seule tentative sérieuse de régénérer l'idée démocratique et d'inscrire son modèle de gouvernement par le consentement des gouvernés dans un cadre compatible avec la globalisation ?

1. L'opinion publique et l'idée européenne	47
Le soutien à l'euro contient la poussée populiste	48
Les Européens font davantage confiance aux institutions européennes que nationales	49
2. Les Balkans occidentaux : entre aspirations européennes et lassitude	52
La volonté d'adhésion à l'Union européenne est contrastée	52
Une région convoitée par les puissances autoritaires	52
3. Le souhait d'une armée européenne est conforté	53
Plus de la moitié des Européens (55%) sont favorables à la création d'une armée commune	54
Les populations les plus favorables à une armée européenne habitent les régions traversées par des tensions géopolitiques	54
4. Brexit : le jugement contrasté d'une décision historique	55

1. L'opinion publique et l'idée européenne

Une majorité d'Européens (UE) interrogés (52%) considèrent que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne est « une bonne chose ». C'est 3 points de plus par rapport à notre enquête de 2018 (49%) et 7 points de plus par rapport à celle de 2017¹ (45%). Seule une minorité (18%) estiment que leur appartenance est « une mauvaise chose ». Un tiers (30%) répondent que ce n'est « ni une bonne chose, ni une mauvaise

chose ». Initialement mise au défi de l'efficacité, l'invention d'une politique vaccinale commune pendant la crise du coronavirus a sans doute non seulement préservé mais aussi renforcé l'attachement à l'Union européenne, de même que le plan de relance historique. Si l'UE paraît parfois abstraite ou désincarnée, la crise sanitaire a permis de la voir sous un jour différent et, finalement, avec un jugement plus favorable.

L'attachement à l'Union européenne en 2017, 2018 et 2021 (en %)

Question : « De manière générale, pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie de l'Union européenne est... »

Base : pays de l'Union européenne

		2017			2018			2021		
		« Une bonne chose »	« Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose »	« Une mauvaise chose »	« Une bonne chose »	« Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose »	« Une mauvaise chose »	« Une bonne chose »	« Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose »	« Une mauvaise chose »
AT		42	30	28	42	31	27	45	30	25
BE		43	35	22	45	34	21	46	34	20
BG		47	36	17	45	41	14	52	37	11
CY		-	-	-	36	37	27	66	24	10
CZ		20	39	41	34	35	31	33	36	31
DE		51	30	19	52	29	19	47	32	21
DK		48	29	23	53	25	22	55	26	19
EE		52	36	12	59	31	10	60	31	9
ES		49	31	20	56	28	16	64	26	10
FI		57	29	14	52	27	21	52	28	20
FR		38	37	25	42	35	23	43	35	22
GR		34	36	30	44	30	26	51	32	17
HR		30	51	19	37	45	18	48	36	16
HU		51	39	10	57	31	12	61	31	8
IE		-	-	-	74	16	10	75	14	11
IT		33	33	34	36	33	31	49	30	21
LT		62	30	8	61	30	9	60	29	11
LU		-	-	-	77	18	5	70	23	7
LV		40	44	16	51	38	11	44	37	19
MT		-	-	-	61	30	9	60	28	12
NL		43	34	23	48	35	17	52	30	18
PL		63	27	10	63	27	10	63	27	10
PT		65	21	14	72	20	8	79	16	5
RO		54	32	14	58	30	12	59	27	14
SE		37	32	31	53	28	19	43	33	24
SI		-	-	-	36	43	21	57	34	9
SK		41	42	17	43	40	17	47	34	19
EU		45	33	22	49	31	20	52	30	18

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

1. Voir Dominique Reynié (dir). *Démocraties sous tension*, vol. I : « Les enjeux » et vol. II : « Les pays », Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute, 2019 (les deux volumes sont téléchargeables sur le site fondapol.org), et *Id.*, *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Plon, 2017. À la différence des deux dernières mesures en 2018 et en 2021, la moyenne de l'Union européenne en 2017 ne contenait pas les données de Chypre, de l'Irlande, du Luxembourg, de Malte et de la Slovaquie, le poids démographique de ces pays restant mineur sur l'ensemble de l'Union européenne. De plus, les moyennes de l'Union européenne en 2017, 2018 et 2021 n'incluent pas le Royaume-Uni en raison du référendum sur le Brexit intervenu juin 2016.

Le soutien à l'euro contient la poussée populiste

L'attachement à l'Union européenne doit également se mesurer au regard du rapport que les habitants entretiennent avec la monnaie européenne. Les citoyens voient dans l'euro une protection de leur patrimoine que le retour aux monnaies nationales mettrait en péril. Le soutien à l'euro repose donc sur un intérêt bien compris. Le discours anti-euro, longtemps adopté par les populistes, est désormais perçu comme une menace pour le patrimoine matériel des Européens... aussi longtemps que l'euro demeurera solide. C'est ainsi que les deux tiers des citoyens de la zone euro (64%) déclarent vouloir conserver la monnaie européenne. Un quart (28%)

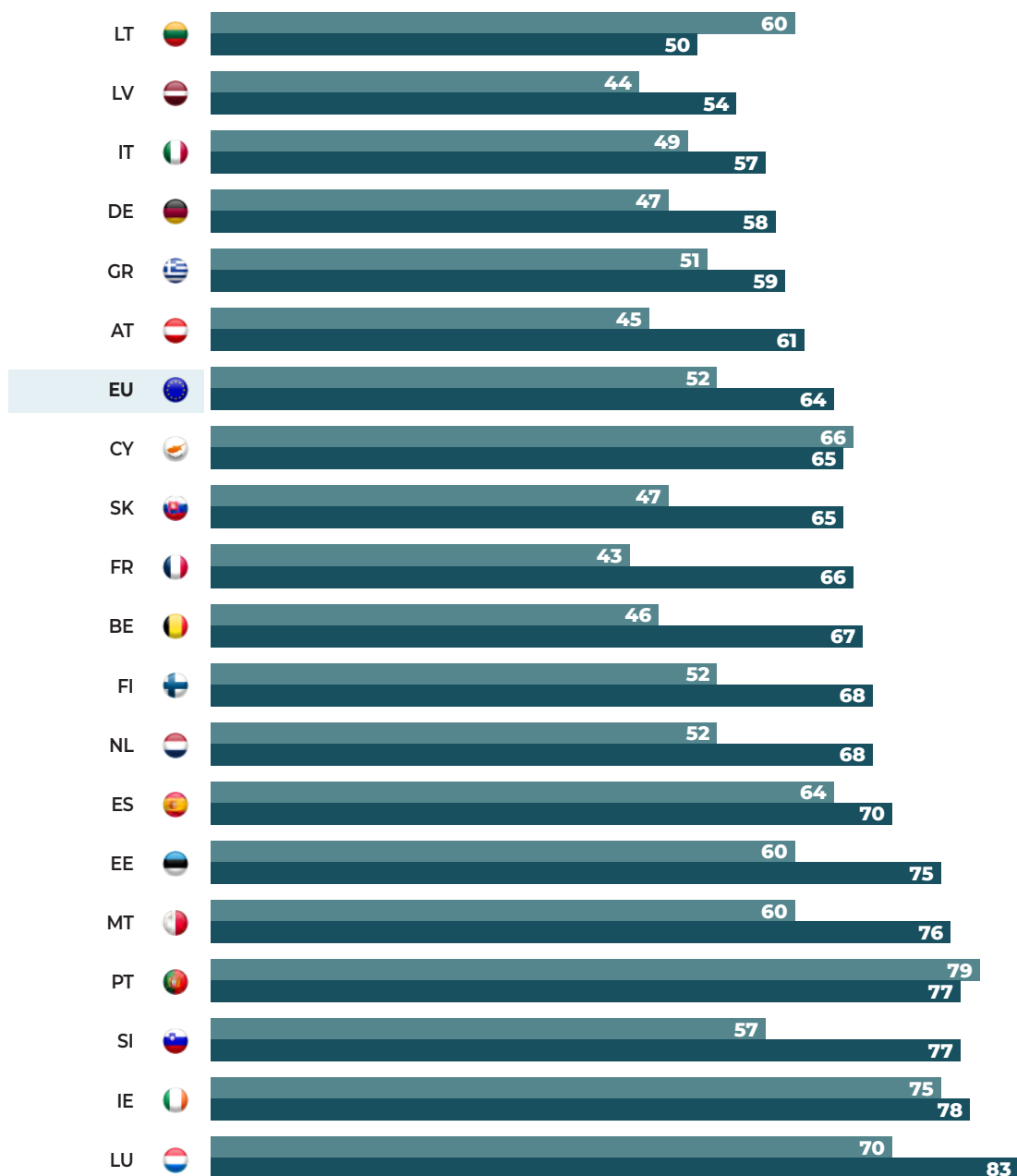
préféreraient revenir à la monnaie nationale mais estiment que cela n'est pas possible. Seule une petite minorité (8%) considèrent que l'abandon de l'euro est à la fois souhaitable et possible. Comme nous l'avons déjà observé au cours de nos deux précédentes enquêtes de 2017 et 2018, le soutien à la monnaie européenne est plus fort que le soutien à l'Union européenne dans la plupart des pays de la zone euro². En 2021, seuls Chypre, la Lituanie et le Portugal présentent un schéma d'opinion inverse.

Si le soutien à l'euro est plus fort chez les personnes qui estiment que leur niveau de vie s'est amélioré (72%), il reste cependant important chez celles qui jugent que leur niveau de vie s'est dégradé (51%).

Le soutien à l'euro est plus marqué que le soutien à l'Union européenne (en %)

Questions : « De manière générale, pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie de l'Union européenne est... » ;
« Par rapport à l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : pays de la zone euro



■ « Le fait pour votre pays de faire partie de l'Union européenne est « une bonne chose »

■ « Vous souhaitez que votre pays conserve l'euro comme monnaie »

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

2. Ibid.

L'attachement à l'euro reste élevé dans les différents groupes sociodémographiques (en %)

Questions : « Par rapport à l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : pays de la zone euro

		« Vous souhaitez que votre pays conserve l'euro comme monnaie »	« Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale mais vous pensez que cela n'est pas possible »	« Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale et vous pensez que cela est possible »
	Moyenne zone euro	64	28	8
Genre	Hommes	65	26	9
	Femmes	62	30	8
Âge	18-34 ans	67	27	6
	35-59 ans	58	31	11
	60 ans et plus	68	25	7
Catégories socioprofessionnelles	Cadres dirigeants d'entreprise	72	21	7
	Professions intellectuelles et scientifiques	77	18	5
	Professions intermédiaires salariées	70	24	6
	Petits entrepreneurs	61	31	8
	Employés qualifiés	62	31	7
	Ouvriers qualifiés	53	35	12
	Personnels de services et employés de commerces, ouvriers peu qualifiés et manoeuvres	49	42	9
	Retraités	67	25	8
Catégorie d'agglomération	Sans emploi	60	30	10
	Villes de moins de 15 000 habitants	61	30	9
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	64	28	8
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	68	25	7
Autopositionnement sur l'échelle gauche-droite	Villes de plus de 500 000 habitants	65	25	10
	Gauche	75	21	4
	Centre	62	29	9
Intérêt pour la politique	Droite	59	31	10
	Oui	66	26	8
Opinion sur la mondialisation	Non	59	32	9
	La mondialisation est une opportunité	75	21	4
	La mondialisation est une menace	49	37	14

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Les Européens font davantage confiance aux institutions européennes que nationales

Au sein de l'Union européenne, la confiance dans la Commission européenne (47 %) et le Parlement européen (47 %) est relativement élevée compte tenu du discrédit qui frappe les institutions politiques. Ce résultat est d'autant plus frappant si l'on compare avec les institutions nationales des États membres : en moyenne, 41 % des Européens (UE) disent avoir

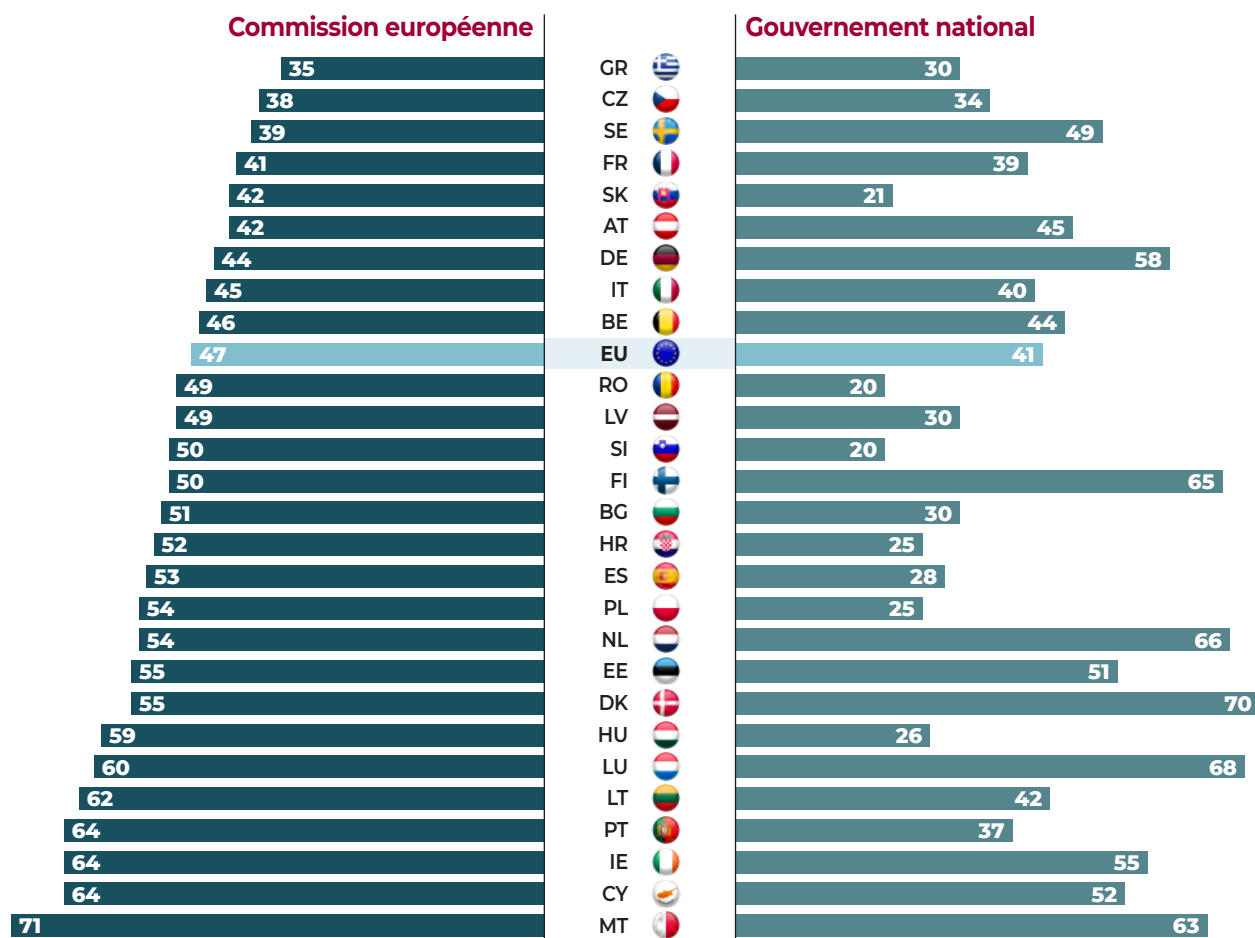
confiance dans leur gouvernement national et 44 % dans leur parlement national. Dans chaque pays, nous enregistrons des niveaux de confiance comparables à l'égard de la Commission européenne et du Parlement européen. En France, l'un des pays où la confiance à l'égard des institutions européennes est la plus basse, on observe le même constat : 41 % des répondants font confiance à la Commission européenne et au Parlement européen.

La confiance dans la Commission européenne dépasse la confiance dans les gouvernements nationaux... (en %)

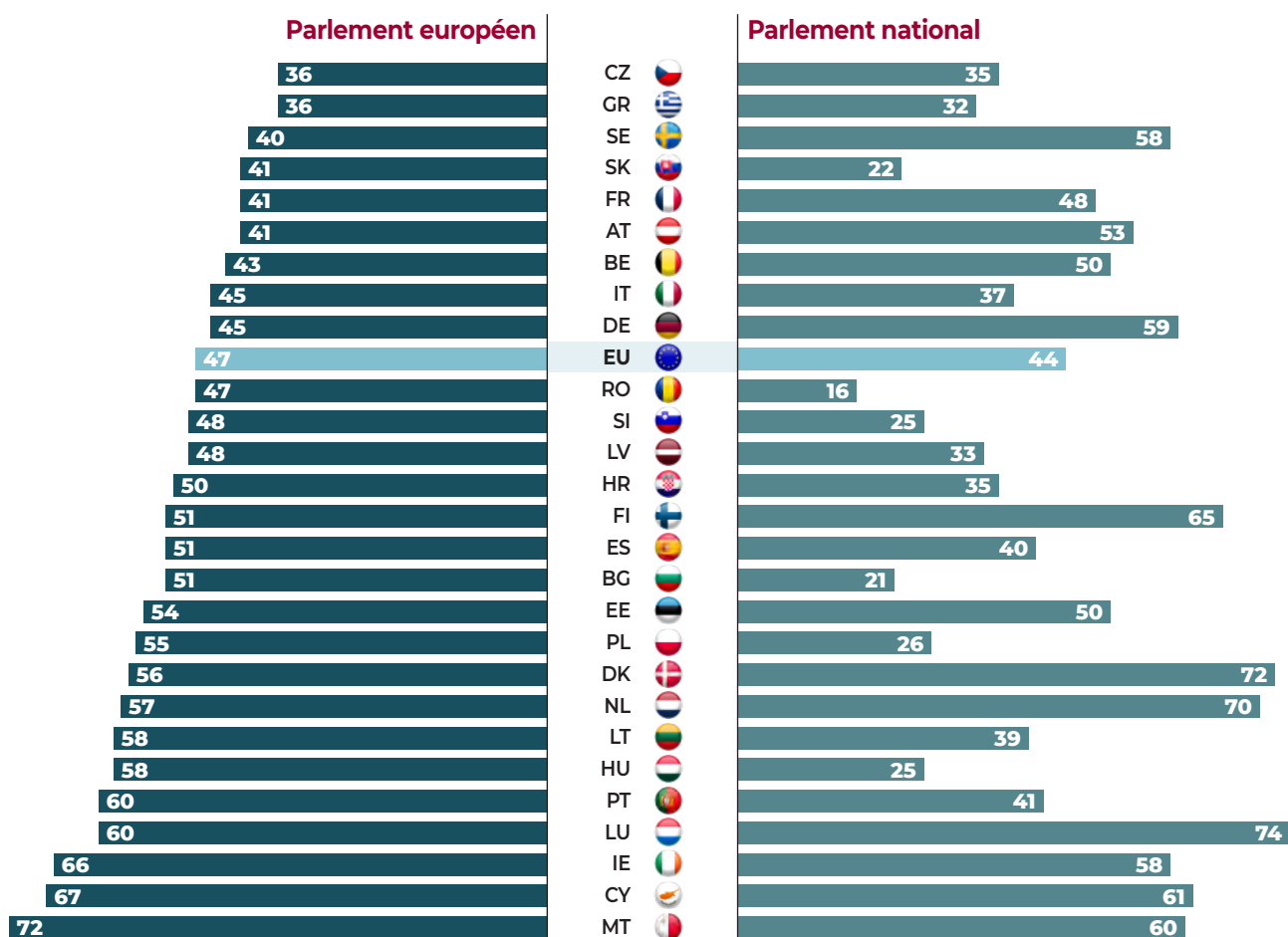
Question : « Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout en elle »

Réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »

Base : pays de l'Union européenne



... tout comme la confiance dans le Parlement européen dépasse la confiance dans les parlements nationaux (en %)



Au sein de l'Union européenne, si les populations des pays de l'Est sont celles qui font le plus confiance aux institutions européennes, elles sont aussi les plus méfiantes à l'égard de leurs institutions nationales. Cette défiance se manifeste en particulier lorsqu'on interroge sur les principales menaces pour la démocratie dans le pays. En effet, à l'Ouest,

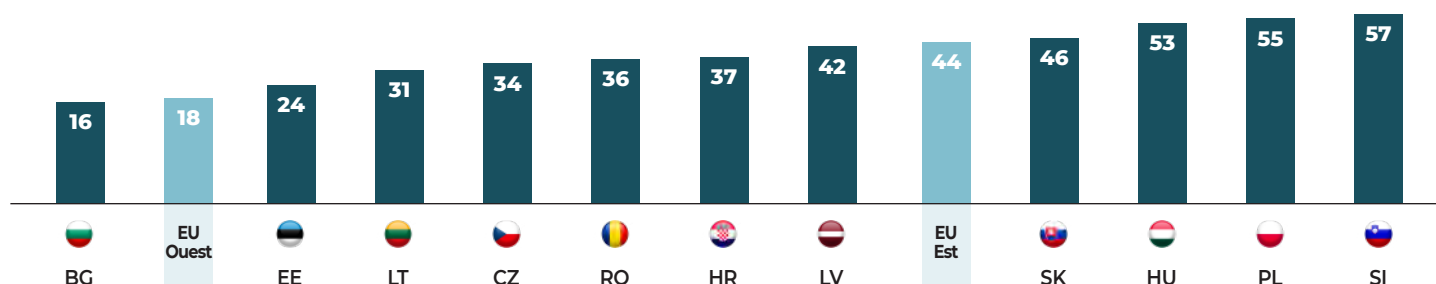
un cinquième (18%) des répondants citent leur propre gouvernement ; ce chiffre monte à 44% dans les pays de l'Est. La confiance dans les institutions européennes laisse à penser que l'Union européenne est perçue par une partie de l'opinion comme un moyen de protéger la démocratie face à la dérive autoritaire du gouvernement national.

En Europe de l'Est, le gouvernement national est plus souvent perçu comme une menace pour la démocratie (en %)

Question : « Selon vous, qu'est-ce qui menace le plus la démocratie dans votre pays ? En premier ? Et en deuxième ? »

Réponse : « le gouvernement actuel » (en premier et en deuxième)

Base : pays de l'Est de l'Union européenne

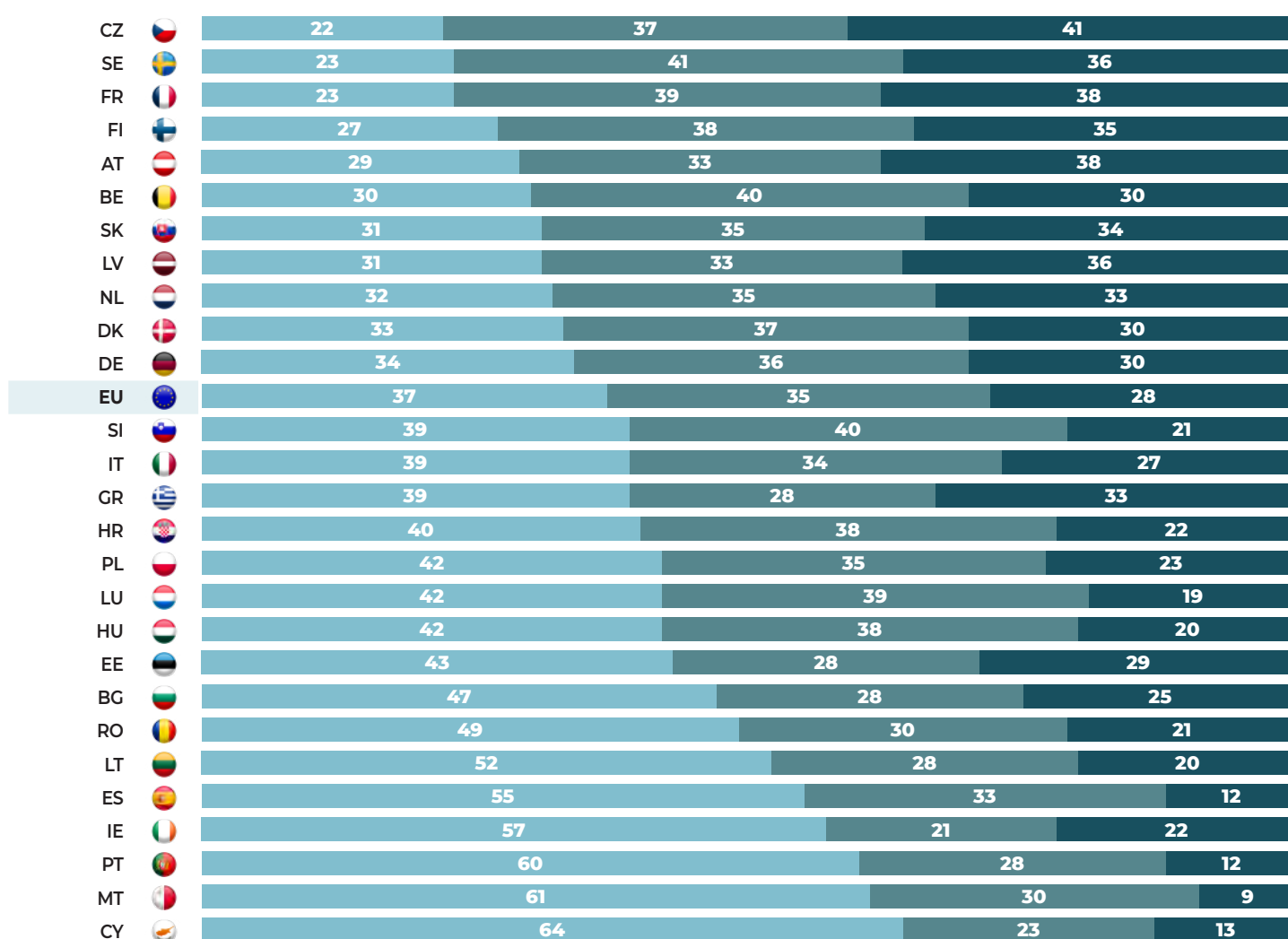


© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

L'idée européenne et l'idée démocratique demeurent en tension (en %)

Question : « Pensez-vous qu'appartenir à l'Union européenne... »

Base : pays de l'Union européenne



« Renforce plutôt la démocratie dans votre pays »

« N'a pas d'effet sur la démocratie dans votre pays »

« Affaiblit plutôt la démocratie dans votre pays »

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

2. Les Balkans occidentaux : entre aspirations européennes et lassitude

La volonté d'adhésion à l'Union européenne est contrastée

Dans les Balkans occidentaux, l'adhésion à l'Union européenne est considérée comme une bonne chose par une majorité de répondants (54%). Ils sont 29% à penser que ce ne serait « ni une bonne ni une mauvaise chose », 17% y voient « une mauvaise chose ». Les résultats par pays sont très contrastés. Si la plupart des Albanais et des Kosovars voient

d'un bon œil leur adhésion à l'Union européenne, seul un Macédonien sur deux et un Serbe sur trois partagent cet avis. En Bosnie-Herzégovine, la partition ethnique du pays peut jouer un rôle important, les habitants des régions serbes, comme la Republika Srpska, jugeant plus négativement leur potentielle adhésion à l'Union européenne : 40% d'entre eux pensent que ce serait « une bonne chose », 18% « une mauvaise chose » et 42% « ni l'un ni l'autre ».

L'aspiration à l'Union européenne dans les Balkans occidentaux (en %)

Question : « De manière générale, pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie de l'Union européenne serait... »

Base : pays des Balkans occidentaux

	AL 	BA 	ME 	MK 	RS 	XK 
« Une bonne chose »	83	56	63	50	33	83
« Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose »	14	33	21	28	41	8
« Une mauvaise chose »	3	11	16	22	26	9

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Les effets attendus d'une adhésion sur la démocratie dans les Balkans occidentaux (en %)

Question : « Pensez-vous qu'appartenir à l'Union européenne... »

Base : pays des Balkans occidentaux

	AL 	BA 	ME 	MK 	RS 	XK 
« Renforcerait plutôt la démocratie dans votre pays »	80	59	59	46	38	76
« N'aurait pas d'effet sur la démocratie dans votre pays »	16	30	28	34	47	8
« Affaiblirait plutôt la démocratie dans votre pays »	4	11	13	20	15	16

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Une région convoitée par les puissances autoritaires

La Serbie est le pays qui voit le plus négativement son adhésion à l'Union européenne, alors même qu'elle fait partie des États des Balkans occidentaux les plus avancés dans les négociations d'adhésion : 39% des Serbes disent être inquiets de l'attitude de l'Union européenne sur la scène internationale, tout en réaffirmant leur affinité culturelle et historique avec la Russie qu'ils jugent majoritairement rassurante (56%).

La Turquie est jugée rassurante par 40% des Albanais, 45% des Monténégrins, 48% des Bosniens, 54% des Macédoniens et 69% des Kosovars. Les Serbes sont les seuls à se dire plus inquiets (42%) que rassurés (9%). Ce sentiment d'inquiétude n'est partagé que par une minorité de Kosovars (10%), de Macédoniens (15%), de Monténégrins (17%), de Bosniens (18%) et d'Albanais (23%). Enfin, la plupart des Bosniens et des Monténégrins (74%), des Macédoniens (75%) et des

Serbes (76%), et dans une moindre mesure, des Albanais (63%) souhaitent l'approfondissement des relations de leur pays avec la Chine, dont l'influence dans les Balkans occidentaux s'est renforcée au cours de ces dernières années : les Balkans occidentaux font partie de l'initiative « 17 + 1 », lancée par Pékin en 2012, et marquant la volonté d'établir une étroite collaboration avec les pays de l'Est. Notons qu'étant donné que la Chine exclut de ces projets le Kosovo dont elle ne reconnaît pas l'indépendance, les personnes interrogées dans ce pays se montrent hostiles (55%) à l'approfondissement des relations de leur pays avec Pékin.

Les rapports des Balkans occidentaux avec les États-Unis sont à nuancer : la plupart des Kosovars (87%) et la majorité des Albanais (65%) trouvent rassurante leur position sur la scène internationale. Cette appréciation est moins partagée au Monténégro (46%) et en Macédoine du Nord (43%), ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine (35%). En revanche, seuls 11% des Serbes disent être rassurés par la puissance américaine.

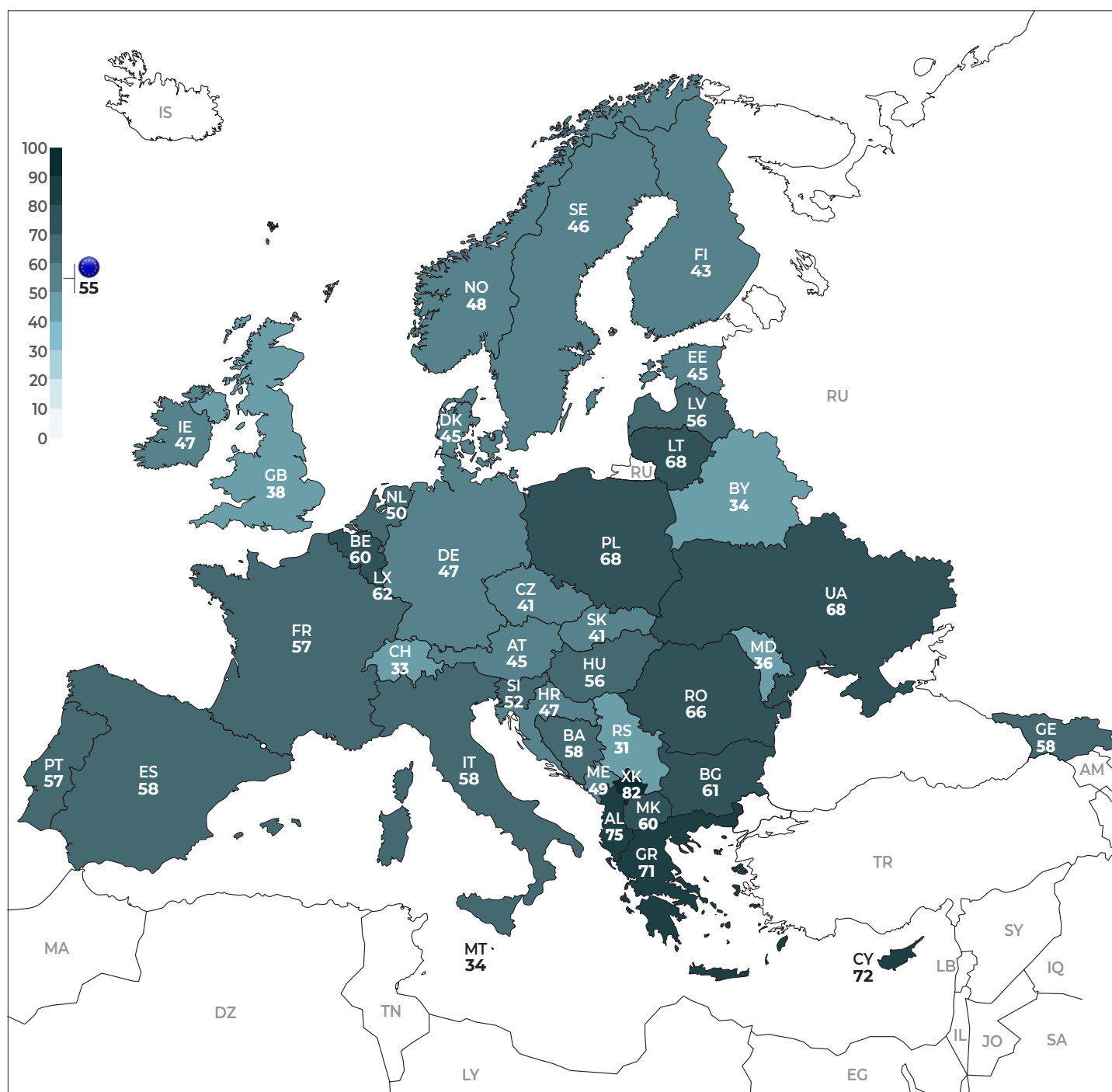
3. Le souhait d'une armée européenne est conforté

Le soutien à la création d'une armée européenne en Europe (en %)

Question : « Souhaiteriez-vous que l'Union européenne se dote d'une armée commune à tous les États membres, en complément de celle de chaque pays ? »

Réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »

Base : pays du continent européen



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Plus de la moitié des Européens (55 %) sont favorables à la création d'une armée commune

L'idée d'une armée européenne remonte au projet de Communauté européenne de défense (CED), au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cette idée échoua à se concrétiser en 1954. Depuis, le projet d'une défense commune revient régulièrement sur le devant de la scène. En 2017, le président français Emmanuel Macron a annoncé vouloir lancer un projet militaire commun, suivi, en 2018, par la chancelière Angela Merkel³. Établir une union de la sécurité et de la défense est également l'une des priorités déclarée de la Commission européenne d'Ursula von der Leyen⁴. Récemment, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre, telles que le lancement en 2017 de la coopération structurée permanente (PESCO)⁵, permettant à certains États membres de développer leur collaboration dans le domaine de la défense, ou le Fonds européen de défense (FED), voté par le Parlement européen pour la première fois en avril 2021.

Selon les données de notre enquête, plus de la moitié (55%) des Européens (UE) interrogés sont favorables à la création d'une armée commune en plus des armées nationales, malgré une baisse, en 2021, de 4 points par rapport au niveau enregistré en 2018 (59%) et de 2 points par rapport à 2017 (57%)⁶.

Au sein de l'Union européenne, les résultats sont incertains parmi les pays fondateurs : les Luxembourgeois (62%), les Belges (60%), les Italiens (58%) et les Français (57%) y sont favorables, l'opinion néerlandaise est divisée (50%) et les Allemands y sont hostiles (53%). En 2018, seuls 6 des 27 États membres étaient majoritairement opposés à la création d'une armée européenne, ils sont 11 en 2021.

Au nord de l'Europe, les populations y sont plus souvent hostiles, tels les Finlandais (43%), les Danois (45%), les Suédois (46%) et les Irlandais (47%). Nous remarquons que parmi ces pays, la Finlande, l'Irlande et la Suède ont inscrit le principe de neutralité dans leur Constitution et que leur statut d'État neutre est reconnu par la communauté internationale⁷. Le Danemark est quant à lui un pays anciennement neutre⁸.

En moyenne, dans l'Union européenne, l'opinion publique dans les pays de l'Est est plus favorable à une armée européenne (60%) que dans les pays d'Europe de l'Ouest (54%). Les pays qui ont adhéré à l'Union depuis 2004 se montrent favorables, notamment la Roumanie (66%) et la Bulgarie (61%). *A contrario*, les personnes interrogées y sont beaucoup moins favorables en République tchèque et en Slovaquie (41%), en Estonie (45%) et en Croatie (47%).

Après leur sortie effective de l'Union européenne, les Britanniques réaffirment leur désapprobation d'une armée européenne (62% en 2021, ils étaient 65% en 2018). Les Américains y sont, quant à eux, favorables (52%). De même, la moyenne des personnes interrogées dans les pays membres de l'OTAN (53% en 2021 et 52% en 2018) soutient l'idée d'une armée européenne. On note que parmi les pays de l'Union européenne membres de l'OTAN, le souhait de la création d'une armée européenne s'élève à 56%.

Les populations les plus favorables à une armée européenne habitent les régions traversées par des tensions géopolitiques

Le soutien à l'armée européenne rassemble près des trois quarts des Chypriotes (72%) et des Grecs (71%). En 2018, ils étaient respectivement 54% et 68% à approuver cette idée. L'évolution du conflit avec la Turquie au sujet des droits d'exploration pétrolière et gazière en Méditerranée pèse évidemment pour beaucoup dans ce résultat⁹ : la plupart des Chypriotes (95%) et des Grecs (85%) jugent inquiétante la position de la Turquie sur la scène internationale (contre 37% pour l'ensemble des pays).

Les relations des États de l'Union européenne avec la Russie sont également un facteur déterminant le souhait d'une armée européenne. En effet, plus des deux tiers des Litوانيens et des Polonais (68%) soutiennent le projet d'une armée européenne, quand 70% des Litوانيens et 75% des Polonais s'inquiètent de la position de la Russie sur la scène internationale. Ces deux pays se trouvent de part et d'autre de l'enclave russe de Kaliningrad, devenue une importante base militaire.

Dans l'opinion, la perception d'une menace russe ne s'arrête pas aux frontières de l'Union européenne. Les pays impliqués dans des conflits territoriaux avec la Russie sont majoritairement favorables à la création d'une armée européenne. La Russie est jugée inquiétante par la majorité des Géorgiens (82%), également favorables à une armée européenne (58%). De même, l'attitude de la Russie inquiète les Ukrainiens (69%), qui soutiennent la création d'une armée européenne (68%). Dans les Balkans occidentaux, les Albanais (58%) et les Kosovars (77%) qui sont particulièrement nombreux à trouver la Russie inquiétante sont également les plus favorables à une armée européenne (75% des Albanais et 82% des Kosovars).

3. Voir Guy Chazan et Jim Brunsden, « Merkel backs Macron's call for creation of European army », *ft.com*, 13 novembre 2018 (www.ft.com/content/3f5c6c74-e752-11e8-8a85-04b8afea6ea3).

4. Voir Daniel Boffey, « Von der Leyen: EU must acquire 'political will' to build own military », *theguardian.com*, 15 septembre 2021 (www.theguardian.com/world/2021/sep/15/von-der-leyen-eu-state-of-union-speech-political-will-build-own-military).

5. « Décision (PESC) 2017/2315 du Conseil du 11 décembre 2017 établissant une coopération structurée permanente (CSP) et fixant la liste des États membres participants », *Journal officiel de l'Union européenne*, n° L331, 14 décembre 2017 (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32017D2315&from=FR>).

6. La moyenne de l'Union européenne de 2017 ne contenait pas les données de Chypre, de l'Irlande, du Luxembourg, de Malte et de la Slovaquie. Les moyennes de l'Union européenne de 2017, 2018 et 2021 n'incluent pas le Royaume-Uni en raison du référendum sur le Brexit intervenu en juin 2016.

7. Voir Stanley R. Sloan, « NATO's 'neutral' European partners: valuable contributors or free riders? », *nato.int*, 23 avril 2013 (www.nato.int/docu/review/articles/2013/04/23/natos-neutral-european-partners-valuable-contributors-or-free-riders/index.html).

8. Voir « Denmark and NATO », *nato.int* (www.nato.int/cps/en/natohq/declassified_162357.htm).

9. Voir « A row between Turkey and Greece over gas is raising tension in the eastern Mediterranean », *economist.com*, 20 août 2020 (www.economist.com/international/2020/08/20/a-row-between-turkey-and-greece-over-gas-is-raising-tension-in-the-eastern-mediterranean, en accès réservé).

4. Brexit : le jugement contrasté d'une décision historique

Depuis le vote historique de juin 2016 en faveur de sa sortie de l'Union européenne et la mise en œuvre de cette décision le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni est devenu un pays tiers de l'Union européenne. L'âpre divorce consommé, les Britanniques, les Européens et, plus globalement, l'ensemble des populations interrogées, peuvent porter un regard rétrospectif sur ce référendum qui a changé le visage du Royaume-Uni et de l'Union européenne. S'agissant du jugement des Britanniques sur l'avenir de leur pays, la moitié des répondants (48%) estiment que le pays s'en sortira moins bien en dehors de l'Union européenne ; seul un tiers (33%) pense qu'il s'en

sortira mieux, 19% considérant que cela n'aura pas d'effets. Rappelons qu'en 2016, le Brexit l'a emporté avec 51,9% des suffrages (17 410 742 voix pour, 16 141 241 voix contre), avec un taux de participation de 72,2%.

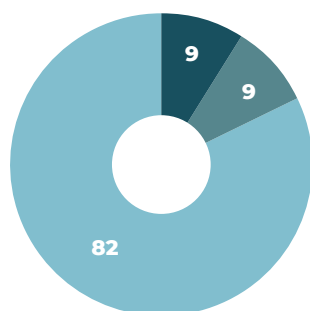
À l'échelle de l'Union européenne, la moitié des citoyens (47%) pensent que le Royaume-Uni s'en sortira moins bien en dehors de l'Union européenne. On observe que 61% des personnes favorables à l'euro sont de cet avis. De même, 66% des citoyens qui considèrent que l'Union européenne renforce la démocratie dans leur pays disent que le Royaume-Uni s'en sortira moins bien sans l'Union européenne.

Le Brexit : un vote protestataire de droite (en %)

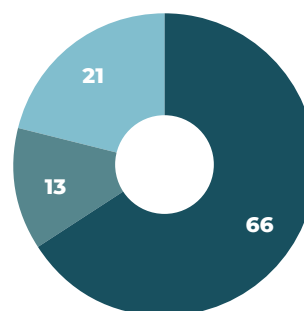
Question : « Selon vous, le Royaume-Uni... »

Base : Royaume-Uni

Politiquement à gauche



Politiquement à droite



- « S'en sortira mieux hors de l'Union européenne »
- « S'en sortira de la même manière avec ou sans l'Union européenne »
- « S'en sortira moins bien hors de l'Union européenne »

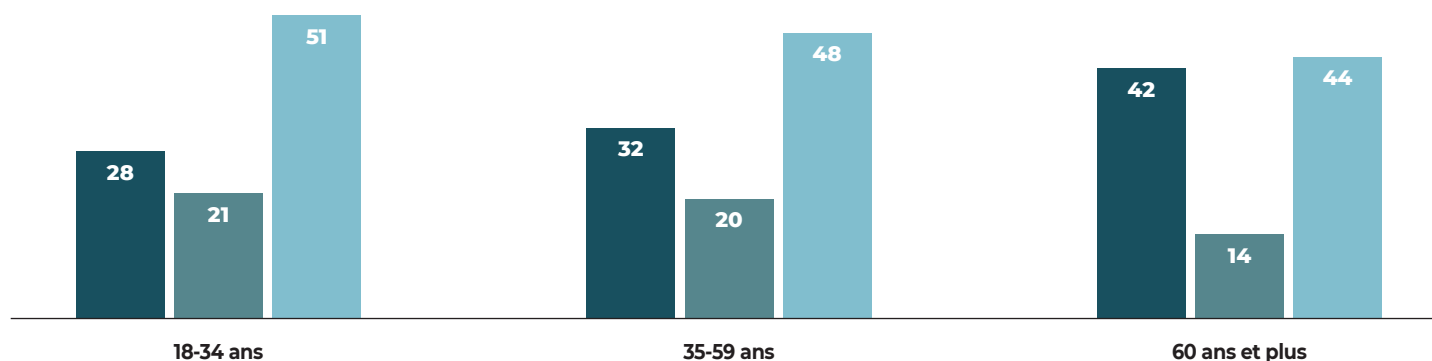
Grille de lecture : au Royaume-Uni, les deux tiers des personnes (66%) qui s'autopositionnent à droite estiment que leur pays « s'en sortira mieux hors de l'Union européenne ».

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Le Royaume-Uni hors de l'Union européenne : les jeunes Britanniques sont les plus inquiets (en %)

Question : « Selon vous, le Royaume-Uni... »

Base : Royaume-Uni



- « S'en sortira mieux hors de l'Union européenne »
- « S'en sortira de la même manière avec ou sans l'Union européenne »
- « S'en sortira moins bien hors de l'Union européenne »

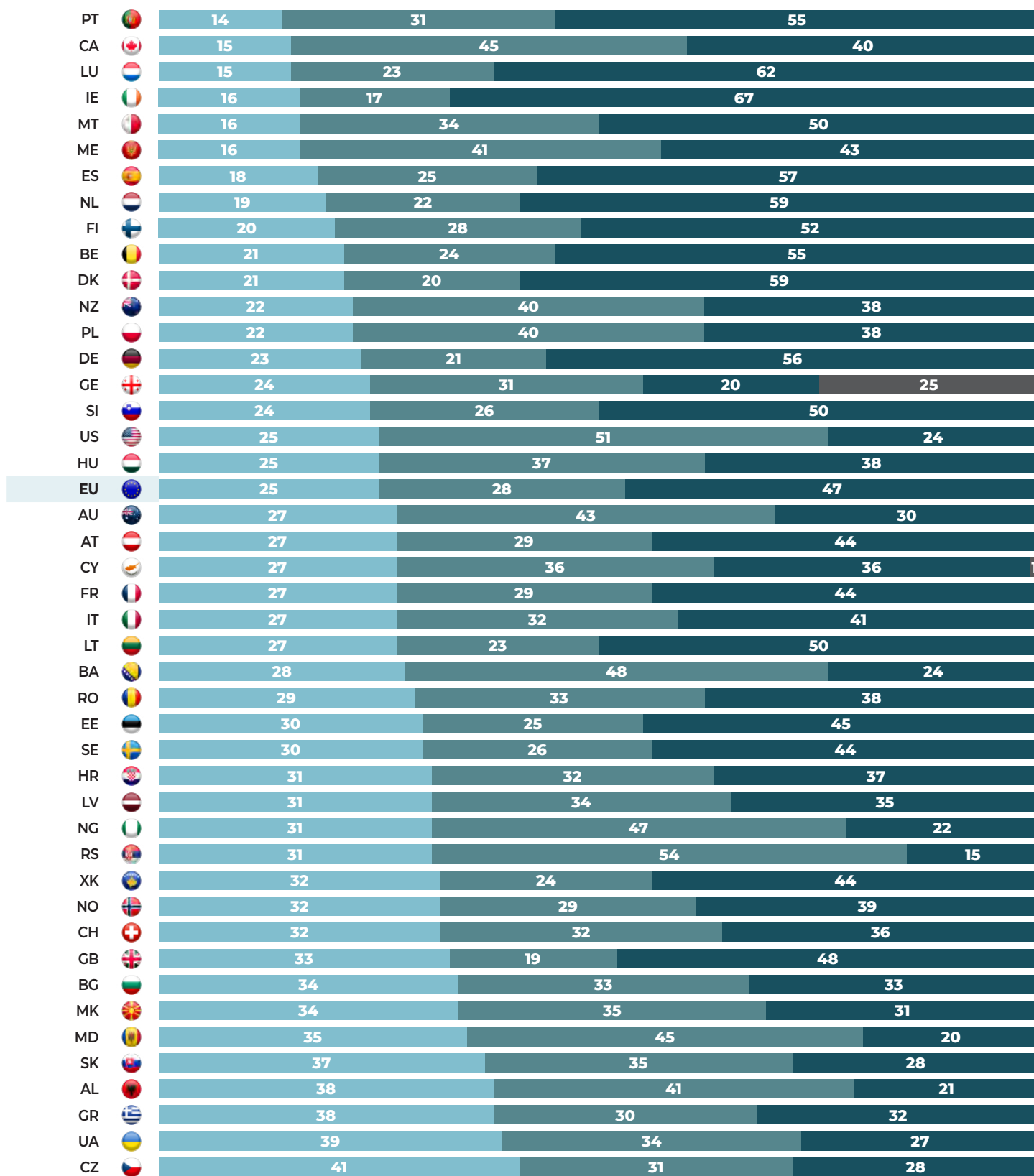
Grille de lecture : au Royaume-Uni, 51% des 18-34 ans estiment que leur pays « s'en sortira moins bien hors de l'Union européenne ».

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Seuls 47% des Européens considèrent que le Royaume-Uni « s'en sortira moins bien hors de l'Union européenne » (en %)

Question : « Selon vous, le Royaume-Uni ... »

Base : pays de l'Union européenne, pays des Balkans occidentaux, Australie, Canada, États-Unis, Géorgie, Moldavie, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suisse, Ukraine



« S'en sortira mieux hors de l'Union européenne »

« S'en sortira de la même manière avec ou sans l'Union européenne »

« S'en sortira moins bien hors de l'Union européenne »

Ne se prononce pas

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Que pense l'opinion du Brexit ? (en %)

Question : « Selon vous, le Royaume-Uni... »

Base : pays de l'Union européenne, pays des Balkans occidentaux, Australie, Canada, États-Unis, Géorgie, Moldavie, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suisse, Ukraine

		« S'en sortira mieux hors de l'Union européenne »	« S'en sortira de la même manière avec ou sans l'Union européenne »	« S'en sortira moins bien hors de l'Union européenne »
Genre	Hommes	33	31	36
	Femmes	21	47	32
Âge	18-34 ans	32	37	31
	35-59 ans	25	41	34
	60 ans et plus	22	38	40
Catégories socioprofessionnelles	Cadres dirigeants d'entreprise	45	22	33
	Professions intellectuelles et scientifiques	26	32	41
	Professions intermédiaires salariées	28	32	40
	Petits entrepreneurs	30	44	26
	Employés qualifiés	23	37	40
	Ouvriers qualifiés	28	45	27
	Personnels de services et employés de commerces, ouvriers peu qualifiés et manœuvres	28	47	25
	Retraités	22	39	39
	Sans emploi	25	45	30
Catégorie d'agglomération	Villes de moins de 15 000 habitants	29	40	31
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	26	37	37
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	25	39	36
	Villes de plus de 500 000 habitants	25	39	36
Âge de fin d'étude	Avant 21 ans	28	40	32
	21 ans ou plus	26	38	36
	Encore étudiant	27	42	31
Autopositionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	19	29	52
	Centre	23	42	35
	Droite	37	36	27
Intérêt pour la politique	Oui	29	34	37
	Non	22	48	30
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation est une opportunité	23	38	39
	La mondialisation est une menace	33	40	27
Opinion sur la manière dont le ménage s'en sort à la fin du mois	Plutôt difficilement	29	43	28
	Plutôt facilement	28	36	36

Note : la différence entre les totaux et 100 % représente les non-réponses.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

L'IDÉAL DÉMOCRATIQUE RÉSISTE

Sans oublier la longue généalogie des idées et des expériences qui fondent la démocratie, il est admis que celle-ci s'est mise en place comme régime parlementaire autour des années 1880. Les principes et les institutions sur lesquels repose la politique démocratique se sont ensuite déployés au cours du XX^e siècle – extension du droit de vote, multiplication des libertés, diversification des élections, etc. –, pour atteindre la forme que nous lui connaissons de nos jours. Les démocraties ont permis aux peuples concernés d'accéder à une richesse matérielle, à un progrès humain et à une condition existentielle d'une qualité et d'une valeur sans précédent et sans équivalent. Il existe un lien étroit entre ce progrès et l'enracinement du régime, entre l'attachement au régime et les performances pratiques dont il s'est montré capable. Sa légitimation politique est aussi, et peut-être même principalement, le résultat de ces prouesses économiques et sociales. La question se pose donc de savoir à quelles conditions les démocraties actuelles sont en mesure de maintenir un tel niveau de confort matériel et, a fortiori, de poursuivre le rythme du progrès que connaissent depuis cent ans les peuples démocratiques. Face à ces grands défis, les sociétés démocratiques conservent néanmoins un atout majeur dont les résultats de notre étude se font l'écho. Les citoyens interrogés affirment leur attachement aux libertés et à la démocratie. Quand ils expriment un jugement négatif, nos données montrent que, le plus souvent, c'est la manière dont la démocratie fonctionne dans leur pays qui est l'objet de leurs critiques et non l'idée démocratique elle-même. Ceci révèle la réalité d'une aspiration anthropologique à la liberté, c'est la force la plus capable d'assurer la pérennisation de la démocratie au XXI^e siècle.

1. Une approbation massive de la démocratie représentative	59
2. Une critique démocratique du fonctionnement de la démocratie	62
Pour la moitié des répondants, la démocratie fonctionne mal dans leur pays	62
La corruption est vue comme la principale menace pesant sur la démocratie	64
3. L'efficacité du vote est interrogée	66
Un tiers des répondants mettent en cause l'utilité du vote	66
La transparence du processus électoral suscite le doute	66
L'idée de conditionner le droit de vote à des compétences recueille un soutien significatif	68
Près de la moitié des moins de 35 ans (46 %) estiment que le processus électoral dans leur pays n'est pas transparent	68
4. Politique et médias : la double crise de la représentation	70
5. Liberté d'opinion et pluralisme au cœur de la démocratie	73
Plus de la moitié des personnes interrogées (57 %) sont favorables à la peine de mort	73
Le droit à l'avortement est contesté	75
L'État doit laisser plus de liberté aux entreprises	78
6. Confrontés à la Covid-19, les citoyens revendiquent leur attachement aux libertés	80
Seule une minorité d'individus est disposée à réduire ses libertés en contrepartie d'une plus grande efficacité	80
L'attachement aux libertés est presque unanime	82

1. Une approbation massive de la démocratie représentative

Dans notre étude, six formes différentes de régime¹ ont été présentées aux personnes interrogées. Les répondants ont été invités à dire, pour chacune d'entre elles, si elles leur paraissaient être une bonne ou une mauvaise façon de gouverner. Parmi ces six options, le modèle de la démocratie représentative (« avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement ») réunit le plus large soutien (81%), suivi par le modèle de la démocratie directe (70%), formulé en ces termes : « Que ce soit les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays. »

Un système politique reposant sur des experts recueille aussi un soutien significatif (62%). La pandémie de la Covid-19 a remis sur le devant de la scène l'idée de technocratie, forme de gouvernement dans laquelle des experts prennent les décisions. Nous remarquons cependant que le souhait d'avoir « des experts et non un gouvernement qui décident de ce qui leur semble le meilleur pour le pays » n'a pas augmenté avec la pandémie. En 2018, dans les 42 pays de l'enquête, ils étaient 57% des répondants à considérer cette forme de gouvernement comme une bonne façon de gouverner ; en 2021, la moyenne de ces mêmes 42 États atteint 58%.

Le soutien aux différents systèmes politiques (en %)

Question : « Nous allons décrire dans l'écran suivant différents types de systèmes politiques et vous demander ce que vous en pensez pour gouverner ce pays. Pour chacun, veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise, très mauvaise »

Réponses : « très bonne » et « assez bonne »

Base : ensemble de l'échantillon

		« Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement »	« Que ce soit les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays »	« Que ce soit des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays »	« Que seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant puissent voter »	« Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections »	« Que l'armée dirige le pays »
	Global	81	70	62	43	36	25
Genre	Hommes	84	71	62	47	38	27
	Femmes	79	69	61	39	35	24
Âge	18-34 ans	82	75	72	52	44	36
	35-59 ans	81	69	60	41	35	24
	60 ans et plus	83	64	46	31	25	11
Catégories socioprofessionnelles	Catégories populaires	78	74	63	46	41	29
	Catégories intermédiaires	83	68	65	45	37	28
	Catégories supérieures	84	71	64	50	38	30
Auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	86	70	61	36	28	20
	Centre	82	70	61	42	36	23
	Droite	82	69	60	49	41	32
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation est une opportunité	84	70	63	43	35	24
	La mondialisation est une menace	77	72	60	43	39	28
« Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne... »	« Très bien » et « assez bien »	85	68	58	43	38	29
	« Assez mal » et « très mal »	78	73	65	43	34	22
« Veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout au sujet de [la guerre] ? »	« Très inquiet » et « plutôt inquiet »	82	73	63	45	39	28
	« Plutôt pas inquiet » et « pas du tout inquiet »	79	63	56	36	28	18

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

1. « Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », « Que ce soit des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays », « Que l'armée dirige le pays », « Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement », « Que ce soit les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays », « Que seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant puissent voter ».

Dans le même ordre d'idée, les répondants qui choisissent soit l'option « avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections », soit l'option « que l'armée dirige le pays » sont plus nombreux que la moyenne à se dire rassurés par les régimes autoritaires. Ainsi, les répondants qui soutiennent l'option d'un leader fort sont 25% à estimer rassurante l'attitude de la Chine sur la scène

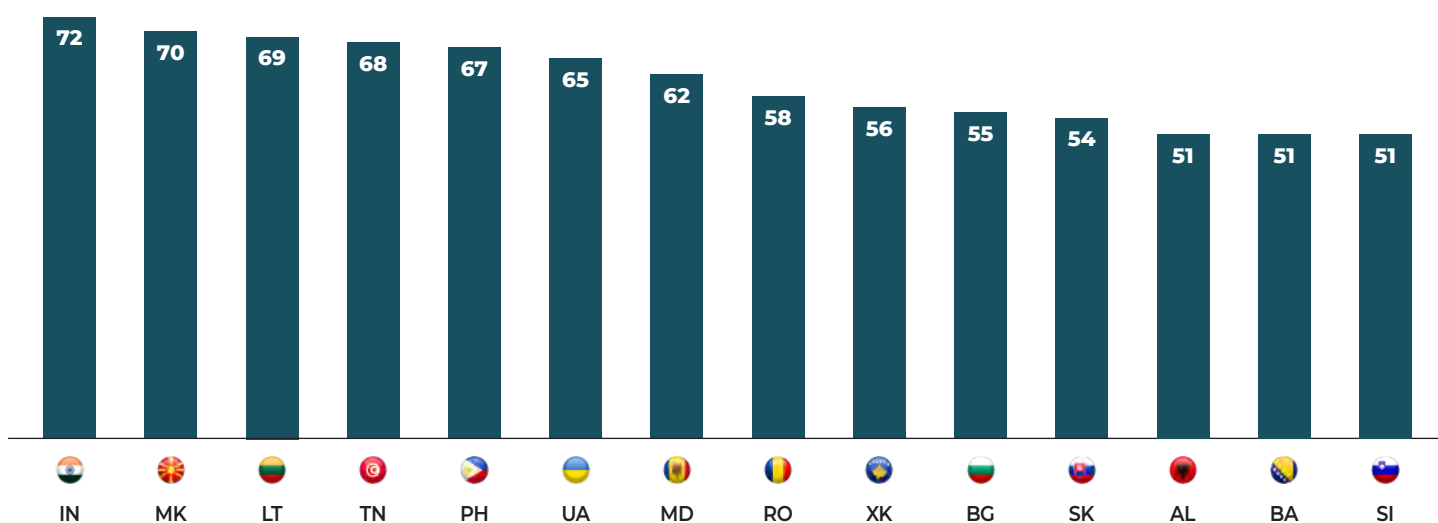
internationale (contre 18% en moyenne), 28% à juger de la même manière l'attitude de la Russie (contre 20%) et 28% à estimer rassurante l'attitude de la Turquie (contre 19%). En outre, parmi ceux qui considèrent qu'il serait une bonne chose que l'armée dirige le pays, 28% sont rassurés par la Chine, 32% par la Russie et 34% par la Turquie.

L'idée d'un système politique reposant sur « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » réunit une majorité dans 14 pays (en %)

Question : « Pour un système politique reposant sur [un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections], veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise, très mauvaise »

Réponses : « très bonne » et « assez bonne »

Base : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Inde, Kosovo, Lituanie, Macédoine du Nord, Moldavie, Philippines, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tunisie, Ukraine



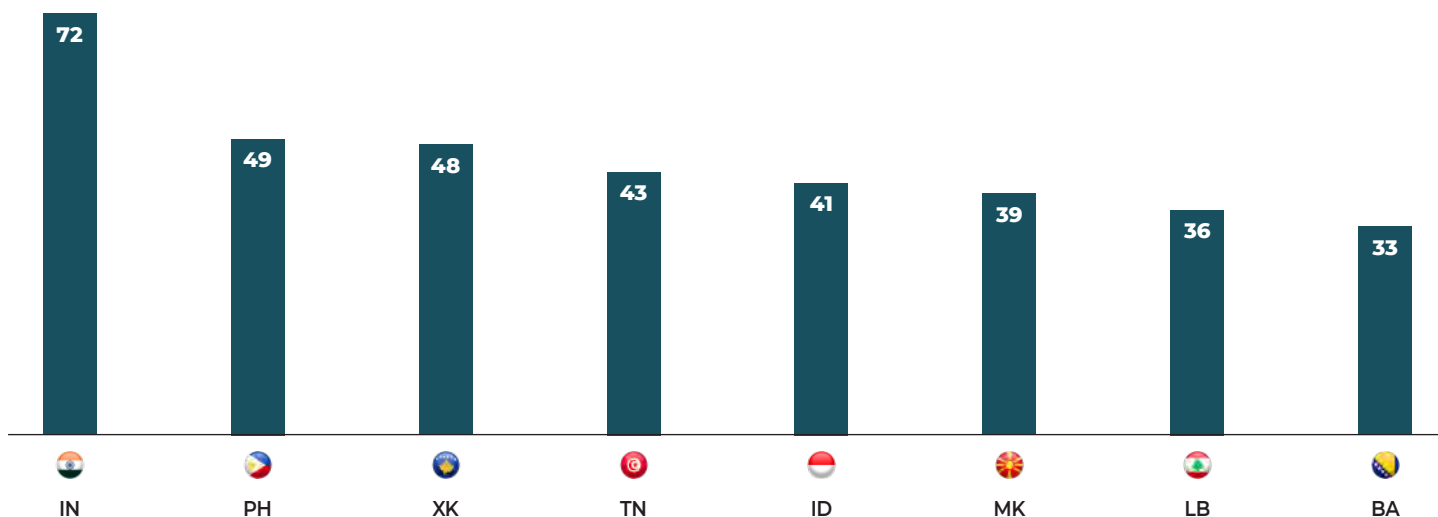
© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

L'idée d'un système politique où « l'armée dirige le pays » réunit au moins un tiers des répondants dans 8 pays (en %)

Question : « Pour un système politique où [l'armée dirige le pays], veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise, très mauvaise »

Réponses : « très bonne » et « assez bonne »

Base : Bosnie-Herzégovine, Inde, Indonésie, Kosovo, Liban, Macédoine du Nord, Philippines, Tunisie



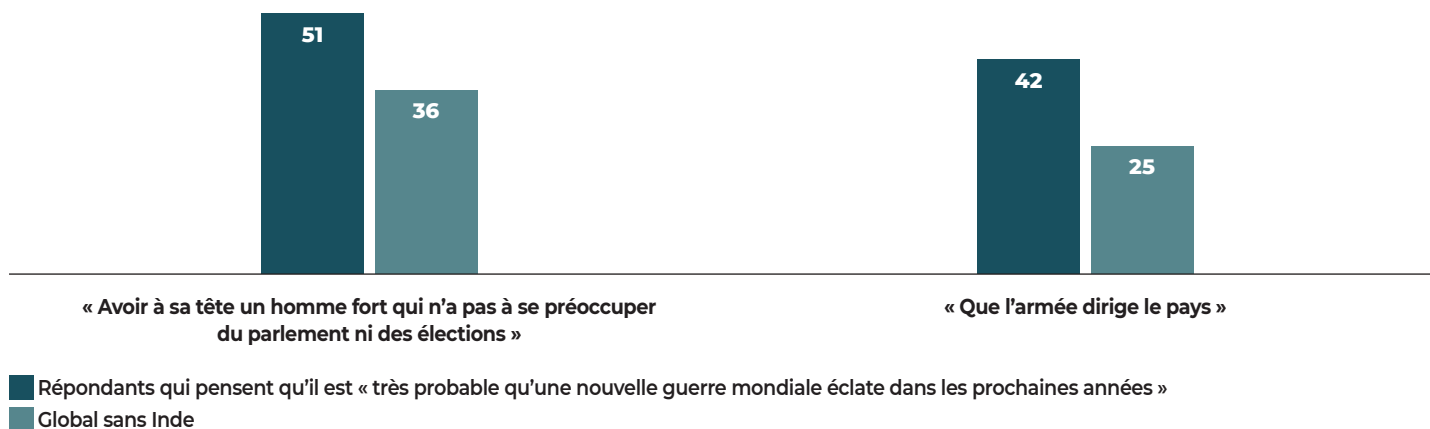
© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Peur de la guerre et tentation autoritaire (en %)

Question : « Pensez-vous qu'il est très probable, plutôt probable, plutôt improbable ou très improbable qu'une nouvelle guerre mondiale éclate dans les prochaines années ? »

Réponse : « très probable »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Indignation, colère et pessimisme des Libanais

Depuis la *thawra*¹ initiée en octobre 2019, le Liban est en proie à l'une des pires crises socio-économiques du XXI^e siècle². À la suite de la démission du gouvernement Hariri, en 2019, l'instabilité politique s'est renforcée, atteignant son paroxysme en 2020, après la tragique explosion du port de Beyrouth en août, qui a fait plusieurs centaines de victimes et entraîné la chute du gouvernement Diab. L'indignation, la colère et la défiance se reflètent dans les résultats de l'enquête, très au-dessus de la moyenne. Mais ces résultats indiquent également un désir vif de changement pour les Libanais.

Du point de vue politique d'abord : la presque totalité juge que leur démocratie fonctionne mal (90 %), soit le chiffre le plus élevé de notre enquête. La corruption est perçue comme omniprésente : pour 95 % des répondants, « la plupart » ou « toutes les personnes qui nous gouvernent » sont corrompues. La défiance à l'égard des institutions démocratiques est sans commune mesure : 93 % expriment une défiance envers le gouvernement (contre 57 % en moyenne), 90 % à l'égard du parlement (contre 58 %), 91 % vis-à-vis des partis politiques (contre 73 %) et 93 % envers les autorités religieuses, essentielles au fonctionnement politique du régime confessionnel du pays (contre 50 %). Pour les Libanais, les deux plus grandes menaces à la démocratie dans leur pays sont la corruption (75 %) et le gouvernement actuel (35 %). Cette crise politique et cette défiance sont également le corollaire d'une crise de la représentation : 81 % des Libanais disent qu'ils ne se sentent représentés « par aucun parti politique » (contre 44 % en moyenne) et presque la moitié des répondants (44 %) jugent que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple » (contre 29 % en moyenne). Il est à noter que dans ce pays attaché à ses libertés mais gangrené par la corruption, 86 % des répondants se disent en faveur d'un gouvernement dirigé par des experts.

D'un point de vue économique, la crise fracassante, la dévaluation de la livre libanaise et la montée vertigineuse du taux du niveau d'endettement du pays entraînent une grande inquiétude chez les répondants. La dégringolade du niveau de vie et l'inflation se retrouvent nettement dans les réponses : seuls 1 % des Libanais déclarent que « leur niveau de vie s'est amélioré au cours des dernières années » et 2 % qu'il est resté au même niveau. La quasi-totalité des répondants se disent inquiets au sujet de la crise économique (97 %), du chômage (97 %), de la perte du pouvoir d'achat (96 %) et des déficits publics et de la dette (94 %). Ces peurs liées à la situation économique du pays se mêlent à d'autres inquiétudes découlant de la forte instabilité, comme les inégalités sociales (qui inquiètent 95 % des répondants), mais aussi le terrorisme (92 %) dans un pays marqué par les séquelles de la guerre civile.

Cette situation explique certainement pourquoi les Libanais sont parmi les plus pessimistes. À la question : « S'agissant de votre pays, comment pensez-vous qu'il sera demain ? », seulement 10 % répondent que leur pays sera « mieux que ce qu'il est actuellement ». Pour 76 % des personnes interrogées, « les citoyens ne parviendront plus à résoudre leur problème de manière pacifique et auront plus souvent recours à la violence » (contre 44 % en moyenne). Plus de la moitié des Libanais (53 %) se disent également favorables au droit d'avoir une arme à feu chez soi (47 % en moyenne).

Enfin, notons qu'une majorité de Libanais (68 %) se sentent libres de critiquer leur gouvernement sur les réseaux sociaux (18 points de plus que la moyenne). Pour rappel, la *thawra* d'octobre 2019 fut initiée par l'opposition à la mise en place d'une taxe WhatsApp³. Les réseaux sociaux, vecteur et outil révolutionnaire par excellence au Liban depuis le printemps arabe, sont perçus positivement : 93 % pensent que les réseaux numériques sont utiles car ils permettent aux gens de s'informer et 88 % des Libanais jugent qu'ils sont utiles car ils permettent aux gens de s'exprimer librement (contre respectivement 83 % et 79 % en moyenne).

1. En arabe, le mot *thawra* signifie « révolution » et fait référence au mouvement d'opposition au gouvernement libanais initié en octobre 2019.

2. Voir The World Bank, « Lebanon Sinking into One of the Most Severe Global Crises Episodes, amidst Deliberate Inaction », worldbank.org, 1^{er} juin 2021 (www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/05/01/lebanon-sinking-into-one-of-the-most-severe-global-crises-episodes).

3. Voir « Lebanon protests erupt over proposed Government tax on WhatsApp », abc.net.au, 18 octobre 2019 (www.abc.net.au/news/2019-10-18/lebanon-protests-erupt-over-whatsapp-tax/11615892).

2. Une critique démocratique du fonctionnement de la démocratie

Pour la moitié des répondants, la démocratie fonctionne mal dans leur pays

En moyenne, sans l'Inde, la moitié des citoyens (50%) estiment que la démocratie fonctionne mal dans leur pays. La situation est évidemment très contrastée selon les cas. Dans quelques pays, la plupart des répondants estiment que leur démocratie fonctionne bien, comme les Suisses, les Norvégiens, les Danois, les Luxembourgeois, les Canadiens, les Néo-Zélandais et les Australiens.

D'une manière générale, au sein de l'Union européenne, les jugements sur le fonctionnement de la démocratie sont l'écho d'une fragilisation : en moyenne, 49% des Européens interrogés ne trouvent pas satisfaisant le fonctionnement de la démocratie dans leur pays. Dans les États de l'Est, le mauvais fonctionnement est pointé par plus des deux tiers (66%) des répondants. Dans les démocraties « illibérales² », où les citoyens voient l'État de droit remis en question par des dirigeants élus, ceux qui estiment que la démocratie fonctionne mal dans leur pays sont une majorité en Hongrie, en Slovaquie et en Pologne. Si l'on pose la question de savoir « ce qui menace le plus la démocratie dans votre pays », « le gouvernement actuel³ » est la menace la plus citée par les Slovaques (57%), les Polonais (55%) et les Hongrois (53%).

Mais ce jugement négatif sur le fonctionnement de la démocratie dans son pays est également très partagé en France, en Espagne et en Italie.

Au Royaume-Uni, pays tiers de l'Union européenne depuis le 31 décembre 2020, 41% des personnes interrogées considèrent que la démocratie fonctionne mal. Cette proportion est d'autant plus importante que le référendum du 23 juin 2016 pouvait amener les Britanniques à considérer que les décisions fondamentales pour leur avenir leur revenaient bel et bien.

Dans les Balkans occidentaux, plus des deux tiers (67%) des répondants jugent que la démocratie fonctionne mal dans leur pays. Il en va de même là où la démocratie est non seulement fragile mais gravement menacée, voire foulée au pied : la démocratie fonctionne mal pour une importante majorité des Moldaves, Biélorusses, Ukrainiens et Géorgiens.

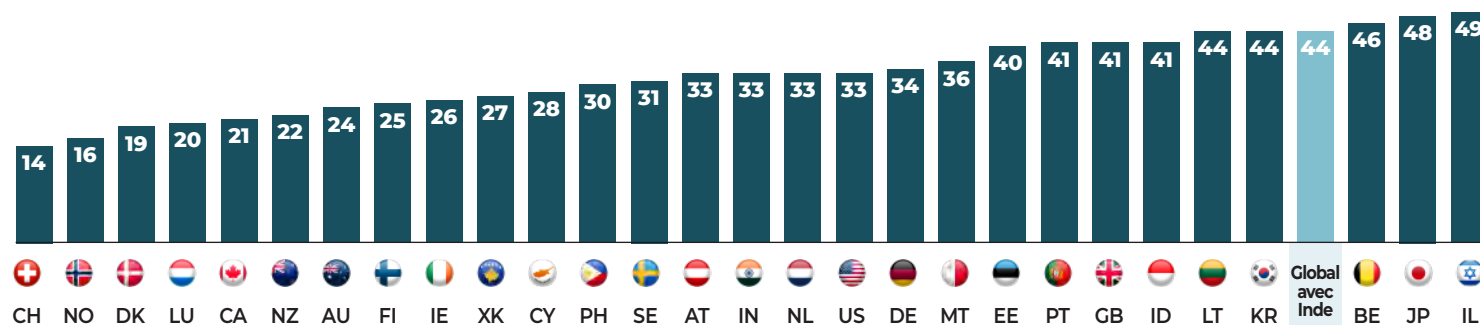
Lorsque le pays est dirigé par des leaders populistes, l'évaluation du fonctionnement de la démocratie est variable. Aux Philippines, où la présidence de Rodrigo Duterte cristallise la récente montée de l'autoritarisme en Asie du Sud-Est, 70% des personnes interrogées estiment que la démocratie « fonctionne bien » dans leur pays. Il en va de même pour les deux tiers des Indiens. À l'inverse, les Brésiliens se montrent sévères en condamnant largement le fonctionnement de leur démocratie, de même que les Tunisiens, pris dans une profonde crise politique.

La moitié des répondants estiment que leur démocratie fonctionne mal (en %)

Question : « Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne... »

Réponses : « assez mal » et « très mal »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

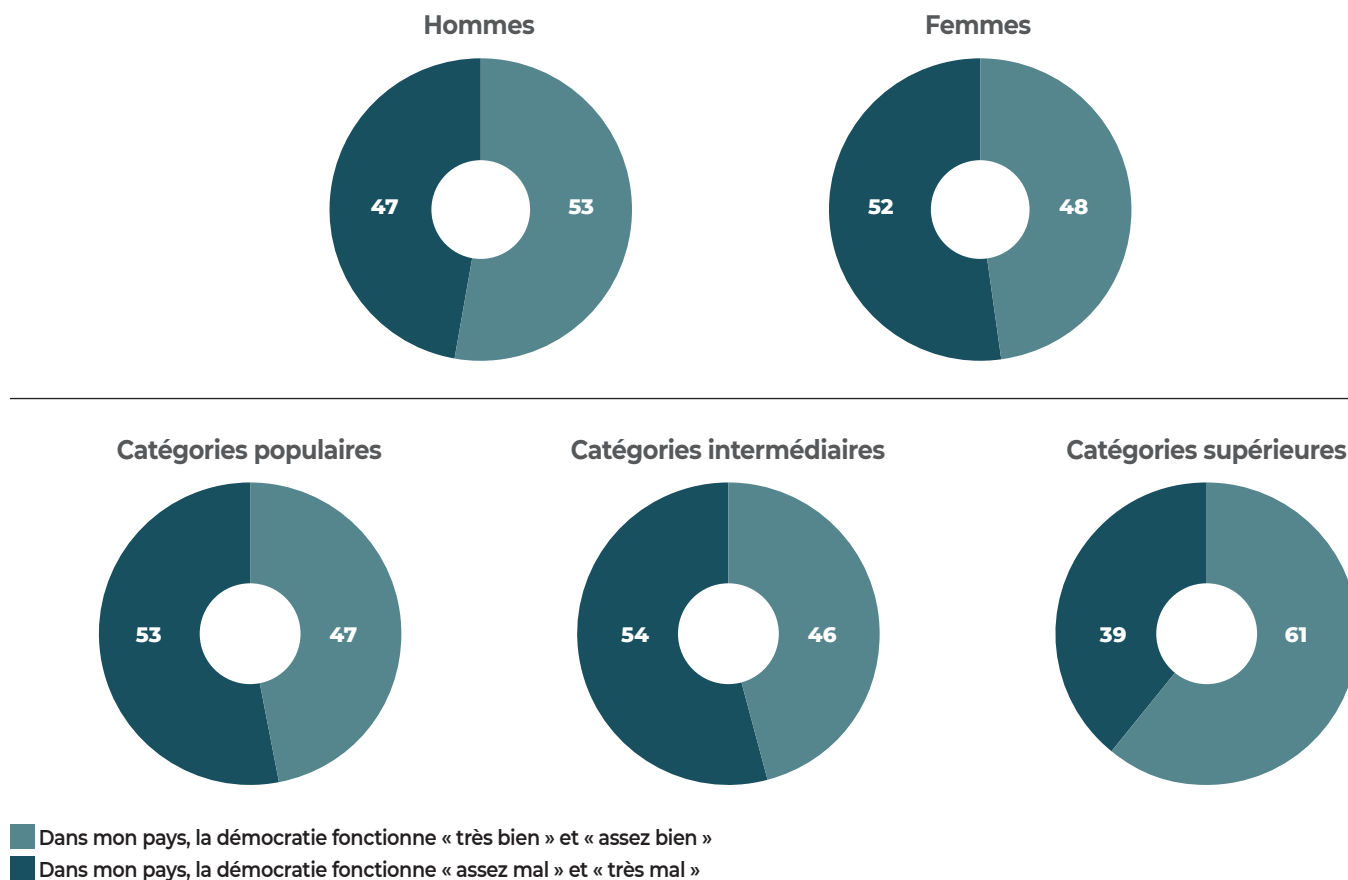
2. Voir Yves Bertoncini et Dominique Reynié, « The illiberal challenge in the European Union », in András Sajó, Renáta Uitz, et Stephen Holmes (dir.), *Routledge Handbook of Illiberalism*, 2021, p. 822-839.

3. Les personnes interrogées ont été invitées à choisir parmi les items suivants : la guerre civile, le terrorisme, l'immigration, le racisme, le sexisme, les inégalités sociales et économiques, les pays autoritaires, comme la Chine, la Russie, la Turquie ou l'Iran, les réseaux sociaux, le désintérêt des citoyens pour la politique, le gouvernement actuel et, enfin, la corruption.

Les femmes et les catégories populaires et intermédiaires sont les plus critiques sur le fonctionnement de la démocratie (en %)

Question : « Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne... »

Base : ensemble de l'échantillon



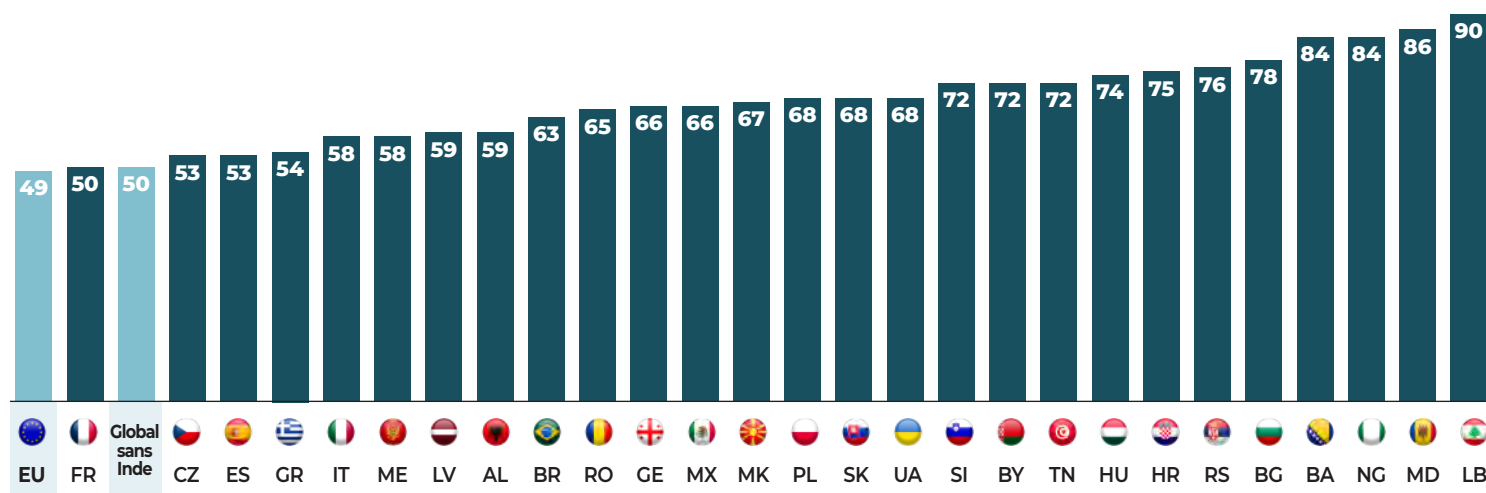
© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

La moitié des répondants estiment que leur démocratie fonctionne mal (en %) - suite

Question : « Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne... »

Réponses : « assez mal » et « très mal »

Base : ensemble de l'échantillon



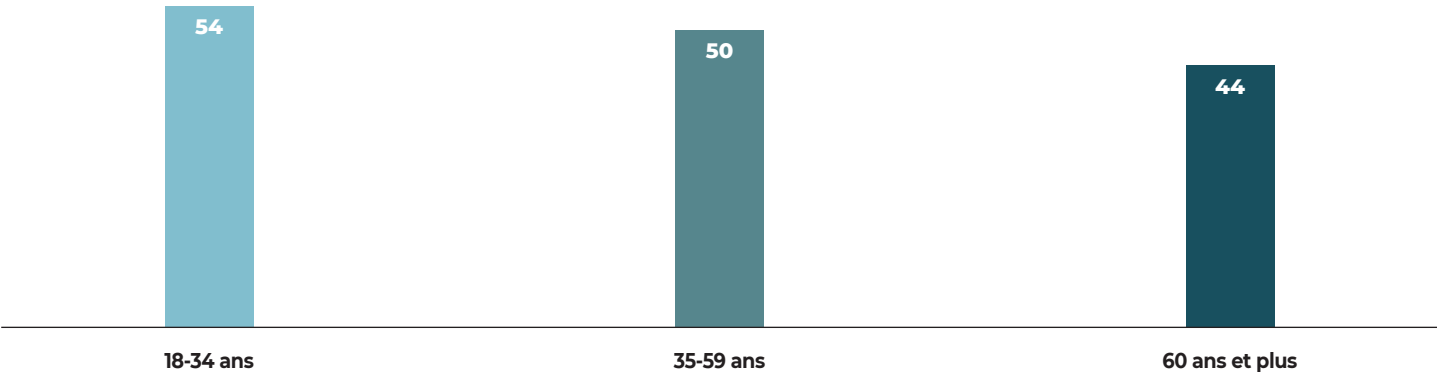
© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Les jeunes générations jugent plus sévèrement leur démocratie (en %)

Question : « Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne... »

Réponses : « assez mal » et « très mal »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

La corruption est vue comme la principale menace pesant sur la démocratie

Nous avons invité les personnes interrogées à répondre à la question : « Selon vous, qu'est-ce qui menace le plus la démocratie dans votre pays ? ». Il s'agissait ensuite de classer « en premier » ou « en deuxième » deux enjeux parmi les onze proposés⁴. Dans l'analyse des résultats, nous avons retenu ici le total des réponses « en premier » ou « en deuxième ». Parmi les onze items, la corruption arrive en tête pour près d'un répondant sur deux (47%)⁵. Les moins de 35 ans (53%) sont plus sensibles au danger que la corruption fait courir aux démocraties que les 60 ans et plus (36%). Les classes populaires (52%) et les classes moyennes (51%) sont plus préoccupées par la corruption que les classes supérieures (43%), de même que les personnes indiquant avoir des difficultés

financières (57%), par comparaison avec celles déclarant ne pas en avoir (43%). Notons, enfin, que les personnes se situant à droite sont plus nombreuses à citer la corruption comme première ou deuxième menace à leur démocratie (48%) que les personnes qui se situent à gauche (42%).

Fléau à maints égards, la corruption produit des effets particulièrement pernicieux dans les régimes démocratiques puisque ceux-ci ne peuvent fonctionner sans la confiance des citoyens. Les crises liées à la corruption minent les démocraties. Elles nourrissent la défiance et finissent par engendrer une suspicion généralisée : 16% des répondants pensent que « toutes les personnes qui gouvernent dans notre pays sont corrompues » et la moitié (50%) que « la plupart des personnes qui gouvernent dans notre pays sont corrompues ». Seul un tiers (33%) estiment qu'il ne s'agit que d'« une minorité ».

Corruption et perception du fonctionnement de la démocratie (en %)

Base : ensemble de l'échantillon

	Dans mon pays, la démocratie fonctionne « très bien » et « assez bien »	Dans mon pays, la démocratie fonctionne « assez mal » et « très mal »
« La corruption » est l'une des menaces les plus importantes à la démocratie dans mon pays	40	54
« La plupart » ou « toutes les personnes » qui nous gouvernent sont corrompues	50	82
« Aucune » ou « une minorité » des personnes qui nous gouvernent sont corrompues	50	18

Grille de lecture : parmi les répondants qui considèrent que la démocratie fonctionne bien dans leur pays, 40% estiment que « la corruption » est l'une des menaces les plus importantes à leur démocratie.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

4. La guerre civile, le terrorisme, l'immigration, le racisme, le sexisme, les inégalités sociales et économiques, les pays autoritaires, comme la Chine, la Russie, la Turquie ou l'Iran, les réseaux sociaux, le désintérêt des citoyens pour la politique, le gouvernement actuel et, enfin, la corruption.

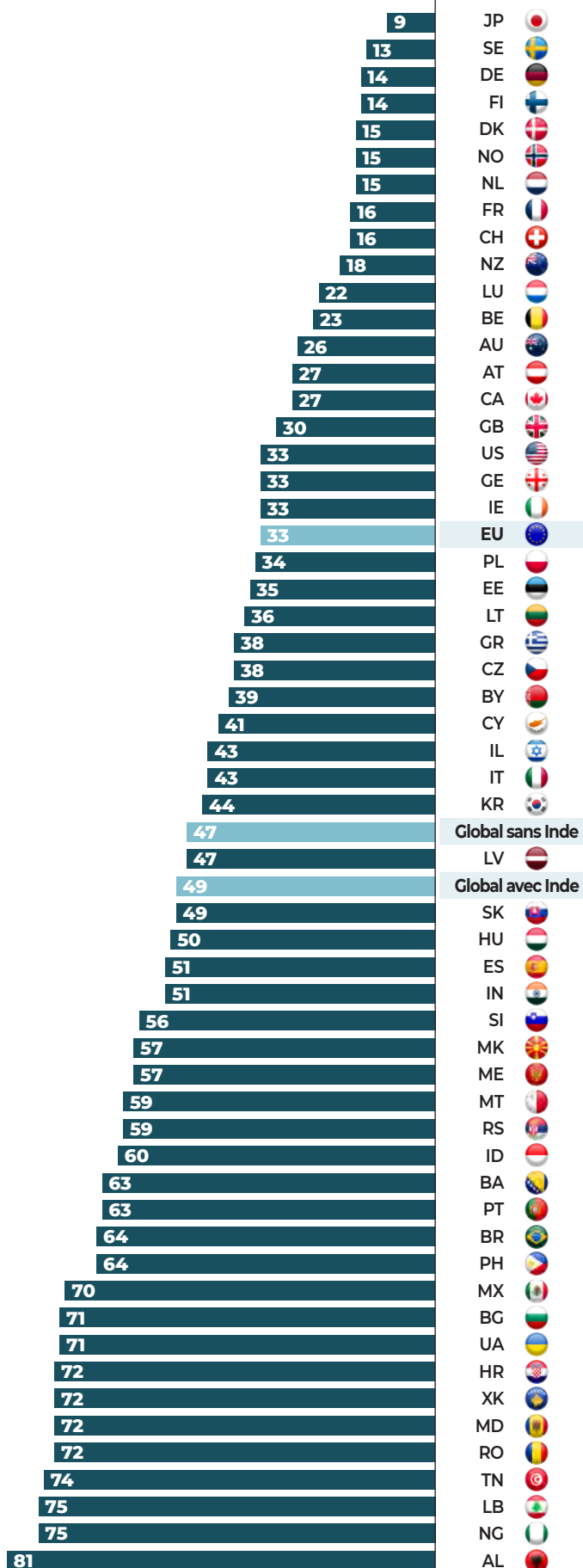
5. Le questionnaire de cette enquête a été administré entre juin et août 2021, autrement dit avant la publication des Pandora Papers qui, au début du mois d'octobre 2021, ont révélé les comptes bancaires secrets de nombreux dirigeants du monde entier.

La lutte contre la corruption, un enjeu majeur (en %)

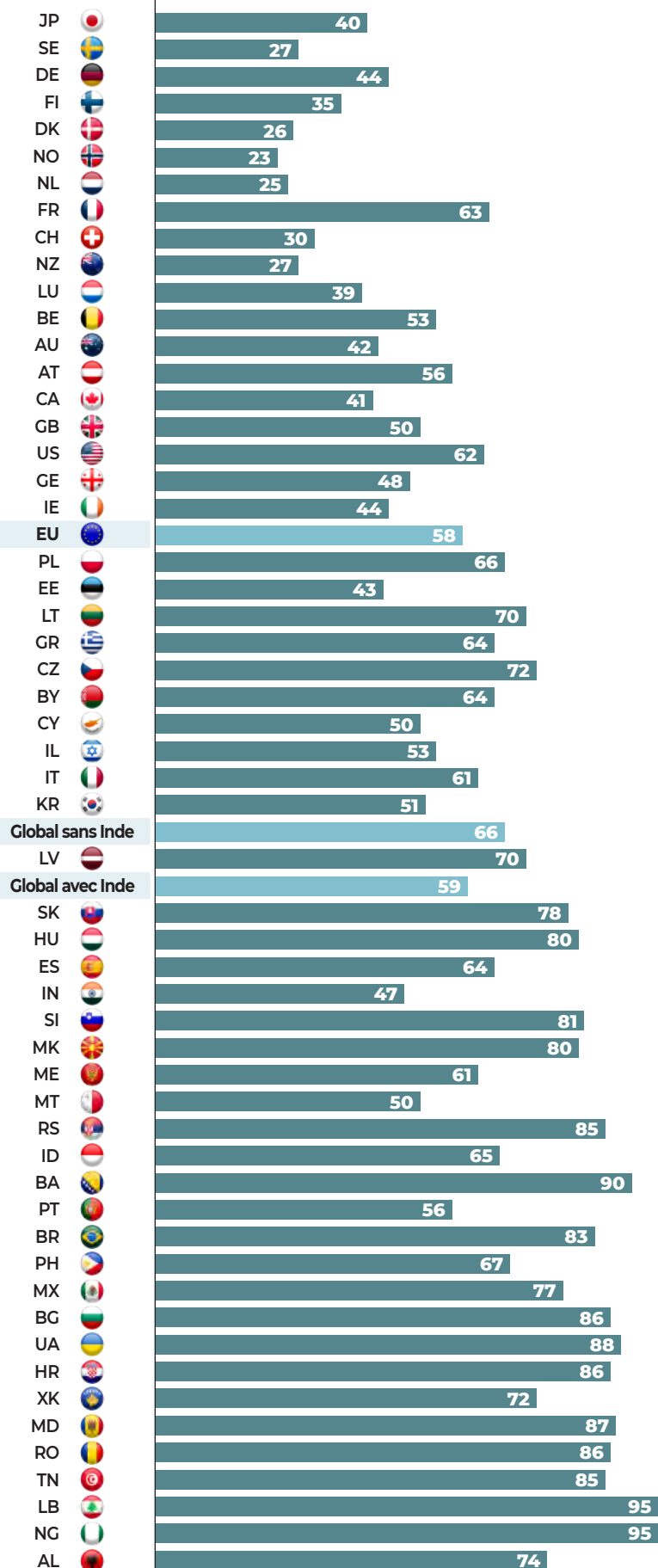
Questions : « À votre avis, dans quelle proportion les personnes qui vous gouvernent dans votre pays sont corrompues ? » ;
« Selon vous, qu'est-ce qui menace le plus la démocratie dans votre pays ? (En premier, en deuxième) »

Base : ensemble de l'échantillon

« La corruption est l'une des plus grandes menaces à la démocratie dans mon pays »



« Toutes les personnes qui nous gouvernent sont corrompues » et « la plupart des personnes qui nous gouvernent sont corrompues »



3. L'efficacité du vote est interrogée

Un tiers des répondants mettent en cause l'utilité du vote

Si l'attachement au vote est massif, son utilité est discutée par une forte minorité (29%) qui considère que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple » (contre 71% qui estiment qu'il est « utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses »). Cette vision dépréciative de l'utilité du vote, et non du vote comme principe et mécanisme, n'est pas absente de certains pays de l'UE et est partagée par la plupart des Lettons, des Belges et des Roumains, mais aussi une proportion importante de Croates, de Bulgares, de Français et d'Espagnols.

Sur l'ensemble des pays étudiés, ce sont les Sud-Coréens qui répondent le plus massivement qu'il est « utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses ». Il faut rappeler que, le 15 avril 2020, des élections législatives se sont tenues en Corée du Sud, malgré l'expansion de la crise sanitaire. Si le président sud-coréen Moon Jae-in a, un temps, envisagé de les reporter, il a finalement tenu à montrer que l'épidémie ne devait pas empêcher le bon fonctionnement de la démocratie. La participation a été de 66,2%, soit le taux le plus élevé depuis 1992.

Ceux qui regardent la mondialisation comme une menace sont plus nombreux (36%) à considérer que voter ne sert à rien que ceux qui voient la mondialisation comme une opportunité (25%). De même, l'idée de l'inutilité du vote est paradoxalement plus répandue dans les villes de moins de 15 000 habitants (33%), qui sont celles où l'on vote le plus, que dans les villes de plus de 500 000 habitants (26%), qui sont celles où l'on vote le moins.

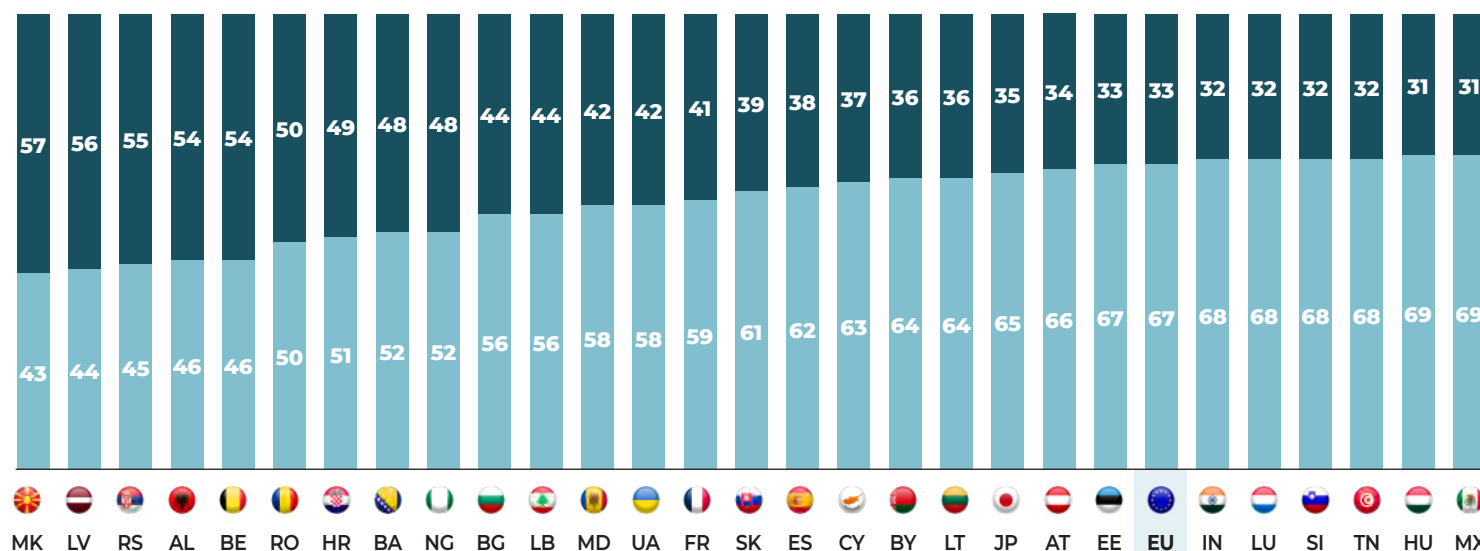
La transparence du processus électoral suscite le doute

Globalement, 43% des personnes interrogées estiment que le processus électoral n'est pas transparent dans leur pays. Il existe de grandes disparités entre les pays. Dans les pays du nord de l'Europe, la plupart des Norvégiens (87%), des Finlandais (86%), des Danois (84%) et des Suédois (83%) considèrent que le fonctionnement des élections dans leur pays est transparent. On retrouve des résultats élevés en Suisse (85%), en Nouvelle-Zélande (82%), à Chypre et au Canada (81%) mais aussi en Australie (79%), en Israël (77%), en Corée du Sud (75%), aux Philippines et au Royaume-Uni (72%). C'est au Nigeria que l'on enregistre la moyenne la plus basse (21%) de tous les pays étudiés.

Près d'un tiers des répondants (29%) considèrent que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple » (en %)

Question : « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : ensemble de l'échantillon



■ « Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple »
 ■ « C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses »

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Dans l'Union européenne, le sentiment que les élections se déroulent de manière non transparente est majoritaire chez les Hongrois (65%) et les Bulgares (54%) ; il en est de même pour la moitié des Italiens interrogés (51%).

Les jugements sont encore plus répandus dans les Balkans occidentaux, notamment en Bosnie-Herzégovine (69%) et en Serbie (65%), à l'exception du Kosovo, où 85% des répondants

estiment le processus électoral transparent. Les élections législatives en février 2021, puis l'élection présidentielle les 3 et 4 avril 2021, ont amené un vent de changement, puisque pour la première fois depuis la fin de la guerre de 1999, les anciens commandants de l'Armée de libération (UÇK) ne dirigent plus le pays⁶.

La révolte des Biélorusses contre un processus électoral bafoué

L'élection présidentielle d'août 2020 a été marquée par l'emprisonnement des candidats d'opposition, des urnes opaques, des isoloirs sans rideaux, des scrutateurs frappés et arrêtés, et des journalistes étrangers interdits. Résultat : moins d'un tiers des répondants (28%) estiment le processus électoral transparent¹. L'instrumentalisation d'une crise migratoire par le régime de Loukachenko à la frontière polonaise depuis l'été 2021 est un nouveau jalon dans la crise séparant la Biélorussie de l'Union européenne. Les Biélorusses sont 72% à estimer que la démocratie fonctionne mal dans leur pays.

Les données récoltées dans notre enquête montrent cependant une forte aspiration démocratique de la part de la population biélorusse. En témoigne l'attachement aux idéaux démocratiques : ils sont 95% à considérer comme important le fait de « pouvoir voter pour un candidat de son choix » et 94% favorables au « droit de dire ce que l'on pense ». Les Biélorusses sont 87% à soutenir la liberté de la presse, alors même qu'en juin 2021 leur gouvernement forçait l'atterrissage du vol commercial Ryanair 4978 (Athènes-Vilnius) sur son sol pour arrêter le journaliste biélorusse et opposant au régime Roman Protassevitch². L'option « Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » est plébiscitée par 85% des Biélorusses, tandis que 63% se disent opposés à « avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ». Nous observons que la moitié des Biélorusses (49%) considèrent l'attitude de la Russie sur la scène internationale rassurante (contre 20% en moyenne). Ils sont 32% à la considérer inquiétante (contre 52%).

La population biélorusse semble confiante en son avenir : une majorité (52%) pensent que leur pays sera « mieux demain qu'il ne l'est aujourd'hui » (contre 36% pour la moyenne globale).

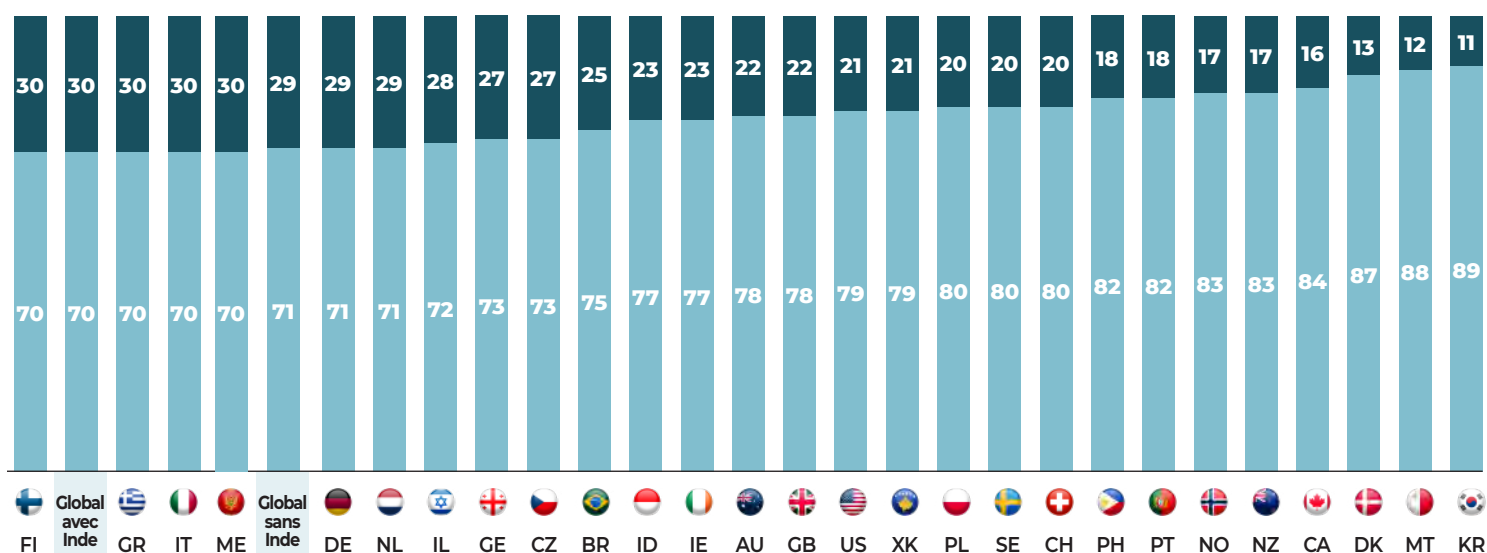
1. Voir Mary Ilyushina, Helen Regan et Tara John, « Protests in Belarus as disputed early election results give President Lukashenko an overwhelming victory », cnn.com, 10 août 2020 (<https://edition.cnn.com/2020/08/10/europe/belarus-election-protests-lukashenko-intl-hnk/index.html>).

2. Voir « Belarus plane: What we know and what we don't », bbc.com, 25 juin 2021 (www.bbc.com/news/world-europe-57239521).

Près d'un tiers des répondants (29%) considèrent que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple » (en %) - suite

Question : « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

Base : ensemble de l'échantillon



■ « Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple »

■ « C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses »

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

6. Voir Daniel Braun et Granit J. Tërnav, « Parliamentary Election in Kosovo : Will the Victor also Become Prime Minister? », Konrad-Adenauer-Stiftung, février 2021 (www.kas.de/documents/252038/10987758/Parliamentary+Election+in+Kosovo+-+Will+the+Victor+also+Become+Prime+Minister.pdf/7588eadc-720b-1431-8a79-0153dd1ec530?version=1.0&t=1614094268879).

L'idée de conditionner le droit de vote à des compétences recueille un soutien significatif

L'idée de conditionner l'accès au vote à certaines compétences intellectuelles, en d'autres termes instituer un vote capacitaire, implique de ne plus l'accorder à tout le monde. Cette idée recueille pourtant un soutien important dans l'opinion : 43% des personnes interrogées dans l'ensemble des pays répondent que cela serait une bonne façon de gouverner « que seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance

suffisant puissent voter ». Au sein de l'Union européenne, cette idée est partagée par plus d'un tiers des répondants (36%).

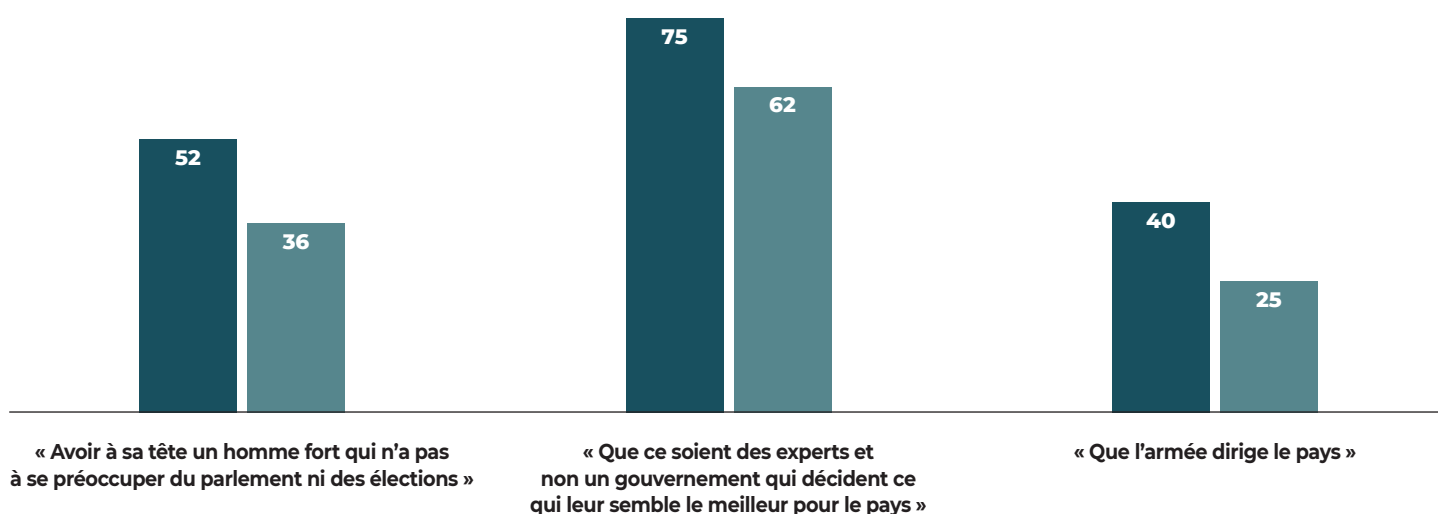
Plus significatif encore, ce sont les jeunes qui sont les plus favorables à l'idée d'un vote conditionné par la compétence. Ainsi, la moitié des moins de 35 ans (52%) approuvent cette idée, contre 31% chez les 60 ans et plus. Cette conception élitiste de la participation électorale est encore plus répandue au sein des catégories socioprofessionnelles supérieures ; ce sont les cadres dirigeants d'entreprise (63%) qui adhèrent le plus à cette sorte de suffrage capacitaire, devant les personnels de service et les employés de commerce (39%).

Les individus favorables au vote capacitaire sont plus tentés par « l'homme fort », le gouvernement « des experts » et « l'armée » (en %)

Question : « Pour chaque système politique suivant, veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise »

Réponses : « très bonne » et « assez bonne »

Base : ensemble de l'échantillon



■ « Que seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant puissent voter est/serait une assez bonne et une très bonne façon de gouverner le pays »
 ■ Global sans Inde

Grille de lecture : parmi les personnes interrogées favorables au vote capacitaire, 52% estiment qu'« avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » est/serait une bonne façon de gouverner.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Près de la moitié des moins de 35 ans (46%) estiment que le processus électoral dans leur pays n'est pas transparent

Les nouvelles générations sont attachées aux libertés collectives⁷ : 93% des 18-34 ans répondent que c'est important de pouvoir participer soi-même à la prise de décision, 95% de pouvoir voter pour les candidats de son choix et 95% d'avoir le droit de dire ce que l'on pense. Mais, fait nouveau, l'expression de cet attachement trouve son fondement dans le sentiment de menaces et de pertes de ces mêmes libertés. En effet, 44% des 18-34 ans disent qu'ils ne se sentent pas libres de

s'exprimer, contre 31% des 60 ans et plus. De même, plus de la moitié des 18-34 ans (54%) considèrent que la démocratie fonctionne mal dans leur pays, contre 44% chez les 60 ans et plus. À la question : « Diriez-vous que le processus électoral de votre pays est transparent ? », 46% des moins de 35 ans répondent par la négative, contre 37% chez les 60 ans et plus.

La sensibilité manifestée pour l'ordre et l'autorité procède aussi d'une interrogation sur l'efficacité du régime démocratique. Ainsi, plus d'un tiers (35%) des moins de 35 ans choisissent l'option « ça ne me dérangerait pas qu'on réduise un peu mes libertés si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace », contre 28% pour les 60 ans et plus.

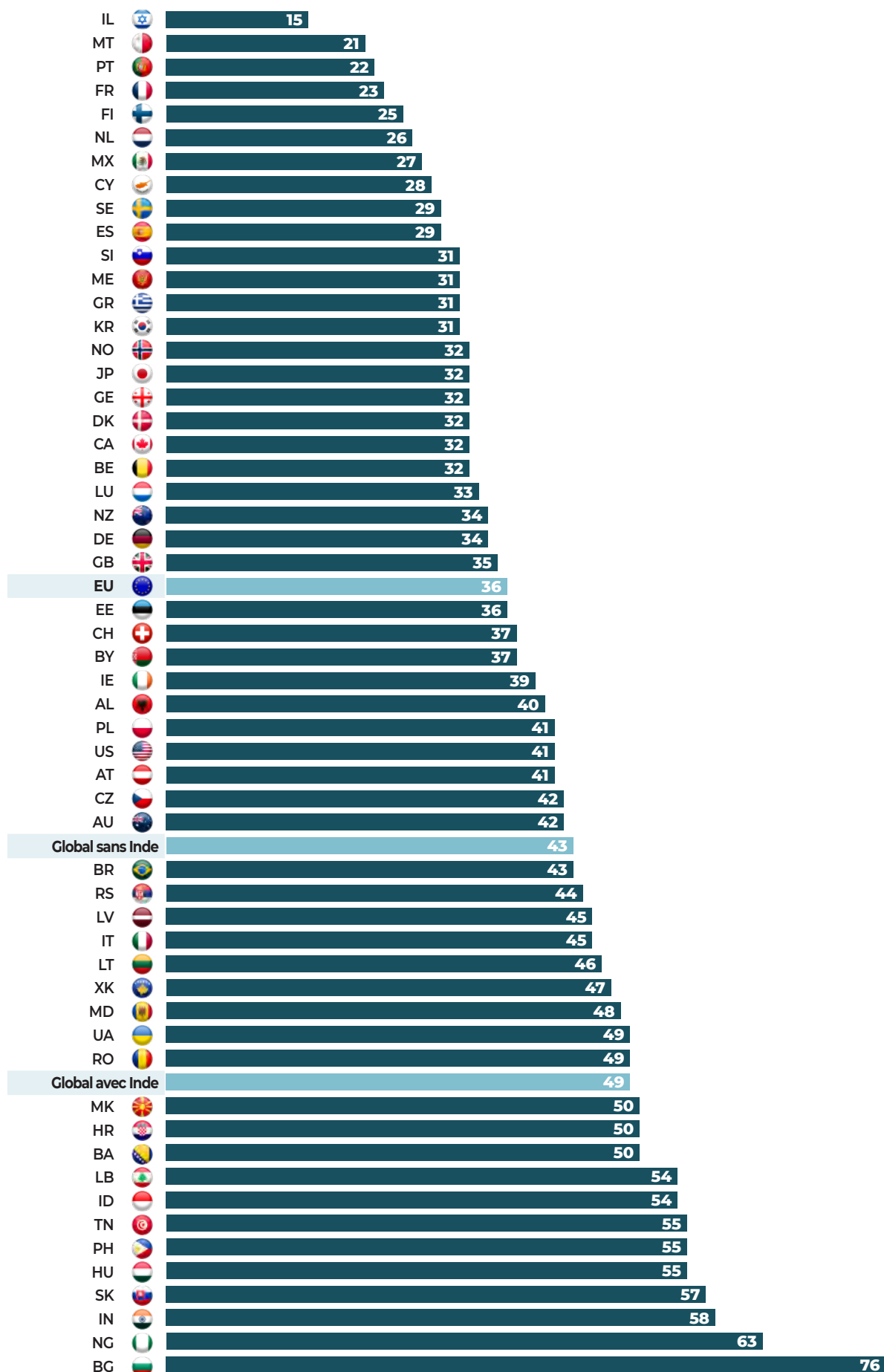
7. Voir « The Role of Youth in Democratic Resilience. Summary Report. Side-event held in the margins of the 73rd UNGA organized by the CoD and hosted by Romania », Community of Democracies, octobre 2018 (<https://community-democracies.org/app/uploads/2018/11/Summary-Report-on-The-Role-of-Youth-in-Democratic-Resilience.pdf>).

Pour 43% des citoyens, le vote devrait être réservé à ceux qui ont « un niveau de connaissance suffisant » (en %)

Question : « Pour [que seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant puisse voter], veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise, très mauvaise »

Réponses : « très bonne » et « assez bonne »

Base : ensemble de l'échantillon

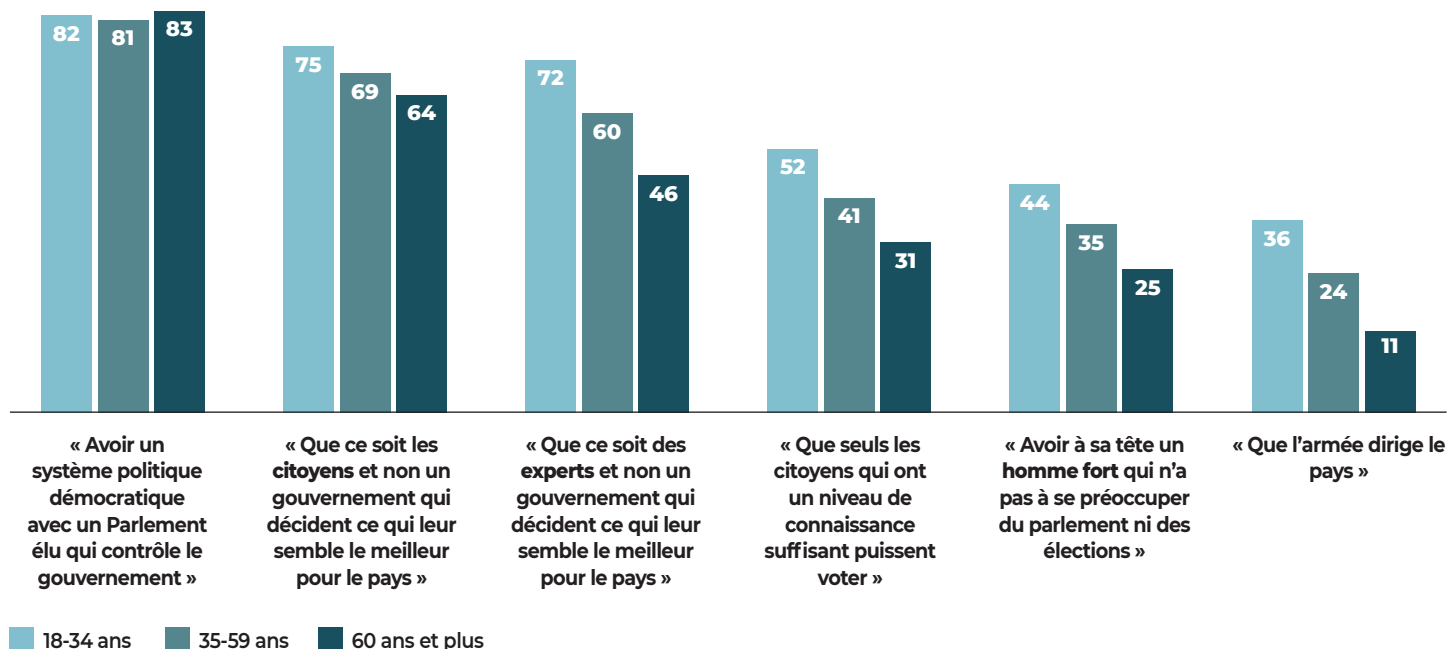


Convaincus par la démocratie représentative, les plus jeunes sont aussi les plus sensibles à d'autres systèmes politiques (en %)

Question : « Pour chaque système politique suivant, veuillez dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise »

Réponses : « très bonne » et « assez bonne »

Base : ensemble de l'échantillon



Grille de lecture : les 18-34 ans sont 82% à penser qu'« avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » est/serait une bonne façon de gouverner.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

4. Politique et médias : la double crise de la représentation

Les personnes interrogées expriment une forte défiance vis-à-vis des institutions politiques, particulièrement à l'égard des partis, du Parlement, du gouvernement et des syndicats. Par comparaison, la confiance est majoritaire pour les hôpitaux, les professions médicales, l'école, l'armée et la police.

Le mécontentement suscité par l'action publique n'est pas la seule cause de cette défiance. La parole politique est aussi prise en défaut. À la question : « Diriez-vous que vos idées sont représentées par les partis politiques dans votre pays ? », plus de quatre personnes sur dix (44%) répondent qu'elles ne se sentent représentées par aucun parti, tandis que moins d'un tiers (29%) estiment être représentées par un parti et un quart (27%) par plusieurs partis. La majorité (60%) des personnes interrogées choisissent la réponse : « La plupart du temps, quand les responsables politiques s'expriment, j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas. »

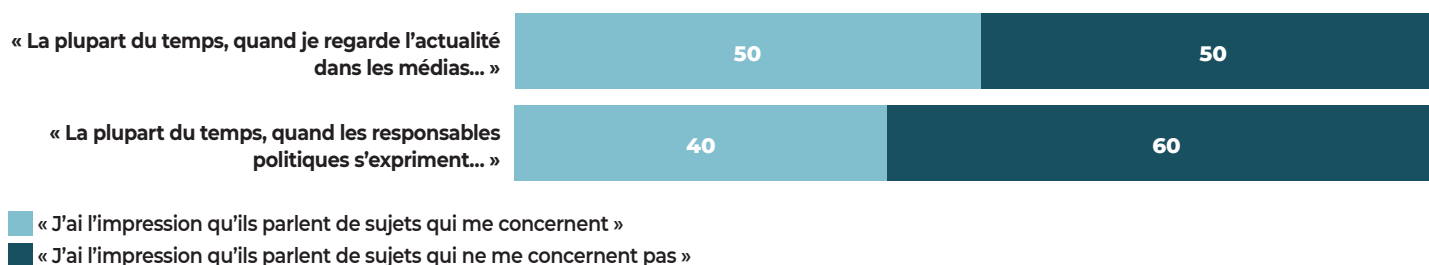
Mais cette crise de la parole politique doit être mise en relation avec une crise de même type et de même ampleur : celle de la parole médiatique. Si une majorité de citoyens (56%) expriment leur défiance à l'égard des médias, la moitié (50%) choisissent également la réponse : « La plupart du temps, quand je regarde l'actualité dans les médias, j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas. »

Cette double crise de la représentation contribue aux troubles du monde démocratique. Ce sentiment de distance entre les citoyens et leurs représentants peut expliquer, au moins en partie, pourquoi nombre d'électeurs se détournent des scrutins ou votent en faveur de populistes⁸. Le niveau élevé d'insatisfaction en matière de représentation politique coïncide souvent avec un niveau important d'insatisfaction en matière de représentation médiatique.

8. Voir Dominique Reynié (dir.), 2022, *le risque populiste en France*, vagues 1 à 6, Fondation pour l'innovation politique, 2019-2022 (études téléchargeables sur www.fondapol.org).

La crise de la représentation politique se double d'une crise de la représentation médiatique (en %)

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

« J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas » (en %)

Base : ensemble de l'échantillon

		« La plupart du temps, quand les responsables politiques s'expriment... »		« La plupart du temps, quand je regarde l'actualité dans les médias... »	
		« J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent »	« J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas »	« J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent »	« J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas »
	Global	40	60	50	50
Genre	Hommes	39	61	48	52
	Femmes	40	60	52	48
Âge	18-34 ans	41	59	49	51
	35-59 ans	38	62	50	50
	60 ans et plus	41	59	53	47
Catégories socioprofessionnelles	Catégories populaires	35	65	45	55
	Catégories intermédiaires	40	60	51	49
	Catégories supérieures	47	53	53	47
Catégorie d'agglomération	Villes de moins de 15 000 habitants	39	61	47	53
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	40	60	50	50
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	40	60	51	49
	Villes de plus de 500 000 habitants	40	60	53	47
Âge de fin d'études	Avant 21 ans	38	62	47	53
	21 ans ou après	40	60	51	49
	Encore étudiant	41	58	54	46
Auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	45	55	58	42
	Centre	39	61	52	48
	Droite	42	58	49	51
Intérêt pour la politique	Oui	47	53	56	44
	Non	30	70	41	59
Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne...	« Très bien » et « assez bien »	46	54	54	46
	« Assez mal » et « très mal »	33	67	46	54
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation est une opportunité	44	56	56	44
	La mondialisation est une menace	32	68	38	62
Opinion sur la manière dont le ménage s'en sort à la fin du mois	Plutôt difficilement	37	63	50	50
	Plutôt facilement	43	57	51	49

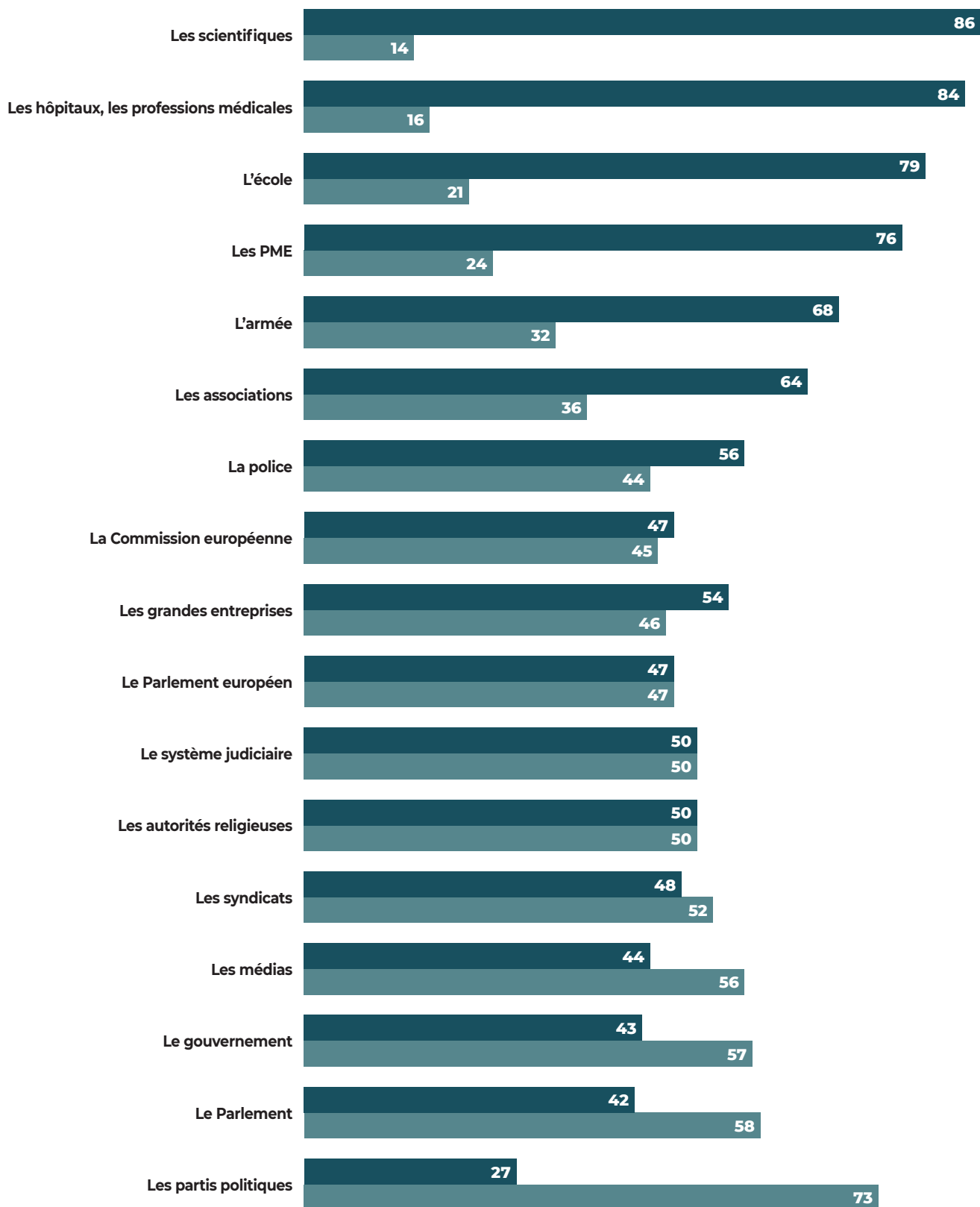
Note : la différence entre les totaux et 100 % représente les non-réponses.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Indispensables à la démocratie, les partis sont pourtant rejetés (en %)

Question : « Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance »

Base : ensemble de l'échantillon



■ « Tout à fait confiance » et « plutôt confiance » ■ « Plutôt pas confiance » et « pas du tout confiance »

Note : la différence entre les totaux et 100% représente les non-réponses.

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

5. Liberté d'opinion et pluralisme au cœur de la démocratie

Plus de la moitié des personnes interrogées (57 %) sont favorables à la peine de mort

Année après année, on observe une baisse tendancielle dans le monde du nombre de condamnations à mort et d'exécutions. Début 2022, plus des deux tiers des pays ne recouraient plus à la peine capitale, en droit ou en pratique⁹. Parmi les pays de notre enquête, la Biélorussie, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, le Japon et le Nigeria font partie des pays qui la pratiquent encore. La Corée du Sud, le Liban et la Tunisie respectent un moratoire sur les exécutions, tandis que le Brésil et Israël ont aboli la peine capitale pour les crimes de droit commun.

Pourtant, une majorité des personnes interrogées (57% tous pays confondus) restent favorables à la peine de mort. Dans les pays qui ne l'ont pas abolie, le soutien est puissant : 74% des Sud-Coréens et des Japonais, 73% des Tunisiens, 70% des Indonésiens, 67% des Américains, 58% des Indiens et des Libanais. Notons, *a contrario*, que la proportion de Nigériens (50%) et de Biélorusses (51%) soutenant la peine de mort est inférieure à la moyenne (57%) bien qu'elle y soit toujours pratiquée. Il en va de même pour les États devenus abolitionnistes, en dehors des crimes dits exceptionnels

(50% des Brésiliens et des Israéliens). Dans les pays de la région Asie-Pacifique compris dans notre enquête, la peine capitale est soutenue par l'opinion (Australie, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Japon, Nouvelle-Zélande et Philippines¹⁰). Dans l'Union européenne, la situation est différente et les positions de l'opinion publique le sont également. La lutte contre la peine de mort étant qualifiée de « grande priorité de la politique des droits de l'homme de l'Union européenne », elle n'a plus cours sur son territoire, son abolition constituant l'une des conditions d'entrée pour les pays candidats. Dans le cadre de la présidence du Conseil de l'Union européenne du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, le président français Emmanuel Macron a annoncé vouloir convaincre les dirigeants des pays pratiquant encore la peine capitale de l'abolir. Pour autant, dans 10 pays de l'Union européenne, l'opinion reste favorable à la peine de mort ; c'est le cas des Tchèques (59%), des Bulgares et des Hongrois (54%), des Litوانيens (52%), des Français et des Polonais (51%), des Estoniens (50%), des Lettons (49%), des Belges et des Croates (48%). Dans les Balkans occidentaux, le soutien à la peine de mort atteint 68% en Serbie et 53% en Albanie, mais il est minoritaire en Bosnie-Herzégovine et au Monténégro (47%), ainsi qu'en Macédoine du Nord (38%) et au Kosovo (25%).

Pays de l'enquête où la peine de mort a été abolie : Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Mexique, Moldavie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse et Ukraine.

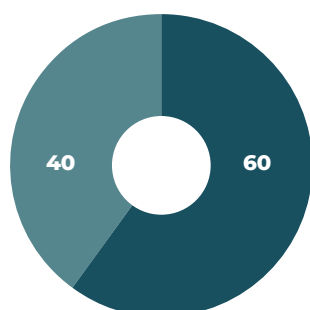
Pays de l'enquête où la peine de mort n'a pas été abolie : Biélorussie, Brésil, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Indonésie, Israël, Japon, Liban, Nigeria, et Tunisie.

Opinion et législation sur la peine de mort sont en accord (en %)

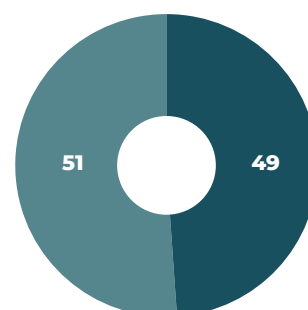
Question : « Êtes-vous favorable ou opposé à la peine de mort ? »

Base : ensemble de l'échantillon

Moyenne des 11 pays de l'enquête où la peine de mort existe encore



Moyenne des 44 pays de l'enquête où la peine de mort a été abolie



■ « Tout à fait favorable » et « plutôt favorable » ■ « Plutôt opposé » et « tout à fait opposé »

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

9. En septembre 2021, la situation était la suivante : « 106 États ont aboli la peine de mort pour tous les crimes, 8 l'ont abolie pour les crimes de droit commun, 50 respectent un moratoire sur les exécutions en droit ou de fait, soit 164 États au total. En revanche, la peine de mort est toujours appliquée dans 54 États et territoires » (France Diplomatie, « Abolition de la peine de mort », mise à jour septembre 2021, www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/droits-de-l-homme/abolition-de-la-peine-de-mort).

10. Le 2 mars 2021, la Chambre des représentants des Philippines a adopté la loi n° 7814 pour la réintroduction de la peine de mort en vertu de la Loi générale sur les drogues dangereuses de 2002. Ce projet de loi est l'aboutissement des pressions du président Rodrigo Duterte pour rétablir la peine capitale abolie en 2006. Voir « Statement of Commissioner Karen Gomez-Dumpit on the Passage of House Bill No. 7814, providing for the "Presumption of Guilt" and Reintroduction of the Death Penalty as amendments to the Comprehensive Dangerous Drugs Act of 2002 », 3 mars 2021.

La peine de mort, qui est pour, qui est contre ? (en %)

Question : « Êtes-vous favorable ou opposé à la peine de mort ? »

Base : ensemble de l'échantillon

		« Tout à fait favorable » et « plutôt favorable »	« Plutôt opposé » et « tout à fait opposé »
	Global	57	43
Genre	Hommes	59	41
	Femmes	55	45
Âge	18-34 ans	58	42
	35-59 ans	58	42
	60 ans et plus	53	47
Catégories socioprofessionnelles	Catégories populaires	61	39
	Catégories intermédiaires	57	43
	Catégories supérieures	57	43
Auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	40	60
	Centre	58	42
	Droite	66	34
Intérêt pour la politique	Oui	56	44
	Non	59	41
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation est une opportunité	55	45
	La mondialisation est une menace	61	39
Catégorie d'agglomération	Villes de moins de 15 000 habitants	55	45
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	55	45
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	59	41
	Villes de plus de 500 000 habitants	59	41
Âge de fin d'études	Avant 21 ans	60	40
	21 ans ou après	57	43
	Encore étudiant	50	50

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Le droit à l'avortement, qui est pour, qui est contre ? (en %)

Question : « Êtes-vous favorable ou opposé au droit à l'avortement ? »

Base : ensemble de l'échantillon

		« Tout à fait favorable » et « plutôt favorable »	« Plutôt opposé » et « tout à fait opposé »
	Global	55	45
Genre	Hommes	54	46
	Femmes	56	44
Âge	18-34 ans	50	50
	35-59 ans	54	46
	60 ans et plus	67	33
Catégories socioprofessionnelles	Catégories populaires	49	51
	Catégories intermédiaires	50	50
	Catégories supérieures	62	38
Auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite	Gauche	75	25
	Centre	55	45
	Droite	45	55
Intérêt pour la politique	Oui	58	42
	Non	52	48
Opinion sur la mondialisation	La mondialisation est une opportunité	55	45
	La mondialisation est une menace	55	45
Catégorie d'agglomération	Villes de moins de 15 000 habitants	52	48
	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	62	38
	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	60	40
	Villes de plus de 500 000 habitants	49	51
Âge de fin d'études	Avant 21 ans	58	42
	21 ans ou après	54	46
	Encore étudiant	52	48

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Le droit à l'avortement est contesté

La tolérance de l'opinion à l'égard de l'avortement varie en fonction des contextes politiques, sociaux et culturels des pays. De même, selon leurs croyances, les personnes interrogées adoptent des positions plus ou moins progressistes ou conservatrices sur la question de l'avortement, alors que les religions monothéistes s'y opposent.

Dans l'ensemble, 45 % des personnes interrogées déclarent être opposées au droit à l'avortement. Si une majorité (55 %) y est favorable, la transmission générationnelle de ce droit ne paraît pas garantie : en effet, la moitié des 18-34 ans (50 %) sont hostiles à l'avortement, contre 33 % chez les 60 ans et plus. Les écarts selon le genre sont trop faibles pour être significatifs, mais nous observons que les hommes semblent légèrement plus nombreux à y être opposés (46 %) que les femmes (44 %). On note par ailleurs qu'au sein des catégories populaires (51 %) et intermédiaires (50 %), l'hostilité au droit à l'avortement est très supérieure à celle que l'on enregistre parmi les catégories supérieures (38 %). Le statut matrimonial est un autre indicateur : les personnes mariées s'opposent plus nettement (47 %) au droit à l'avortement que les personnes divorcées ou séparées (33 %). De même, une majorité (56 %) des répondants qui ont trois enfants ou plus n'y sont pas favorables, contre 41 % pour ceux qui n'ont pas d'enfants. La perception de l'avenir offre une autre grille de lecture : les individus qui pensent que leur pays sera moins bien demain qu'aujourd'hui sont moins nombreux (41 %) à être contre l'avortement que ceux qui estiment que leur pays sera mieux demain qu'aujourd'hui (55 %).

On sait que les législations diffèrent fortement selon les États : dans certains pays, l'avortement est autorisé sans réserve, à la demande de la femme ; dans d'autres, il est strictement interdit et puni. Entre ces deux cas, de nombreux pays autorisent l'avortement sous certaines conditions, plus ou moins restrictives, par exemple lorsque la grossesse est la conséquence d'un viol ou d'un inceste, dans le cas de

malformation du fœtus, de risque pour la santé physique ou mentale de la femme enceinte, etc. Parmi les pays étudiés dans notre enquête, seuls Malte et les Philippines interdisent tout type d'avortement, à la satisfaction de leur population : 87 % des Maltais et les trois quarts des Philippins (76 %) sont hostiles au droit à l'avortement. Malte, dont la quasi-totalité des citoyens sont catholiques, reste le seul pays au sein de l'Union européenne où l'avortement est strictement interdit : les femmes qui procèdent à une interruption volontaire de grossesse et leur praticien encourrent jusqu'à trois ans d'emprisonnement.

Dans d'autres pays, l'avortement n'est pas autorisé sauf si le pronostic vital de la femme enceinte est engagé. C'est le cas au Brésil, en Indonésie, au Liban, au Mexique et au Nigeria. Dans ces pays, les populations sont fortement opposées au droit à l'avortement. Depuis janvier 2021, la Pologne, à la suite d'une décision de son tribunal constitutionnel, a durci les conditions légales donnant accès à l'avortement. Désormais, l'avortement n'est autorisé qu'en cas de viol, d'inceste ou de mise en danger de la vie des femmes enceintes. Cette législation a engendré de nombreuses manifestations. Plus de la moitié des Polonais sont favorables au droit à l'avortement.

On note que dans les pays de notre étude où l'avortement est accessible sur décision de la femme enceinte, l'hostilité au droit à l'avortement est majoritaire chez les Géorgiens (74 %), les Albanais (70 %), les Monténégrins (69 %), les Kosovars (66 %), les Moldaves (61 %), les Tunisiens (58 %) et les Chypriotes (51 %) ¹¹.

Aux États-Unis, les deux tiers des répondants (67 %) soutiennent le droit à l'avortement, soit un niveau comparable à celui enregistré en 2018 (68 %) et en 2017 (64 %). Dans ce pays, le droit à l'avortement a toujours opposé démocrates et républicains, et nos données montrent que les Américains qui se situent à gauche sur l'échelle politique ne sont que 9 % à être contre le droit à l'avortement, contre 49 % de ceux qui se situent à droite.

Si l'Union européenne se distingue du reste du monde à propos de la peine de mort et du droit à l'avortement... (en %)

Questions : « Êtes-vous favorable ou opposé [à la peine de mort ; au droit à l'avortement] ? »

Base : ensemble de l'échantillon

	EU	Global sans Inde
« Tout à fait favorable » et « plutôt favorable » à la peine de mort	41	57
« Tout à fait favorable » et « plutôt favorable » au droit à l'avortement	83	55

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

... des divergences perdurent en son sein entre les États membres de l'Ouest et ceux de l'Est (en %)

Questions : « Êtes-vous favorable ou opposé [à la peine de mort ; au droit à l'avortement] ? »

Base : pays de l'Union européenne

	EU Ouest	EU Est
« Tout à fait favorable » et « plutôt favorable » à la peine de mort	38	51
« Tout à fait favorable » et « plutôt favorable » au droit à l'avortement	86	73

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

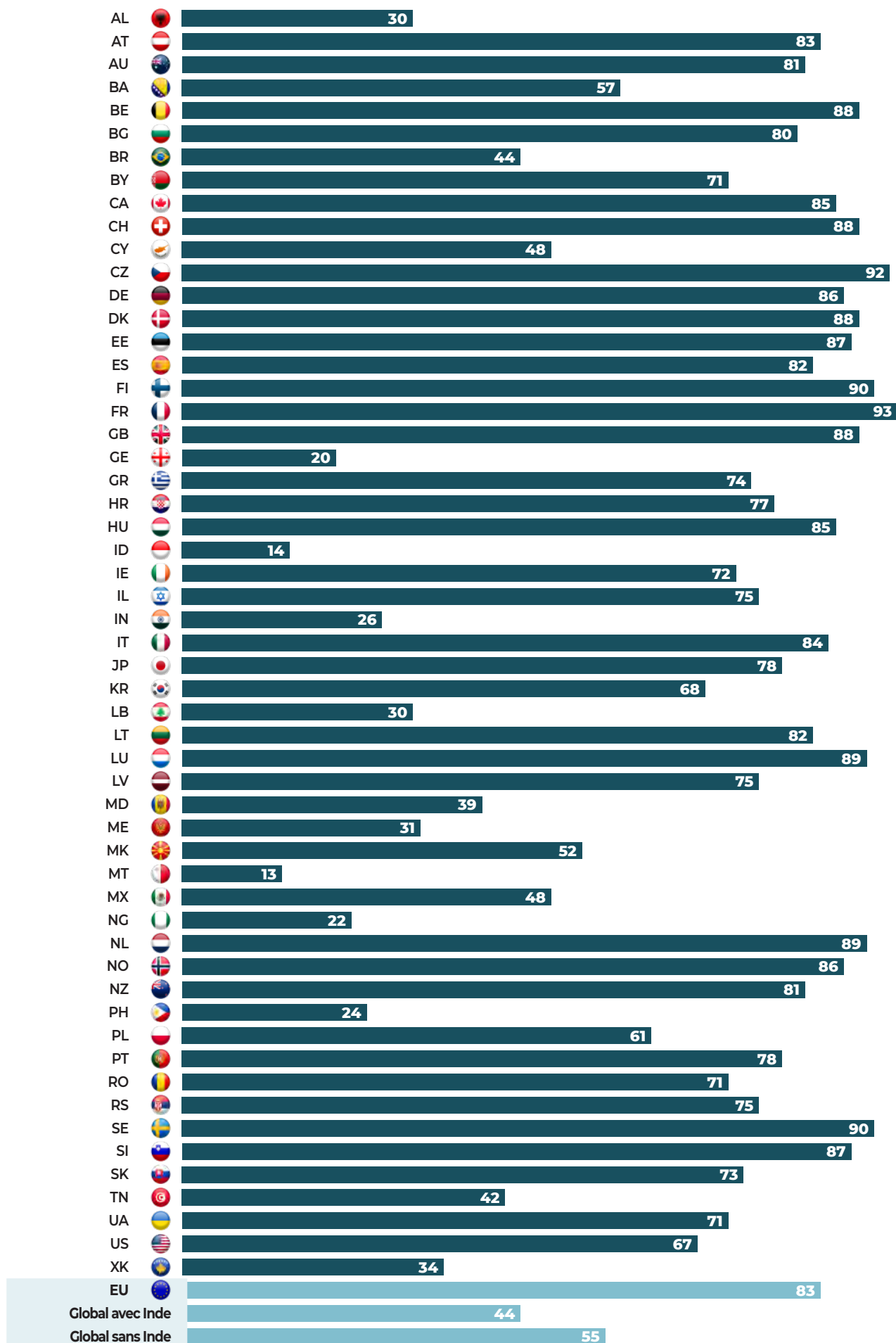
11. Voir Center for Reproductive Rights, « The World's Abortion Laws », reproductiverights.org, 2021 (<https://maps.reproductiverights.org/worldabortionlaws>).

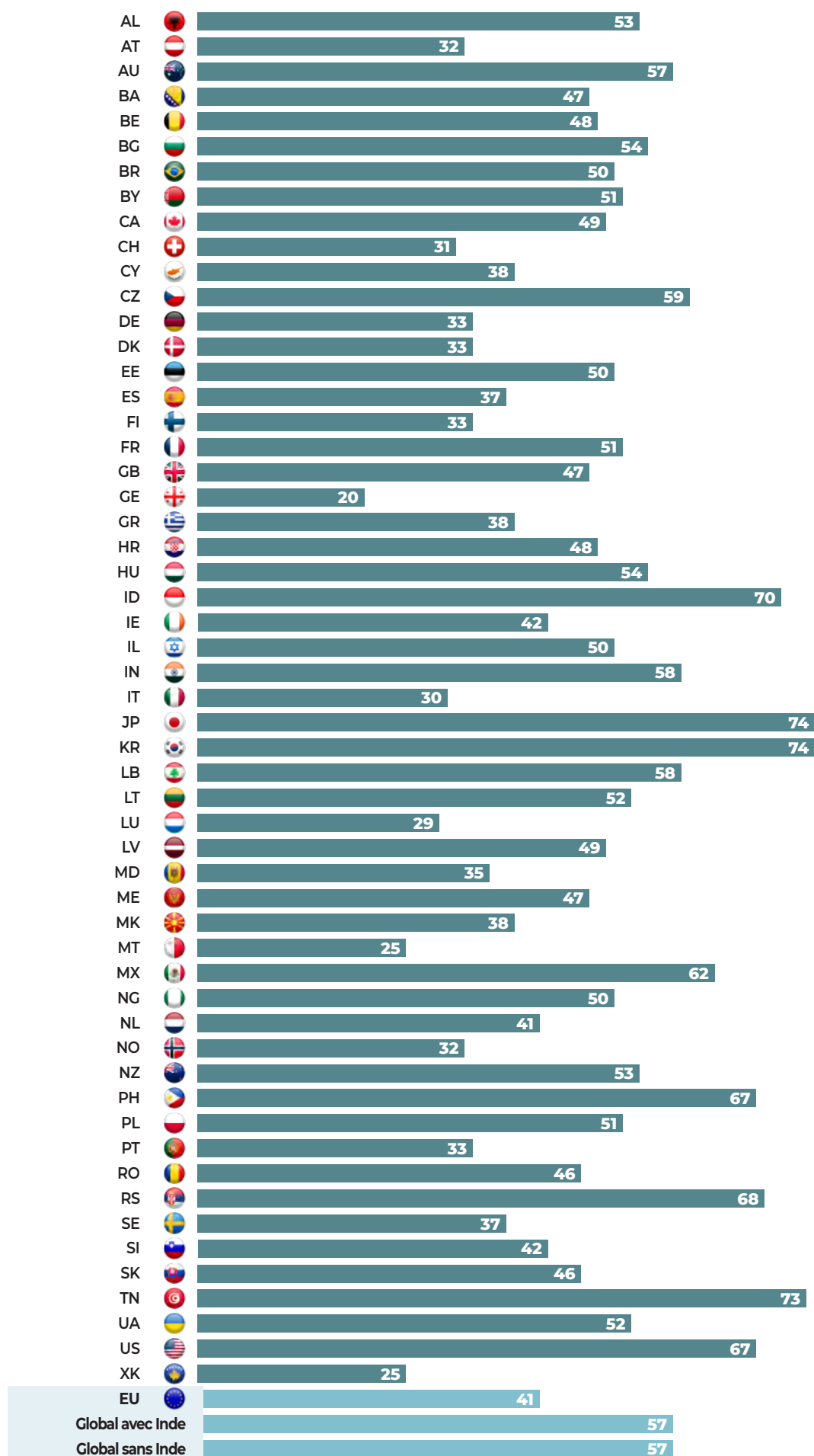
Niveau de soutien au droit à l'avortement (en %)

Question : « Êtes-vous favorable ou opposé [au droit à l'avortement] ? »

Réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »

Base : ensemble de l'échantillon



Niveau de soutien à la peine de mort (en %)**Question :** « Êtes-vous favorable ou opposé [à la peine de mort] ? »**Réponses :** « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »**Base :** ensemble de l'échantillon

L'État doit laisser plus de liberté aux entreprises

Le monde démocratique porte un regard positif sur la globalisation. Près des deux tiers des personnes interrogées y voient « une opportunité » (65%) plutôt qu'une menace (35%). De même, on relève un attachement au libéralisme

économique défini ici comme la limitation du rôle de l'État dans l'économie et le renforcement de la liberté des entreprises : 58% pensent qu'« il faut limiter le rôle de l'État en matière de politique économique afin de renforcer les libertés des entreprises », tandis que les 42% restants souhaitent un rôle plus fort de l'État et un contrôle accru des entreprises.

La liberté des entreprises est souhaitée par l'ensemble des catégories socioprofessionnelles (en %)

Question : « En matière de politique économique, diriez-vous... »

Base : ensemble de l'échantillon

	« Il faut renforcer le rôle de l'État dans l'économie et limiter la liberté des entreprises »	« Il faut limiter le rôle de l'État dans l'économie et renforcer la liberté des entreprises »
Global	42	58
Cadres dirigeants d'entreprise	40	60
Professions intellectuelles ou scientifiques	41	59
Professions intermédiaires salariées	45	55
Petits entrepreneurs	46	54
Employés qualifiés	46	54
Ouvriers qualifiés	45	55
Personnels de services et employés de commerces, ouvriers peu qualifiés et manœuvres	41	59
Retraités	36	63
Sans emploi	42	58

Note : la différence entre les totaux et 100 % représente les non-réponses.

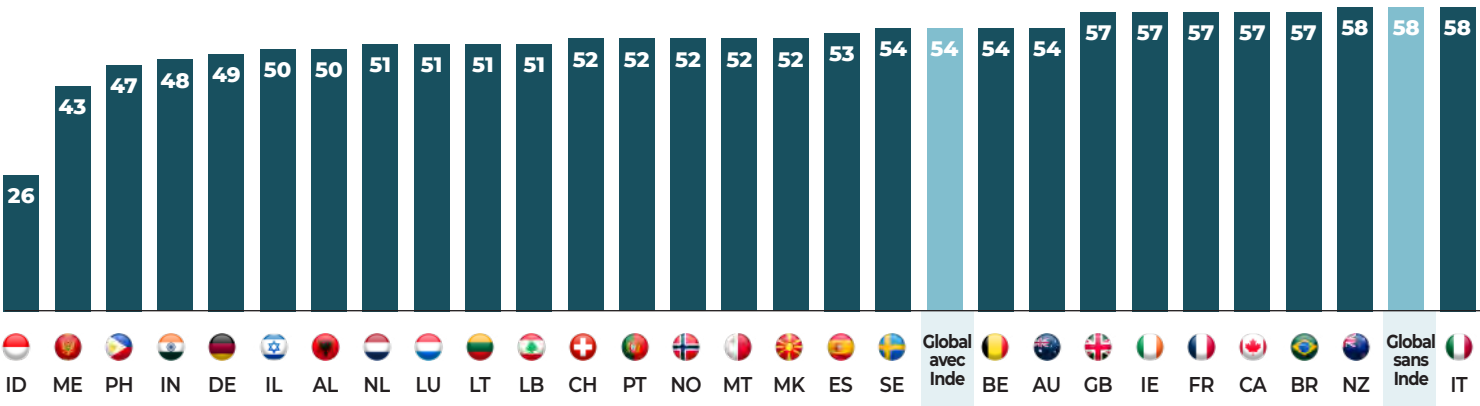
© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

L'État doit-il laisser plus de liberté aux entreprises ? (en %)

Question : « En matière de politique économique, diriez-vous... »

Réponse : « Il faut limiter le rôle de l'État dans l'économie et renforcer la liberté des entreprises »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Libéralisme économique et libéralisme politique en Europe centrale

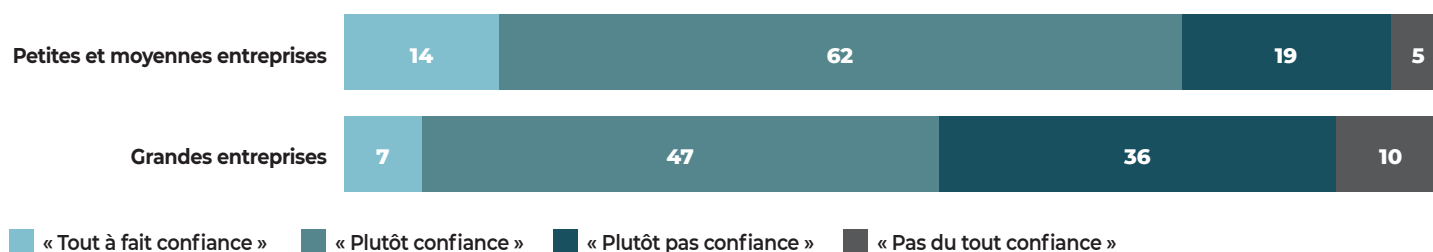
« Parallèlement à cette recomposition du champ intellectuel et politique favorable à une redécouverte du libéralisme politique, la décomposition de l'économie socialiste et l'échec des réformes ont favorisé la redécouverte du libéralisme économique. Ainsi, surtout en Pologne et en Hongrie, puis en Tchécoslovaquie, la pensée économique libérale s'affichait comme une alternative à l'échec de l'étatisme. Les auteurs connaissaient fort bien les blocages de l'économie administrée, mais fort peu le fonctionnement du "capitalisme réel" en Occident. Après quarante ans d'étatisme, l'État minimal paraissait être la réponse adéquate à la crise et dans le contexte des années 1980, marqué par l'influence du "néo-libéralisme" en Occident, les libéraux du socialisme finissant se tournèrent volontiers vers les théoriciens du marché libre de l'École de Chicago qui – juste retour des choses – se trouvaient être... originaires d'Europe centrale ! L'historien Tony Judt parle, à propos du néolibéralisme des années Reagan-Thatcher, de "la revanche des Autrichiens" : Hayek, von Mises, Schumpeter, Popper, Drucker, nés aux quatre coins de l'Empire austro-hongrois, tous marqués par la catastrophe autrichienne et la question : pourquoi et comment une démocratie libérale avait-elle succombé, entre février 1934 et l'Anschluss de 1938, à la tentation totalitaire. La meilleure garantie pour préserver une "société ouverte", avaient-ils conclu, consistait à minimiser l'ingérence de l'État dans l'économie et la société. Un message retenu par les économistes libéraux qui élaborèrent les réformes économiques pour la sortie du communisme après 1989. »

Jacques Rupnik, « La crise du libéralisme en Europe centrale », *Commentaire*, n° 160, hiver 2017.

Dans un monde de défiance, les entreprises suscitent encore la confiance (en %)

Question : « Pour [les PME (Petites et Moyennes Entreprises) ; les grandes entreprises], veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout en elles »

Base : ensemble de l'échantillon



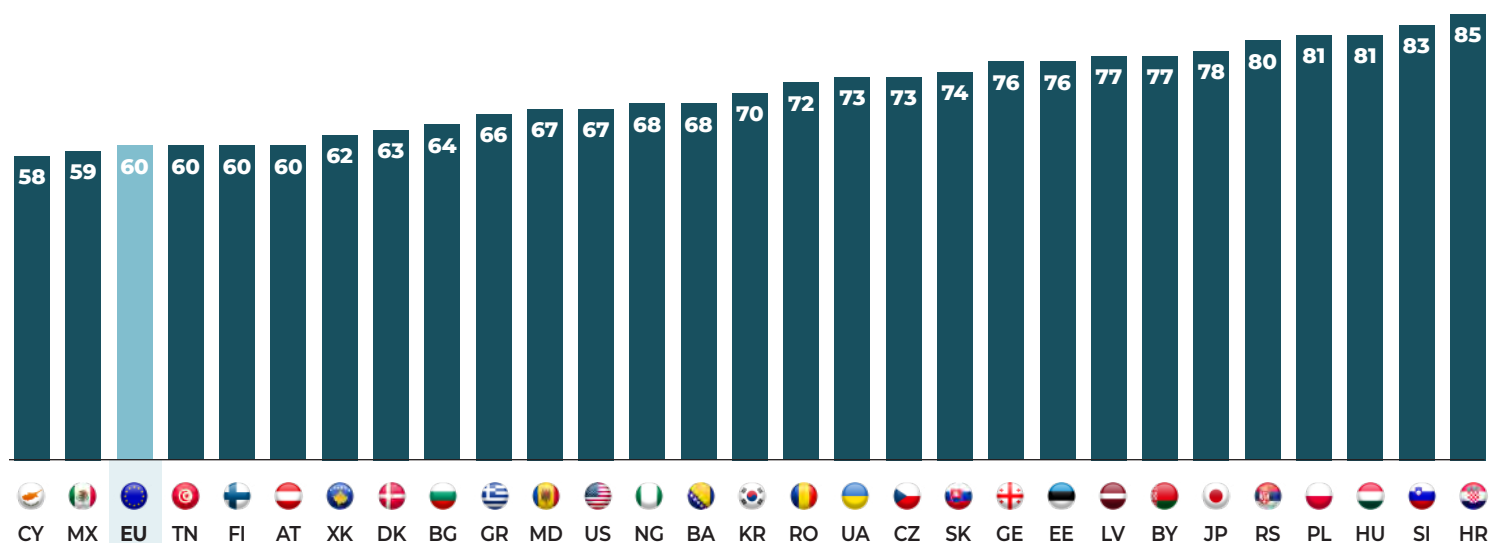
© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

L'État doit-il laisser plus de liberté aux entreprises ? (en %) - suite

Question : « En matière de politique économique, diriez-vous... »

Réponse : « Il faut limiter le rôle de l'État dans l'économie et renforcer la liberté des entreprises »

Base : ensemble de l'échantillon



© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

6. Confrontés à la Covid-19, les citoyens revendiquent leur attachement aux libertés

Seule une minorité d'individus est disposée à réduire ses libertés en contrepartie d'une plus grande efficacité

Dans le monde démocratique, les deux tiers (67%) des personnes interrogées choisissent la réponse « même si cela rendait le gouvernement plus efficace, je n'accepterais pas qu'on réduise un peu mes libertés ». Dans une partie de l'opinion, il existe cependant une disponibilité à la réduction des libertés, admise au nom d'une plus grande efficacité supposée. La gestion de la pandémie de la Covid-19 par la Chine a pu renforcer auprès d'une partie de l'opinion l'acceptabilité d'un pouvoir autoritaire. La moitié des personnes interrogées dans notre enquête (51%) est d'accord avec l'idée que « les gouvernements autoritaires sont plus efficaces que les gouvernements démocratiques pour vaincre les pandémies, comme celle de la Covid-19 », l'autre moitié (49%) n'étant pas d'accord avec cette affirmation.

Un tiers des personnes interrogées (33%) optent pour la réponse « ça ne me dérangerait pas qu'on réduise un peu mes libertés si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace ». Si l'on considère l'âge des répondants, cette opinion pourrait avoir un certain avenir : 35% des 18-34 ans, 34% des 35-59 ans, et 28% des 60 ans et plus accepteraient de réduire leurs libertés. Les moins de 35 ans (61%) sont également plus enclins à penser que les régimes autoritaires sont plus efficaces pour faire face aux pandémies (36% chez les 60 ans et plus).

Parmi les personnes interrogées estimant qu'« avoir un homme fort à la tête de l'État » est une bonne chose, les deux tiers (66%) pensent que les gouvernements autoritaires sont les plus efficaces pour faire face à une pandémie. Cette idée est également largement partagée (71%) chez ceux qui sont favorables à ce que l'armée dirige le pays.

Parmi les personnes qui accepteraient de réduire « un peu leurs libertés si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace », 62% disent être d'accord avec le fait que « les gouvernements autoritaires sont plus efficaces que les gouvernements démocratiques pour vaincre les pandémies comme celle de la Covid-19 » (en %)

Base : ensemble de l'échantillon

		« Ça ne me dérangerait pas qu'on réduise un peu mes libertés si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace »	« Même si cela rendait le gouvernement plus efficace, je n'accepterais pas qu'on réduise un peu mes libertés »
« Certaines personnes affirment que les gouvernements autoritaires sont plus efficaces que les gouvernements démocratiques pour vaincre les pandémies, comme celle de la Covid-19. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord avec cette affirmation ? »	« Tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	62	45
	« Plutôt pas d'accord » et « pas du tout d'accord »	38	55

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Parmi les personnes qui pensent que « les gouvernements autoritaires sont plus efficaces que les gouvernements démocratiques pour vaincre les pandémies comme celle de la Covid-19 », 60% déclarent qu'elles n'accepteraient pas qu'on réduise « un peu leurs libertés même si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace » (en %)

« Certaines personnes affirment que les gouvernements autoritaires sont plus efficaces que les gouvernements démocratiques pour vaincre les pandémies, comme celle de la Covid-19. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord avec cette affirmation ? »		
	« Tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	« Plutôt pas d'accord » et « pas du tout d'accord »
« Ça ne me dérangerait pas qu'on réduise un peu mes libertés si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace »	40	26
« Même si cela rendait le gouvernement plus efficace, je n'accepterais pas qu'on réduise un peu mes libertés »	60	74

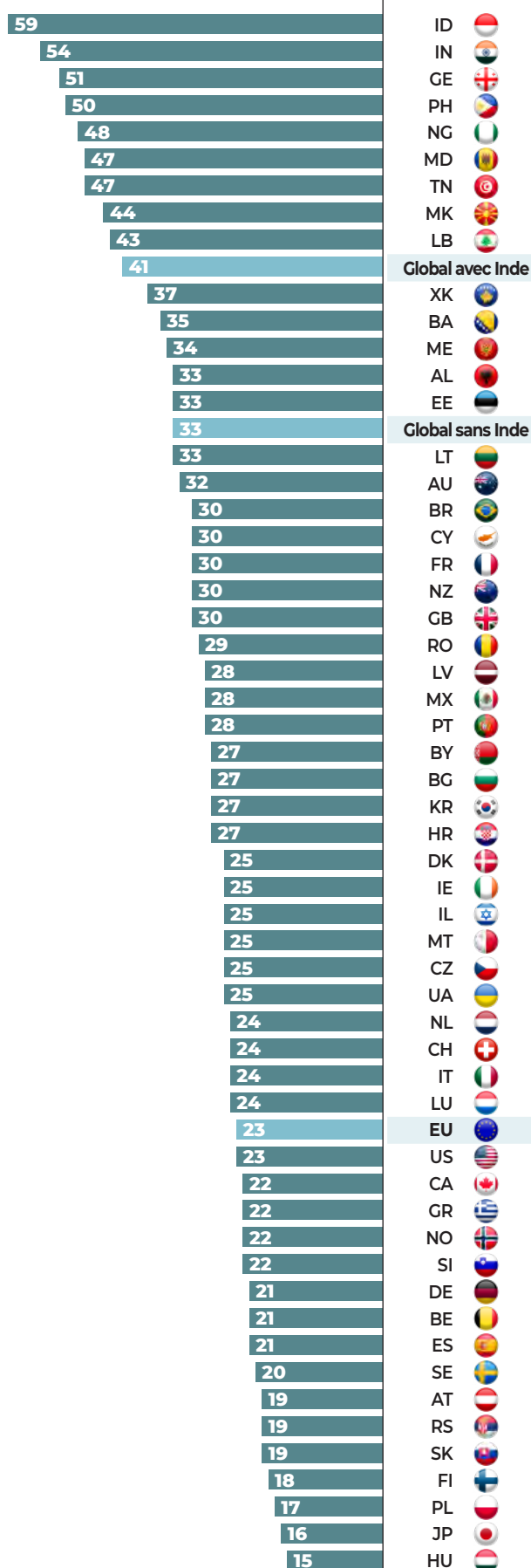
© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Réduction des libertés, efficacité des gouvernements et pandémies (en %)

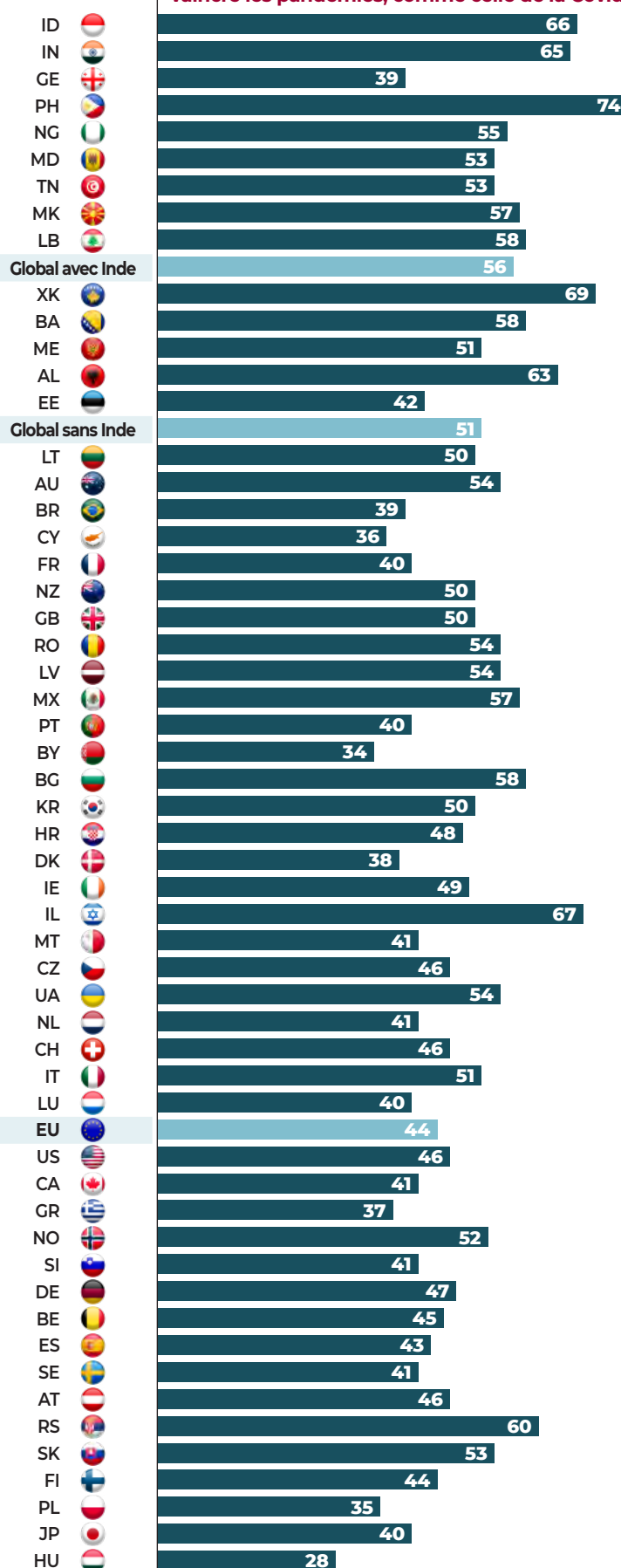
Questions : « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? » ; « Certaines personnes affirment que les gouvernements autoritaires sont plus efficaces que les gouvernements démocratiques pour vaincre les pandémies, comme celle de la Covid-19. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, pas du tout d'accord avec cette affirmation ? »

Base : ensemble de l'échantillon

« Ça ne me dérangerait pas qu'on réduise un peu mes libertés si cela permettait au gouvernement d'être plus efficace »



« Tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord » avec l'affirmation « les gouvernements autoritaires sont plus efficaces que les gouvernements démocratiques pour vaincre les pandémies, comme celle de la Covid-19 »



L'attachement aux libertés est presque unanime

Les répondants considèrent comme important de pouvoir manifester (83%), de pouvoir participer soi-même à la prise

de décision (95%), de pouvoir voter pour les candidats de son choix (96%), d'avoir le droit de dire ce que l'on pense (96%) et de jouir de la liberté de la presse (94%).

Des régimes hybrides et autoritaires en quête de démocratie et de libertés (en %)

Base : Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Liban, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Nigeria, Ukraine

	BY 	BA 	GE 	LB 	MD 	ME 	MK 	NG 	UA 
Dans mon pays, la démocratie fonctionne « très bien » et « bien »	28	16	31	10	14	42	33	16	32
J'ai le sentiment de pouvoir m'exprimer « tout à fait » et « plutôt » librement dans la société actuelle	31	50	61	47	55	57	52	29	64
Le processus électoral de mon pays est « tout à fait » et « plutôt » transparent	28	31	46	24	35	55	46	21	49
« Pour chacune des choses suivantes, indiquez si elle est importante ou pas pour le bon fonctionnement de la démocratie ? »									
« Pouvoir manifester, aller dans la rue, contester »	71	86	68	88	57	80	77	87	87
« Pouvoir participer soi-même à la prise de décision »	92	91	93	95	90	94	84	94	97
« Pouvoir voter pour les candidats de son choix »	95	92	95	94	93	98	94	96	96
« Avoir le droit de dire ce que l'on pense »	94	93	98	95	94	98	91	95	97
« Avoir la liberté de la presse »	87	88	96	93	89	93	90	95	93

© Fondation pour l'innovation politique - janvier 2022

Il est frappant de constater que, dans les pays dont les régimes sont moins démocratiques ou peinent à se démocratiser, les personnes interrogées aspirent à plus de libertés. Le *Democracy Index 2020* classe l'état des régimes dans le monde en quatre catégories¹² : les démocraties pleines, les démocraties imparfaites, les « régimes hybrides¹³ » et les « régimes autoritaires¹⁴ ». Pour ce faire, il s'appuie sur plusieurs critères relatifs à la qualité du processus électoral, au pluralisme, au fonctionnement du gouvernement, à la participation politique, à la culture

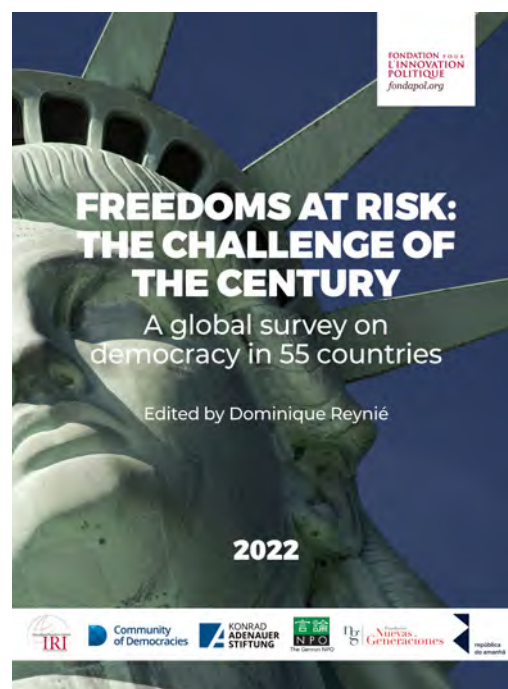
politique, aux libertés civiles, etc. Parmi les pays étudiés dans notre enquête¹⁵, huit sont considérés comme des régimes « hybrides » (Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Liban, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Nigeria et Ukraine), tandis que la Biélorussie est classée dans les régimes autoritaires. Dans ces neuf pays, nos données montrent qu'une évaluation négative du fonctionnement de la démocratie et de l'État de droit s'accompagne d'une aspiration à davantage de libertés et de démocratie.

12. *Democracy Index 2020: In sickness and in health?*, The Economist Intelligence Unit, 2021, p. 3 (téléchargeable sur www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2020).

13. « Régimes hybrides : les élections comportent des irrégularités substantielles qui les empêchent souvent d'être à la fois libres et équitables. Les pressions du gouvernement sur les partis d'opposition et les candidats peuvent être courantes. Les graves faiblesses sont plus répandues que dans les démocraties imparfaites – dans la culture politique, le fonctionnement du gouvernement et la participation politique. La corruption a tendance à être généralisée et l'état de droit est faible. La société civile est faible. En règle générale, les journalistes sont harcelés et soumis à des pressions, et le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant » (« Hybrid regimes: Elections have substantial irregularities that often prevent them from being both free and fair. Government pressure on opposition parties and candidates may be common. Serious weaknesses are more prevalent than in flawed democracies—in political culture, functioning of government and political participation. Corruption tends to be widespread and the rule of law is weak. Civil society is weak. Typically, there is harassment of and pressure on journalists, and the judiciary is not independent », *ibid.*, p. 57).

14. « Régimes autoritaires : le pluralisme politique de l'État est absent ou fortement circonscrit. [...] Certaines institutions formelles de la démocratie peuvent exister, mais elles ont peu de substance. Les élections, si elles ont lieu, ne sont ni libres ni équitables. Il y a un mépris pour les abus et atteintes aux libertés civiles. Les médias appartiennent généralement à l'État ou sont contrôlés par des groupes liés au régime en place. Il y a une répression des critiques du gouvernement et une censure généralisée. Il n'y a pas de justice indépendante » (« Authoritarian regimes: In these states, state political pluralism is absent or heavily circumscribed. [...] Some formal institutions of democracy may exist, but these have little substance. Elections, if they do occur, are not free and fair. There is disregard for abuses and infringements of civil liberties. Media are typically state-owned or controlled by groups connected to the ruling regime. There is repression of criticism of the government and pervasive censorship. There is no independent judiciary », *ibid.*).

15. Le Kosovo n'est pas étudié dans le *Democracy Index 2020* et n'est donc pas inclus ici.



Publications de la Fondation pour l'innovation politique

Les déchets nucléaires : une approche globale (4)

La gestion des déchets et l'avenir
de la compétence de l'état en démocratie

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 64 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3)

L'enjeu des générations futures

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 64 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2)

Les solutions pour maîtriser le risque effectif

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 64 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1)

Déchets et déchets nucléaires : durée de vie,
quantités et dangers potentiels

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 76 pages

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 96 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinich, novembre 2021, 56 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours
de la Fondation pour l'innovation politique et de Terra Nova,
octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes. Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais,
octobre 2021, 58 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 72 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 56 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondation pour l'innovation politique, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 76 pages

L'idéologie woke. Face au wokisme (2)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)

Pierre Valentin, juillet 2021, 60 pages

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert,
Élisa Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major,
Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

2022, le risque populiste en France (vague 4)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 74 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 64 pages

Le xxi^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 60 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 52 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 64 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 76 pages

Pauvreté dans le monde :

une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 60 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 96 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 64 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 56 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

**Europe : la transition bas carbone,
un bon usage de la souveraineté**

Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 68 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

Tsunami dans un verre d'eau

**Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections
municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de
100 000 habitants**

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

**Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances
inquiètent l'opinion**

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandembroucke, février 2020, 64 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

**OGM et produits d'édition du génome :
enjeux réglementaires et géopolitiques**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

**Des outils de modification du génome au service
de la santé humaine et animale**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

**Des plantes biotech au service de la santé
du végétal et de l'environnement**

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

**Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation
des performances du soldat**

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain
et chinois (3)**

Défendre l'économie européenne par la politique commerciale

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 76 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain
et chinois (2)**

Les pratiques anticoncurrentielles étrangères

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 64 pages

**L'Europe face aux nationalismes économiques américain
et chinois (1)**

Politique de concurrence et industrie européenne

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 60 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

**La Cour européenne des droits de l'homme,
protectrice critiquée des « libertés invisibles »**

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

**1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines
de la fracture européenne**

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

**Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD
aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019**

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

**Campements de migrants sans-abri :
comparaisons européennes et recommandations**

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

Élections européennes 2019.

**Le poids des électors comparé au poids électoral
des groupes parlementaires**

Raphaël Grelon et Guillemette Lano.

Avec le concours de Victor Delage
et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

**Allô maman bobo (2). L'électorat urbain,
de la gentrification au désenchantement**

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

**Allô maman bobo (1). L'électorat urbain,
de la gentrification au désenchantement**

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,
volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1).**Un siècle de transformations**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne (2) Comprendre le retour de l'institution religieuse

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne (1) Récuser le déni

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique (1) : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie :**pour une ambition française (2)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie :**une communauté de langue et de destin (1)**

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle :**l'expertise partout accessible à tous**

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faïçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faïçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :**l'Europe démocratique menacée**

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes.**Les agriculteurs et le vote FN**

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'opinion européenne en 2016

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xix^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Ecurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

**Good COP21, Bad COP21 (2) :
une réflexion à contre-courant**

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

**Good COP21, Bad COP21 (1) :
le Kant européen et le Machiavel chinois**

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

**Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre
la route**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 44 pages

**Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions
d'une mobilité conviviale**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

**Enseignement supérieur :
les limites de la « mastérisation »**

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

**Lutter contre les vols et cambriolages :
une approche économique**

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformatrice

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

**Que nous disent les élections législatives partielles depuis
2012 ?**

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

**Éradiquer l'hépatite C en France :
quelles stratégies publiques ?**

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

**Le pluralisme religieux en islam,
ou la conscience de l'altérité**

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

**Pour une complémentaire éducation :
l'école des classes moyennes**

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

**L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux
éclairages**

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

**La politique de concurrence :
un atout pour notre industrie**

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

**Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote
breton**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sérié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale

rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté :

initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle :

des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

**Quatre propositions pour rénover
notre modèle agricole**

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

**Stratégie pour une réduction
de la dette publique française**

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ?**D'une querelle du libéralisme à l'autre**

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande**à la veille des législatives de 2009**

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 :**analyse des résultats en Europe et en France**

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme.**Une histoire française**

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

**La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?**

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

**La protestation contre la réforme du statut
des enseignants-chercheurs :****défense du statut, illustration du *statu quo***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

**La lutte contre les discriminations liées
à l'âge en matière d'emploi**

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

**Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le
protectionnisme**

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

**Après le 29 janvier : la fonction publique
contre la société civile ?****Une question de justice sociale
et un problème démocratique**

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

**Travailler le dimanche : qu'en pensent
ceux qui travaillent le dimanche ?**

Sondage, analyse, éléments pour le débat
Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-
allemands sur trois priorités de la présidence française de
l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :
Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



anne.flambert@fondapol.org

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

☐ Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique
voici ma contribution de :

☐ 100 € ☐ 500 € ☐ 1 000 € ☐ 5 000 €
☐ 10 000 € ☐ 50 000 € ☐ Autre montant.....€

Je choisis de faire un don :

☐ À titre personnel
☐ Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**
☐ Par virement bancaire daté du :
au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts
et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16
BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- **Les contribuables** bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75 % de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- **Les entreprises** assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5 % du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulant les réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :
Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



anne.flambert@fondapol.org

Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés	Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu	Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière
100 €	40 €	34 €	25 €
500 €	200 €	170 €	125 €
1 000 €	400 €	340 €	250 €
5 000 €	2 000 €	1 700 €	1 250 €
10 000 €	4 000 €	3 400 €	2 500 €
50 000 €	20 000 €	17 000 €	12 500 €

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées
pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom	Prénom
Nom de l'organisme	
N°	Rue
Code postal	
Ville	
Pays	
Téléphone	
Courriel	

Date	Signature
------	-----------



LIBERTÉS : L'ÉPREUVE DU SIÈCLE

Une enquête planétaire sur
la démocratie dans 55 pays

Les démocraties se retrouvent dans une situation périlleuse trente ans après la chute du mur de Berlin qui marquait pourtant leur triomphe. À l'extérieur, les tensions avec les régimes autoritaires, en particulier la Chine, la Russie et la Turquie, ne sont pas sans rappeler la guerre froide. À l'intérieur, le conflit des identités et des religions, le populisme, l'autoritarisme, le racisme et l'antisémitisme n'ont jamais été aussi présents dans les sociétés libérales que depuis les années 1930. Pour le monde démocratique, la combinaison de menaces extérieures et intérieures marque l'évidente dangerosité du moment.

Les démocraties conservent néanmoins un atout majeur, dont les résultats de notre étude se font l'écho : les citoyens interrogés affirment leur attachement aux libertés. Quand ils expriment un jugement négatif, nos données montrent que, le plus souvent, c'est la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays qui est l'objet de leurs critiques et non l'idée démocratique elle-même.

Tel est le contexte trouble dans lequel nous avons conçu l'enquête planétaire *Libertés : l'épreuve du siècle*. Ce travail est le fruit d'une étroite coopération entre la Fondation pour l'innovation politique (France), l'International Republican Institute (États-Unis), Community of Democracies (organisation intergouvernementale), la Konrad-Adenauer-Stiftung (Allemagne), la Genron NPO (Japon), la Fundación Nuevas Generaciones (Argentine) et República do Amanhã (Brésil).

L'enquête est inédite par son ampleur. Le questionnaire a été administré auprès de 47 408 personnes, dans chacune des langues nationales, soit 45 langues pour 55 pays : Albanie, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Corée du Sud, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Kosovo, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Mexique, Moldavie, Monténégro, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tunisie, Ukraine.

Après notre enquête *Où va la démocratie ?*, menée dans 26 pays, publiée en 2017, et après *Démocraties sous tension*, enquête menée dans 42 pays, publiée en 2019, voici donc notre nouvelle étude *Libertés : l'épreuve du siècle*.



978 2 36408 271 7

ISBN : 978-2-36408-271-7

10 €